

Pour une éducation au développement



et à **la solidarité** internationale

Guide pédagogique (école, collège, lycée)

Contributions

Sommaire

Préface	5
Introduction.	7
Première partie :	
approche conceptuelle	13
Le développement	15
La solidarité internationale	19
Le développement durable	23
Deuxième partie :	
fiches d'activités pédagogiques	25
La signification d'autrui : un test pour révéler Les représentations – tous niveaux	27
Regards sur le monde – premier degré : cycle 2	29
L'eau en Tunisie – collège : niveau 5 ^e	30
Découverte interculturelle :	
Le Burkina Faso – lycée professionnel	32
Le commerce équitable – lycée d'enseignement général – Seconde et Terminale	34
.	36
Outils ludiques de formation - CEMEA	37
Troisième partie :	
construire le partenariat	39
Pour une pédagogie de l'échange interculturel	41
Construire le partenariat	43
Typologie de projets possibles	49
Des partenariats réussis	57
- Fiche 1: premier degré	59
- Fiche 2 : collège	61
- Fiche 3 : lycée	66
- Fiche 4 : lycée	69
- Fiche 5 : lycée	71
- Fiche 6 : lycée	75
- Fiche 7 : éducation populaire	78
Annexes.	81
Ressources documentaires	99

Préface

Toutes les sociétés contemporaines recherchent le développement dans ses aspects quantitatifs, accroissement de la richesse collective et individuelle, comme dans ses aspects qualitatifs, nourriture suffisante et équilibrée, médicalisation de haut niveau, scolarisation généralisée, accroissement naturel maîtrisé. Ce développement ne peut se concevoir que comme économiquement viable, c'est à dire reposant sur des structures économiques équilibrées, socialement justes et écologiquement durables pour préserver notre Terre pour les générations à venir.

La mondialisation nous a appris à penser "globalement" et, à cette échelle, le socialement juste doit prendre la forme de la solidarité internationale. En effet, si le monde a atteint aujourd'hui un niveau de développement et de richesse jamais égalé, dans le même temps les disparités et les inégalités entre les sociétés et les individus demeurent ou se sont creusées. A côté des Nords faisant souvent figure de nanti même s'ils ne sont pas épargnés par la précarité, existent des Suds où persistent pauvreté, mal-développement et dépendance. Les grands équilibres de la planète échappent aux barrières des frontières et le simple respect des droits humains, vécus à l'échelle planétaire, invite donc à la solidarité internationale.

L'éducation au développement durable et à la solidarité internationale peut être abordée dès le plus jeune âge, de même qu'elle peut l'être dans toutes les disciplines et les séquences interdisciplinaires, s'inscrivant dans un parcours citoyen de l'enfance à l'âge adulte.

Ce guide pédagogique pour une Education au développement durable et à la solidarité internationale invite les personnels de l'Education et les acteurs de la jeunesse à sensibiliser les enfants et les jeunes à ces questions en agissant localement et ponctuellement, en prenant appui sur des actions éducatives concrètes.

Réalisé collectivement par les services du Rectorat (Délégation académique aux relations internationales et à la coopération, Inspection pédagogique régionale), la mission pour la coopération internationale de la Direction régionale de l'Agriculture et des associations et organismes préoccupés de développement (CERCOOP, RECIDEV, RITIMO, CEMEA), ce guide cherche à répondre à tous ceux qui veulent construire un partenariat avec les pays du Sud en leur proposant une approche conceptuelle, des fiches pédagogiques, des restitutions de projets et des conseils pour mettre en oeuvre une opération solidaire.

L'Académie de Besançon est heureuse de proposer cet outil qui contribuera à inviter des jeunes à s'engager dans des actions de solidarité internationale.

Le Recteur,
Anne SANCIER-CHATEAU

INTÉGRER L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DANS LA PÉDAGOGIE

Introduction

« Éducation » ou « sensibilisation » au développement ?

Le titre de cet ouvrage fait référence à l'éducation au développement. Il y a lieu, toutefois, de bien distinguer « éducation » et « sensibilisation » au développement :

- la « sensibilisation » au développement n'a pas l'ambition de faire changer les idées et les pratiques – tout au moins pas à court terme. Son objectif est plutôt d'amener les gens à se poser de bonnes questions, de leur donner envie d'aller plus loin dans la réflexion.
- l'« éducation » au développement, en revanche, constitue une étape supplémentaire : elle nécessite un véritable travail pédagogique, qui aspire à infléchir des idées et des pratiques. Cela implique donc un travail sur une période de temps relativement importante.

Prenons une illustration concrète. Une association qui vient faire une intervention ponctuelle dans une classe puis repart comme elle est venue, n'a pu faire que de la sensibilisation. Si, en revanche, elle revient plusieurs fois tout au long de l'année, dans le cadre d'une action globale préalablement pensée avec l'enseignant, et que celui-ci a inclus dans son programme pédagogique des éléments permettant d'exploiter les interventions de l'association avant et après chaque passage, alors, dans ce cas, il y a lieu de parler d'éducation au développement.

Tout au long de cet ouvrage, nous ne reviendrons plus sur cette différence – pourtant fondamentale – et par commodité, nous parlerons toujours d'« éducation au développement », même lorsque ce qui sera en jeu tiendra davantage de la sensibilisation que de l'éducation.

Cadres et points d'ancrage

« L'éducation au développement et à la solidarité internationale vise à faire comprendre les grands déséquilibres mondiaux et à permettre la réflexion sur les moyens d'y remédier (...) [Elle] vise à faire prendre conscience aux élèves de l'interdépendance des régions du monde, de la solidarité entre les peuples dans le processus de mondialisation, en orientant en particulier leur curiosité vers la réalité économique, sociale et culturelle des pays en développement (...). Les questions d'environnement et plus généralement de développement durable, ont partie liée avec les domaines couverts par l'éducation au développement. (...) L'éducation au développement et à la solidarité internationale est de nature à mener les jeunes à s'engager dans des actions ainsi qu'y invitent le Guide de l'engagement et le site dédié à l'engagement des jeunes... » (Texte BOEN n° 30 du 24/07/2003).

Objet d'une parution régulière au BOEN¹, le texte consacré à « L'éducation au développement et à la solidarité internationale » précise la dimension éducative des thèmes du développement et de la solidarité internationale, les axes de réflexion et d'actions conseillés. Il encourage notamment dans le cadre d'un certain nombre de temps forts reconduits chaque année, les établissements scolaires à s'attacher le concours d'intervenants extérieurs qualifiés (collectivités locales, monde associatif).

Dans quels cadres et grâce à quels dispositifs peut-on faire de l'éducation au développement, tant à l'école qu'en dehors de celle-ci ? Sur quels textes et éléments de programme s'appuyer ?

DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

Programmes d'enseignement et référentiels d'activités professionnelles

Si les programmes d'**histoire** et **géographie** mais aussi **d'éducation civique** au collège et **d'ECJS** en lycée, sont par nature au premier rang concernés (*les tableaux en annexe à ce guide procèdent à un recensement global des différentes entrées possibles dans chacun des programmes concernés*), les autres disciplines ainsi que certains référentiels des domaines de l'enseignement professionnel permettent également de dégager des éléments se rapportant aux objectifs d'éducation au développement.

Jacqueline Sibout, professeur d'histoire et responsable de l'éducation au développement dans l'académie de Caen notait ainsi dans ses travaux en partie rapportés dans la co-publication CNDP/Hachette éducation sur le sujet (*Éducation au développement* - Bruno Riondet - 1996), que les orientations pour l'enseignement du **français** en collège préconisaient « l'habitude de l'analyse et du jugement comme devant permettre aux élèves de se situer dans un monde complexe et en évolution, de mieux maîtriser les changements qui caractérisent notre société et grâce à cette compréhension, d'y intervenir activement ». L'étude de textes de littérature francophone pourrait ainsi tout à fait compléter une étude menée parallèlement en cours d'histoire.

L'étude de **langues vivantes étrangères** peut également favoriser l'approche des réalités du monde en développement.

L'enseignement des **sciences de la vie et de la Terre**, dans les domaines de la vie et de la santé, dans celui des ressources de la planète et de l'environnement, se prête aussi particulièrement bien à une étude des rapports entre le Nord et le Sud.

En **philosophie**, avec la présentation du nouveau programme en classe de terminale (BO n° 28 du 12/07/2001), cet enseignement « propose aux élèves de s'interroger sur le sens et sur les principes de leur existence individuelle et collective... de comprendre le monde ». Que ce soit au niveau des

notions, des questions d'approfondissement ou des auteurs, les thèmes en relation avec le propos de ce guide sont nombreux. On citera ainsi : « Citoyenneté antique et citoyenneté moderne : la question de l'esclavage » ; « Les droits de l'Homme et leurs critiques : égalité et différences ».

Nouvelles modalités de travail au croisement des disciplines

Les nouveaux dispositifs et espaces pédagogiques introduits dans les collèges (*Itinéraires de découvertes*) et les lycées (*Travaux personnels encadrés et projets pluridisciplinaires à caractère professionnel*) sont autant d'opportunités à saisir par les enseignants pour favoriser l'ouverture des programmes et la convergence de thématiques traités jusqu'alors isolément en matière d'éducation au développement. L'exploitation du thème de l'eau au collège est l'illustration de cette possible interdisciplinarité (cf. tableau).

L'expérience de nombre de projets de partenariats Nord-Sud en cours montrent que la relation interculturelle, instaurée d'établissement à établissement, a vocation à donner sens et à motiver bien des démarches interdisciplinaires, chez les professeurs comme chez les élèves.

Projets et actions au sein de l'établissement scolaire

- **Semaine de la solidarité internationale à l'école et à l'université** : ce rendez-vous annuel de la troisième semaine de novembre doit permettre aux professeurs et responsables d'établissements scolaires de s'associer aux acteurs de la société civile actifs dans la coopération internationale (associations, collectivités...) dans le cadre d'animations scolaires. Celles-ci pourront prendre des formes très diverses (animations pédagogiques, dégustations culinaires...). Pour en savoir plus, se renseigner auprès du site : www.lasemaine.org (voir également dans la section suivante).
- **Création d'un club « pays », « solidarité » ou UNESCO** : ces clubs sont souvent le moyen d'associer au sein de l'établissement et dans le cadre plus informel des activités du foyer socio-éducatif, des élèves de classes et niveaux différents autour d'un axe d'intérêt et de solidarité partagé.
- **Engagement dans un projet de partenariat international** : dans le cadre du projet d'établissement, une équipe pédagogique peut proposer, au même titre qu'un échange organisé dans le cadre européen, de mener un projet éducatif et solidaire avec un établissement scolaire du « Sud ». Dans ce contexte, l'établissement dépose une demande de subvention auprès du Rectorat pour obtenir un cofinancement de l'action engagée.

DANS L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

La coopération internationale est l'une des missions assignées à l'enseignement agricole par les lois Rocard de 1984 et réaffirmée par la loi d'orientation agricole de 1999.

Principes et organisation

La mission de coopération internationale de l'enseignement agricole est encadrée par des principes, des objectifs et des priorités fixés par la circulaire DGER/FOPDAC/C2001-200 du 26 juin 2001.

La mission doit s'inscrire dans la politique internationale de la France, notamment en matière d'agriculture et dans la politique de la région et de l'établissement. Les actions doivent être construites en partenariat (organisations professionnelles agricoles, collectivités locales, associations...).

Pour les établissements, les actions de coopération internationale sont des **outils éducatifs** qui ont pour objectifs :

- l'ouverture culturelle et sociale des apprenants² afin de contribuer à l'exercice de la citoyenneté,
- la formation de professionnels ouverts aux enjeux internationaux.

De plus, certains établissements, développent un pôle « expertise technique » à l'international.

La mission de coopération internationale est organisée au niveau national et régional.

Au niveau national, le Bureau de la Coopération Internationale définit la politique en la matière en relation avec les ministères des Affaires étrangères et de l'Éducation nationale. L'Inspection de l'enseignement agricole est chargée du contrôle de l'utilisation des moyens.

Un dispositif d'appui pour les enseignants

Afin que les enseignants et les formateurs se consacrent essentiellement à la réalisation pédagogique de leurs projets et les inscrivent dans un ensemble cohérent, trois types de relais existent :

- Des réseaux formels, soutenus par la DGER³ rassemblent autour d'animateurs des établissements d'enseignement agricole travaillant avec un même pays. Ils permettent l'échange, la capitalisation et la mutualisation des informations et des pratiques.

- Un réseau spécifique « Éducation au développement » propose des animations pédagogiques à l'échelle d'une classe ou de l'établissement. Elles traitent du commerce équitable « Un peu de Sud dans votre café », de culture africaine « Sur la piste du Djembé » ou de développement durable « Decodé ». Elles suscitent la curiosité des apprenants et sont un bon outil pour une première sensibilisation.

- Au niveau régional, le chargé de mission coopération internationale de la DRAF-SRFD⁴ apporte un appui technique ou financier au montage de projets. Il renseigne sur les demandes de mobilité individuelle, les échanges linguistiques et les voyages d'étude. Il peut accompagner le montage de projets de développement.

Au niveau de l'établissement, l'animateur local « coopération internationale » diffuse l'information des niveaux national et régional.

Les actions de développement conduites en coopération décentralisée croisent les préoccupations de développement durable.

De fait, les chargés de mission régionaux et les animateurs locaux « coopération internationale » collaborent de plus en plus fréquemment avec leurs homologues « agriculture et développement durables ».

En Franche-Comté, au delà des réunions bimestrielles, une conférence Intranet leur permet de communiquer.

Typologie des actions et place dans les rubans pédagogiques

Les actions les plus fréquentes concernent les actions d'éducation et de formation ne donnant pas nécessairement lieu à des déplacements à l'étranger.

En revanche, elles s'articulent souvent avec des manifestations internationales, nationales ou régionales (Alimenterre, Semaine de la solidarité internationale...).

Elles peuvent s'inscrire dans le ruban pédagogique, soit dans les disciplines (économie, histoire-géographie, éducation socio-culturelle...), soit dans des modules pluridisciplinaires favorisant le travail de groupe comme les MIL (modules d'initiative locale) ou les PIC (projets initiatives et communication) en BTSA ou les PUS (projets d'utilité sociale) en BEPA.

Les activités péri-éducatives comme l'organisation de conférences, d'expositions, la création de clubs UNESCO s'y prêtent aussi.

Les stages en entreprise (mobilité individuelle) ou les voyages d'étude (mobilité collective) des apprenants et des équipes pédagogiques permettant de découvrir les réalités culturelles, sociales et économiques d'un pays sont encouragés.

Enfin, certains établissements engagent des actions partenariales de développement : appui à l'ingénierie des dispositifs de formation ; à la construction d'ateliers de production ou de transformation agroalimentaire, appui à la conception de systèmes d'assainissement, de bibliothèques, participation à des campagnes sanitaires, aménagement de potagers d'école...

Ces actions sont souvent conduites dans le cadre d'un partenariat multiple (collectivités locales, professions, associations) de territoire à territoire.

DANS L'ÉDUCATION POPULAIRE

Un ancrage historique

Asservis pendant des siècles, les hommes n'ont eu de cesse de mettre en place les conditions de leur émancipation, de leur autonomie. Pour cela, il fallait donner à tous l'instruction et la formation nécessaires pour que chacun devienne un citoyen participant activement à la vie de la nation.

Les racines de l'éducation populaire sont à chercher dans les idéaux défendus par la révolution française de 1789. Les XIX^e et XX^e siècles ont conduit à des formes de démocratisation de la société ; l'accès au savoir, donc au pouvoir, s'est

progressivement étendu. Le développement économique et industriel a engendré des nouveaux besoins et renforcé les qualifications des ouvriers. Les multiples batailles et luttes, l'action militante, la rencontre entre des acteurs de différents milieux (monde du travail, domaines de la culture, des sciences...) vont conduire à l'apparition du concept d'« université populaire » en 1894.

La rencontre entre travailleurs et intellectuels trouvera des aboutissements au plan législatif en 1936, époque où le droit au savoir, le droit aux loisirs deviennent des réalités sous la forme de lois sociales.

Autour de la guerre de 1939-1945, les mouvements de la résistance, puis les phénomènes nés de la libération, ont forgé l'idée que l'éducation populaire devait accompagner les valeurs d'idéalisme et d'humanisme, d'une technicité et de moyens d'intervention.

L'action des enseignants de la république fut centrale dans le développement des valeurs de l'éducation populaire et dans la mise en œuvre effective.

Construite par et autour de l'action bénévole, l'éducation populaire a trouvé des prolongements, après l'épisode de mai-juin 68, dans les années 70 et 80 par un développement, une diversification progressive dans des champs comme l'animation.

Étroitement liée à l'utilisation de la loi 1901, du point de vue de ses modalités organisationnelles, l'éducation populaire est aujourd'hui placée devant l'enjeu d'une structuration qui conduit à une professionnalisation de tout un pan de ses activités.

Dans une société où fragilité et précarité, mutation et exclusion sont des enjeux fondamentaux et quotidiens, l'action d'éducation populaire reste plus que jamais un des moyens pour construire une société plus solidaire et plus démocratique.

Dans ce souci, les associations d'éducation populaire ont depuis toujours été investies dans des actions de solidarité internationale. Elles se trouvent aujourd'hui face à la problématique suivante :

« Réaliser des actions ici et ailleurs, qui mettent en œuvre les défis politiques que les associations se sont fixés, en présence de français autant que d'étrangers dans une démarche critique réciproque⁶ ».

En reprenant la définition de Jacques Ardoino (psychosociologue), « l'éducation populaire est le développement de la pensée critique du plus grand nombre », l'éducation au développement est par essence un champ investi.

Définir des priorités⁶

- Se démarquer d'une conception ethnocentrique du développement en favorisant la réciprocité des échanges comme moyen de questionner notre modèle de développement.
- Valoriser une action indépendante et non une instrumentalisation étatique.

- Inscrire les actions de développement dans une visée de transformation sociale : dépasser une vision fataliste des pays condamnés à la misère, permettre aux jeunes une compréhension du monde et leur donner d'autres objectifs que l'accès à la consommation.
- Favoriser une prise de conscience des inégalités et le « vouloir agir » : vivre le plaisir d'agir ensemble en partageant une création artistique, en partageant un sport...
- Promouvoir le respect des droits et susciter le sentiment universel de l'homme.

De quelques dispositifs

- Les campagnes nationales (*cf.* campagnes décrites dans la section « Éducation nationale »)
- Envie d'agir : dispositif mis en œuvre conjointement par le ministère de la jeunesse et des sports et le ministère de l'éducation nationale qui permet de valoriser l'engagement des jeunes.
- Jeunesse solidarité internationale ou Ville Vie vacances Solidarité Internationale : programme du ministère des affaires étrangères qui soutient financièrement des projets de solidarité internationale portés par les jeunes. Ces projets peuvent être des échanges culturels ou sportifs, mais aussi des chantiers.
- Le volontariat international : la loi française accorde aux volontaires qui s'engagent pour deux ans minimum un statut comportant notamment une protection sociale.

CAMPAGNES NATIONALES OU INTERNATIONALES DE SENSIBILISATION DU GRAND PUBLIC

Les campagnes de sensibilisation lancées auprès du grand public par la communauté internationale (organisations gouvernementales et non gouvernementales), relayées ou proposées en France par de nombreux collectifs d'associations de solidarité internationale (*cf.* Coordination Sud) ainsi que les mouvements d'éducation populaire (*cf.* CNAJEP, par ailleurs membre de Coordination Sud), généralement avec l'appui des pouvoirs publics, offrent des opportunités d'exploitation et de documentation (exposition, vidéo, et autres outils pédagogiques pour intervention en milieu scolaire, bibliographie...) souvent très riches pour les enseignants.

Par exemple :

- La Semaine de la solidarité internationale est une manifestation annuelle initiée au niveau national, la troisième semaine de novembre, à l'initiative des associations de solidarité, avec l'appui de l'État et des collectivités locales, depuis 1998. Elle est relayée au niveau régional dans toute la France. Son objectif est de « dire la solidarité internationale » au grand public, d'expliquer le comment et le pourquoi de cette solidarité internationale, d'illustrer la diversité des formes qu'elle peut prendre, parce que « changer le monde, c'est possible tous les jours, près de chez vous ». La Semaine se concrétise par des manifestations culturelles (expositions de photos ou d'artisanat,

projections de films, pièces de théâtre, concerts...), des animations scolaires, des conférence-débats, des dégustations culinaires, etc. (Pour en savoir plus : La Semaine de la solidarité internationale, c/o CRID, 14 passage Dubail - 75010 Paris, tél. 01 44 72 07 71 - fax 01 44 72 06 84, site : www.lasemaine.org).

- La campagne « Demain le monde... les migrations internationales », sept. 2004-2006. (Pour en savoir plus : Solidarité laïque, 22 rue Corvisart, 75013 Paris, tél : 01 45 35 13 13, site : www.globenet.org/demain-le-monde).
- Chaque année, en octobre, la campagne « Alimenterre », autour de la Journée mondiale de l'alimentation, invite les élèves à engager un travail de réflexion sur « la sécurité alimentaire partout et pour tous ». (Pour en savoir plus : Comité français pour la solidarité internationale. Site : www.cfsi.asso.fr).
- En mai, la campagne « Pas d'école, pas d'avenir ! », dans le cadre de la Quinzaine de l'école publique. Les actions de sensibilisation de cette campagne s'articulent depuis 2002 autour du droit à l'éducation pour tous dans les pays du Sud. (Pour en savoir plus : La Ligue de l'enseignement et Solidarité laïque. Sites : www.laligue.org et www.solidarite-laique.asso.fr)

Les journées (ou semaines) nationales et internationales thématiques peuvent favoriser ou légitimer l'ancrage d'interventions spécifiques et la mise en place d'activités d'éducation au développement en rapport.

Journée internationale des femmes	8 mars
Journée mondiale contre le racisme , l' antisémitisme et l' intolérance	21 mars
Semaine d'éducation contre le racisme	3 ^e semaine de mars
Journée mondiale de l' eau	22 avril
Quinzaine du commerce équitable	1 ^{ère} quinzaine de mai
Journée mondiale de la santé	7 mai
Journée de l' Europe	9 mai
Jour de la Terre	21 mai
Journée mondiale de l' environnement	5 juin
Semaine du développement durable	1 ^{ère} semaine de juin
Journée mondiale contre la désertification et la sécheresse	17 juin
Journée mondiale des réfugiés	20 juin
Journée mondiale contre la drogue	26 juin
Journée internationale de l' alphabétisation	8 septembre
Journée internationale de la paix	21 septembre
Journée mondiale de l' habitat	1 ^{er} lundi d'octobre
Journée mondiale de l' alimentation	16 octobre
Journée mondiale du refus de la misère	17 octobre
Journée mondiale des droits de l'enfant	20 novembre
Semaine de la solidarité internationale	3 ^e semaine novembre
Journée mondiale des droits de l'Homme	10 décembre

Éduquer au développement, à l'école ou en dehors de celle-ci, est une nécessité désormais officiellement reconnue comme telle. Il s'agit maintenant de définir ce que l'on entend par développement. Que mettre derrière ce terme ? Existe-t-il une ou plusieurs façons de l'appréhender ?

1. Une première version de ce guide avait déjà fait l'objet d'une mention dans le BOEN n° 21 du 23.05.2002.
2. Élèves et étudiants des lycées, apprentis des CFAA et stagiaires en formation continue des CFPPA.
3. Direction Générale de L'Enseignement et de la Recherche.
4. Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt – Service Régional de la Formation et du Développement.
5. Extrait de « Réinventer l'international, réflexion sur une démarche d'éducation populaire » Édition INJEP 2002, Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.
6. Données tirées de « Réinventer l'International » livre rédigé par le CNAJEP.

Première partie

APPROCHE CONCEPTUELLE

LE DÉVELOPPEMENT

Le concept

Qu'est-ce que le développement ? Vaste question, à laquelle personne n'a encore su donner de réponse vraiment satisfaisante. Force est de constater qu'il s'agit d'une notion essentiellement subjective.

NAISSANCE DU CONCEPT

Dans les années 1950, le sociologue Alfred Sauvy avait employé le terme de « **tiers monde** » – en référence au Tiers État de la monarchie française – pour désigner les pays « du Sud »⁷ ensuite nommés « pays sous développés », par opposition aux pays « du Nord » qualifiés de **pays développés**. Cette désignation a pudiquement évolué vers celle de « pays en voie de développement », puis de « **pays en développement** ». Toutefois, sans qu'elle soit clairement évoquée, l'idée ethnocentrique d'un degré de « civilisation » des pays a toujours transparu entre les lignes... De façon moins subjective, celle de **pauvreté** est également présente.

TENTATIVES DE DÉFINITION

Le développement, qui sous-tend cette division arbitraire, est très difficile à théoriser. On s'est longtemps contenté de n'en étudier que l'aspect économique. Car naturellement, le bien-être économique revêt une importance primordiale : avoir les moyens de rapporter chaque jour de quoi manger à sa famille – la « dépense quotidienne », comme on dit dans certains pays – est un souci qui ne souffre aucune concurrence. Pour autant, cette approche est loin d'être satisfaisante à commencer par sa mesure. Le **PIB/hab.** constitue une indication importante des richesses pouvant être redistribuées à la population. Mais que signifie ce *ratio* devant la fréquente inégalité de la **répartition des richesses** ? Des pays producteurs de pétrole peuvent avoir un PIB/hab. relativement plus élevé que celui de leurs voisins, sans que les habitants profitent de cette richesse... Par ailleurs, compte tenu de l'énorme disparité des pouvoirs d'achat d'un pays à l'autre, que signifie « vivre avec moins d'un dollar par jour » ? A Tokyo ou à New-Delhi, la réponse ne sera pas tout à fait la même...

En bref, on a rapidement pris conscience de la nécessité d'élargir la perception du développement à d'autres dimensions prenant en compte les aspects socio-économiques : alimentation, santé, éducation... En effet, les indicateurs économiques – qu'ils soient quantitatifs ou qualitatifs – ne suffisent pas pour marquer l'accès aux besoins essentiels, tels qu'une ration quotidienne d'eau suffisante pour vivre décemment⁸. On a alors tenté de caractériser le développement par d'autres moyens : le calcul de la ration calorifique journalière (mais il est difficile de comparer les besoins en calories dans un pays tropical et à proximité du Pôle), ou encore par le fameux **indice de développement humain (IDH)**⁹. Il y a là un progrès, mais naturellement, ce n'est pas

tout à fait satisfaisant. Que dire par exemple, des libertés, de la démocratisation des pouvoirs (centraux et locaux) ?

DE L'IMPORTANCE DU REGARD...

En outre, il importe de bien prendre conscience du fait que ces différentes recherches ont généralement été menées selon un angle de vue particulier : celui du Nord sur le Sud et bien qu'il ait plus ou moins gagné la quasi-totalité des esprits, il reste un point de vue. En particulier, la distinction entre des pays du Nord, dits « développés », et ceux du Sud, dits « en développement », n'est pas sans arbitraire.

Prenons la pauvreté, par exemple. De quelles pauvretés, de quelles richesses, parle-t-on ? L'aspect matériel est-il le seul critère à prendre en considération ? Un accès difficile à une eau potable, à une alimentation suffisante et équilibrée, à la santé, l'éducation, engendrent d'incontestables situations de pauvreté. Mais celles-ci ne sont pas incompatibles avec une richesse culturelle, humaine, morale, etc. et réciproquement.

Sans se laisser entraîner dans une caricature trop facile, il faut bien reconnaître que les sociétés dans lesquelles les dépressions nerveuses fleurissent comme ailleurs les rhumes, où les taux de suicide atteignent des proportions inquiétantes, où l'individualisme amène les familles à l'éclatement avec des grands-parents oubliés dans des maisons de retraites, ... ces sociétés-là n'apparaissent pas, à bien des égards, comme les modèles d'un développement optimal... Le trait est un peu gros, certes, mais... avec une lecture ouverte, on s'aperçoit que richesses et pauvretés ne sont peut-être pas aussi nettement réparties qu'on a coutume de le dire.

(cf. le chapitre « Du Nord au Sud, regards croisés, réalités partagées », p. 12).

L'action

Parallèlement aux tentatives de définition du développement, politiques et actions ont été engagées avec plus ou moins de bonheur depuis plus de quatre décennies. On a, en ce domaine, longuement tâtonné – et l'on continue encore trop à le faire, malheureusement.

LES ACTEURS

Les acteurs sont très divers : organismes internationaux (Union européenne, structures du système des Nations Unies – PNUD, PNUF, UNICEF, CNUED, OMS... – ou encore les institutions dites de Bretton Woods – FMI, Banque mondiale, pour l'essentiel)¹⁰, structures de coopération bilatérale des États du Nord, collectivités territoriales, organisations non gouvernementales (ONG) – ou associations de solidarité internationale (ASI) – du Nord et du Sud, associations de développement de quartiers ou comités villageois et autres structures émanant des populations du Sud, etc.

DES EXPÉRIMENTATIONS...

Au début des années 1960, l'agronome René Dumont écri-

vait que l'Afrique [était] *mal partie*. Elle était peut-être mal partie, mais elle l'était néanmoins, partie. Et quoiqu'en disent certains, bien du chemin a été parcouru depuis plusieurs décennies, dans ce continent comme ailleurs.

Les solutions les plus extrêmes ont été prônées avec passion par les uns et par les autres (**développement auto-centré, programmes d'ajustement structurels...**), l'idéologie ayant malheureusement bien souvent déformé les différentes approches de développement. L'idée capitale de **lutte contre la pauvreté**, initialement soutenue pour l'essentiel par les seules ONG, est aujourd'hui reprise – avec plus ou moins de sincérité – par la quasi totalité des acteurs.

LES LEÇONS DU PASSÉ

Les erreurs passées ont néanmoins permis de tirer de nombreuses leçons¹¹. On ne saurait être exhaustif en ce domaine, mais on peut par exemple citer la nécessité de ne pas intervenir avec des œillères sur un aspect particulier du développement, car les inter-relations sont fortes (développement urbain / développement rural ; eau / assainissement / hygiène et santé, etc.). On peut également parler du tournant pris lors du Sommet de Rio, en 1992, à partir duquel la notion de **développement durable** s'est vulgarisée avec l'idée de penser et mettre en œuvre un développement qui ne compromet pas l'environnement – au sens large du terme – des générations futures, d'agir localement tout en pensant globalement (voir p. 17).

Parmi les nombreuses raisons ayant contribué aux échecs enregistrés dans les politiques et actions de développement, il faut noter une tendance malheureusement assez répandue qui consiste à généraliser les solutions sans tenir compte des différences de contextes (socio-économiques, géographiques, culturels, ...). Ainsi a-t-on pu construire, par exemple, dans des villes sahéniennes, des réseaux d'égoûts suivant les normes européennes, sans penser que le risque de gel – qui, en Europe, justifie la profondeur de l'enfouissement des tuyaux – se pose assez rarement sous les tropiques (sans compter l'accroissement des difficultés d'entretien) et que le gros diamètre de ces tuyaux – dimensionnés selon les normes occidentales de consommation d'eau – était non seulement infondé dans le Sahel compte tenu de la consommation moyenne d'eau dans cette région, mais contribuait même à obstruer les conduites¹².

Autre exemple : parce que le système des puits dans les villages sahéniens a fait ses preuves en de nombreux endroits, on en a parfois implanté sans consulter les populations « bénéficiaires ». Et la petite histoire raconte que dans certain village où les femmes faisaient chaque jour des kilomètres pour aller chercher de l'eau, le nouveau puit – pourtant construit à proximité immédiate du village – s'est révélé inutile, les femmes ayant refusé de s'y approvisionner en eau. La raison, toute simple, en était que le vieux puit permettait chaque jour aux femmes de bavarder entre elles et d'échapper un peu à la surveillance de leurs maris ! Ailleurs, c'est un puit implanté de façon sacrilège en un lieu chargé de symboles traditionnels qui est resté inutilisé...

En la matière il y aurait beaucoup à dire, mais n'en disons pas trop justement... Ou alors, faisons-le avec humilité, sans croire que nous-même, nous ferions mieux. Ceux-là qui flétrissent l'incapacité des autres sans se remettre eux même en question sont peut-être ceux dont il faut le plus se méfier ! Si le développement était chose facile, cela se saurait... Ne croyons pas ceux qui nous disent le contraire. La reproduction de projets tel quels - « clés en mains » - n'a que de très rares chances de succès : il n'existe pas de solutions universelles en développement. En revanche, l'échange de **savoir-faire et d'expériences** est une mine inépuisable, d'où l'importance de la **capitalisation**, des **échanges** et des activités de réseaux.

L'implication des « bénéficiaires » (populations, autorités,...) **dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets** est absolument incontournable. Des infrastructures installées sans implication (humaine, voire financière) des intéressés, courent fortement le risque de voir ces derniers se désintéresser de l'entretien : « ce sont les infrastructures du projet, pas les nôtres ». Parfois, il faut également tenir compte des susceptibilités : « puisque ces gens ont conçu leur projet tous seuls, qu'ils se débrouillent » ! Une attention toute particulière doit être apportée à l'inscription de ses actions dans **les plans de développement locaux** portés par l'État et – lorsque le processus de décentralisation est lancé – les collectivités locales. Et allons un peu plus loin : doit-on parler de « bénéficiaires » ? Ce terme n'implique-t-il pas, en soi, l'idée que l'on apporte – praticiens du développement, du Nord ou du Sud – la solution à des populations qui ne feraient que recevoir ? N'y a-t-il pas, derrière cela, l'idée que « oui, bon : on va impliquer les populations, mais le savoir-faire, c'est quand même nous qui l'avons ! »... Que souhaite-t-on en définitive ? Apporter notre solution ou faire en sorte qu'avec notre appui, les gens trouvent et bâtissent eux-mêmes les solutions à leurs maux ? Exprimé ainsi cela peut paraître évident, mais si l'écrire est facile, le faire l'est nettement moins.

Nous avons choisi, quelques lignes plus haut, de parler « d'échange » de savoir-faire, et non de « transfert », ainsi qu'on a coutume de le faire. Comme toujours, les mots sont importants. Pourquoi ce choix ? Pour une raison simple, allant dans le sens de la récusation de l'adjectif « bénéficiaires » : ainsi de l'ingénieur agronome qui arrive dans un village et a la sagesse de s'asseoir avec les paysans pour les écouter ; alors, au fil des discussions, peut-être va-t-il comprendre que l'idée qu'il avait dans la tête n'est finalement pas très adaptée à ce contexte particulier et que la seule solution raisonnable consiste à bâtir progressivement les choses avec les paysans, en profitant de leurs connaissances – sans oublier, naturellement, les autorités locales et centrales. Ainsi également du médecin qui n'arrive pas à traiter un fou et va s'apercevoir que le tradi-thérapeute, lui, non seulement sait comment faire, mais encore connaît un certain nombre de plantes médicinales qui lui permettront de faire quelques économies pharmaceutiques. En matière de développement, nul ne détient de vérité absolue et les différentes expertises (l'universitaire, la populaire ou celle du praticien) sont avant tout complémentaires.

C'est ainsi que depuis quelques années déjà, pour d'évidentes raisons d'efficacité, mais aussi de promotion de la citoyenneté, le développement participatif s'impose et fait ses preuves. Il fait intervenir tous les acteurs concernés – administration centrale, services déconcentrés de l'État, autorités locales, ONG, populations et leurs structures, parfois même, lorsque c'est possible, le secteur privé,... – dans une même action concertée où chacun contribue dans la mesure de ses moyens et dans le respect des intérêts mutuels.

En guise de conclusion...

On constate que ces questions liées au développement, à la solidarité internationale, plus généralement aux relations Nord-Sud, sont largement méconnues du habitants des pays du Nord, voire ignorées. Or, le contexte actuel de mondialisation, les mouvements migratoires, mais aussi les relations historiques – parfois affectives – qui unissent le Nord au Sud, les valeurs de citoyenneté, etc. : tout cela rend nécessaire une sensibilisation du grand public à ces sujets. On ne demande pas à chacun de s'engager en faveur dans la solidarité internationale, mais une connaissance minimum des enjeux, de la réalité et de ses causes. Ce serait déjà beaucoup ! L'indifférence ou l'hostilité ont généralement pour cause un défaut d'information... Et ce travail de sensibilisation se doit de commencer à l'école. C'est l'objet de l'éducation au développement durable.

Mais avant d'aller plus avant dans l'étude des concepts, il nous paraissait indispensable de mettre en perspective notre vision des choses, de la croiser avec un « regard du Sud », car nous l'avons écrit plus haut : nous avons trop souvent, au Nord, l'habitude de parler en lieu et place du Sud. L'ONG internationale ENDA Tiers Monde – ayant acquis une longue expérience en matière de réflexion sur le développement et sur la remise en cause des pratiques (y compris et surtout des siennes,) – nous a donc fait l'amitié de produire le texte qui suit.

Du Nord au Sud, regards croisés, réalités partagées

Les échecs du développement

En quarante ans de développement, il faut reconnaître que les choses ne se sont pas vraiment améliorées : la pauvreté persiste, les inégalités s'aggravent, la violence s'installe, les ressources naturelles s'amenuisent. Le monde ne tourne pas rond !

Loin de laisser indifférent, cette situation mobilise un grand nombre d'acteurs qui veulent contribuer à un futur meilleur pour tous. Les questions qu'ils se posent sont « que faire ? », « comment le faire ? » et « où le faire ? ». Car nous savons maintenant que les connaissances techniques et la bonne volonté ne suffisent pas à changer les choses. Combien d'Européens sont venus en Afrique pleins de diplômes, d'idées et d'enthousiasme, et en sont revenus démotivés, déçus de ne pas avoir été reçus à bras ouverts, inquiets de n'avoir pu sauver personne ?

La pauvreté est d'abord dans le regard

Avant de se lancer, tête baissée, dans des projets de « développement », il est important de s'attarder quelque peu sur le bagage conceptuel que charrie cette notion. Qu'est ce que le développement, sinon une vaine et dangereuse tentative de rattrapage économique, politique et culturel ? N'oublions pas que si la planète entière atteignait le niveau de consommation des pays dits développés, elle n'y survivrait pas (empreinte écologique), que la démocratie ne se limite pas à l'expérience occidentale de la démocratie représentative, et que l'internationalisation de la culture mène le plus souvent à un bouleversement des sociétés locales, sans nécessairement favoriser un véritable enrichissement culturel...

Que faire alors ? Avant tout modifier notre regard et réinterroger les apparentes « évidences », à savoir, par exemple que l'augmentation des revenus réduit automatiquement la pauvreté, ou qu'une action qui nous semble prioritaire l'est forcément pour les prétendus « bénéficiaires ». Ce repositionnement doit nous amener à fonder nos interventions sur un diagnostic fait par les populations elles-mêmes, afin qu'émergent des initiatives et des stratégies adaptées aux réalités et aux priorités de ces acteurs locaux.

D'une démarche de contrôle à l'accompagnement de dynamiques d'émancipation

Notre rôle de « professionnels du développement », que nous soyons du Nord ou du Sud, se détermine alors par l'accompagnement de dynamiques locales, ce qui laisse envisager que des erreurs seront commises, que des conflits pourront émerger, que les résultats n'iront pas aussi vite que nous l'espérons car si « progrès » il y a, il se joue sur le temps long et non sur la durée d'un projet de quelques années.

S'impliquer dans les actions de solidarité requiert donc une grande modestie et de fortes capacités d'écoute, car ce n'est pas notre avis qui compte mais le point de vue des populations, des groupes de base, de tous les acteurs concernés directement par les projets, programmes ou autres actions de « développement ». Nous devons aussi

admettre que nos savoirs sont très relatifs par rapport à ces paysans qui connaissent leurs terres mieux que quiconque, ces vendeurs ambulants qui jaugent leurs clients d'un regard, ces artisans qui font feu de tout bois. Apprenons à les comprendre au delà des mots, reconnaissons les plus illettrés comme des acteurs à part entière qui ont des idées et des stratégies qu'ils n'expriment pas toujours dans un langage que nous comprenons.

Cela implique également de savoir ne pas se rendre indispensable. Tout le monde connaît l'adage de l'homme qui apprend à autrui à pêcher, mais combien d'entre nous peuvent vraiment se vanter d'avoir contribué à rendre des acteurs autonomes à tous points de vue ? En réalité, il s'agit probablement là de l'objectif le plus difficile à atteindre.

Enfin, la capacité à se remettre soi-même en question est peut-être la plus grande qualité humaine requise. Nous sommes tous co-responsables de la situation dans laquelle se trouve notre monde, et ce n'est pas en s'accusant les uns et les autres, en diabolisant qui que ce soit, que nous arriverons à contribuer à l'avènement d'un monde solidaire, respectueux de la dignité humaine, de la justice sociale et de la diversité culturelle, où les différentes ressources sont réparties équitablement et gérées dans l'intérêt des générations actuelles et futures.

A problèmes globaux, solutions globales

Dans un contexte globalisé où la communication et les échanges bouleversent la géographie en réduisant les distances, on ne peut limiter le champ d'action de la solidarité internationale aux pays du « Sud ». Des phénomènes tels que la pollution atmosphérique ou la propagation du Sida, mais aussi l'énorme extension du tourisme et des migrations économiques montre bien que la gestion de nos interdépendances prévaut largement sur la circonscription de territoires. Où que nous soyons, peu importe nos origines sociales et culturelles, quelles que soient nos formations, nos systèmes de valeurs et parcours professionnels, nous devons attester que nos futurs sont liés, et que ce n'est que tous ensemble que nous trouverons des solutions.

Cet article a été écrit par
Emmanuel Seyni Ndione
Virginie Vanhaeverbeke
Enda Graf^{f12}

« Nos futurs sont liés, et (...) ce n'est que tous ensemble que nous trouverons des solutions » écrivent Emmanuel Ndione et Virginie Vanhaeverbeke : quelle meilleure formule pourrait résumer l'essence, la raison d'être, de ce que l'on englobe dans l'expression de « solidarité internationale » ?

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le xx^e siècle – notamment parce qu’il a été celui de deux guerres mondiales, de l’indépendance des anciennes colonies, de la naissance du mouvement des non-alignés et de l’idéologie tiers-mondiste – a vu émerger et se renforcer une conception du monde, une utopie au sens fort du terme, où les relations entre nations seraient soumises au respect des droits de l’Homme, civiques comme économiques, et du droit à l’autodétermination des peuples.

Un rapport au monde renouvelé

Cette conception du monde témoignait d’une forme nouvelle de solidarité non restrictive, allant au-delà des alliances et ententes partielles conclues entre États au xix^e siècle : ici, ce sont les peuples qui se portent assistance en cas de difficultés non seulement militaires, mais aussi politiques ou économiques, et ce au nom d’une appartenance partagée à l’humanité, d’une sorte de citoyenneté mondiale transcendant les appartenances nationales. Une solidarité presque plus mondiale qu’internationale.

LE FRAGILE ÉQUILIBRE DE LA RELATION SOLIDAIRE

Pourtant, la question de l’équilibre de cette relation s’est souvent posée et les dérives de la solidarité vers la charité ou l’assistanat furent nombreuses, tant il est vrai que « la main qui donne est toujours au-dessus de celle qui reçoit ». La question a été effleurée plus haut.

Quelquefois, des initiatives de solidarité internationale ont pu servir de prétexte à des formes de contraintes économiques s’apparentant à ce que le leader panafricaniste N’Krumah nommait le « **néocolonialisme** » et la question de l’usage de la force armée au nom du droit d’ingérence, comme forme de solidarité internationale, divise aujourd’hui encore les acteurs de la solidarité internationale.

Car au cours du siècle qui vient de s’achever, les formes d’expression de cette nouvelle solidarité ont évolué et chacune d’elles a suscité de nombreux débats techniques et éthiques avant d’être reconnue comme légitime.

DES ENJEUX MULTIPLES POUR DES ACTEURS TRÈS DIFFÉRENTS

La multiplicité des formes d’expression de la solidarité internationale s’explique aussi par la variété des acteurs qui la mette en œuvre. Ainsi a-t-on vu des actions de solidarité portées par des initiatives gouvernementales diplomatiques et de coopération, comme par des ONG et des collectivités territoriales, du Nord comme du Sud.

Recenser de façon exhaustive les initiatives de solidarité internationale à travers le monde relève donc de la gageure. À titre d’exemple, la naissance des **jumelages** entre collectivités locales françaises et étrangères, et l’évolution de ces formes de partenariat vers la **coopération décentralisée**, née en France en 1992, peuvent être considérées comme les expressions d’une forte solidarité internationale.

Le boom de l’**humanitaire**¹⁴ durant toute la seconde moitié du vingtième siècle témoigne aussi de cette montée en puissance de la solidarité internationale, même si l’action d’urgence n’a pas mieux su que la coopération au développement, échapper aux dérives misérabilistes largement favorisées par la surmédiation de certaines actions spectaculaires.

Par ailleurs, on peut également considérer que le rapprochement franco-allemand porté par la volonté de créer une zone de sécurité, de prospérité et de liberté partagée après la seconde guerre en Europe et l'aboutissement de cette démarche dans la création de la CECA, de la CEE, puis de l'UE, relève d'une prise en compte par les États de la solidarité internationale. La paix et la solidarité ne sont plus ici comme au XIX^e siècle de simples choix tactiques justifiés par des ententes conjoncturelles, mais véritablement un choix stratégique de développement commun.

MONDIALISATION ET REVENDICATION SOLIDAIRE

La solidarité internationale, si elle correspond clairement à une nouvelle façon de concevoir les relations Nord-Sud, peut donc difficilement être définie tant les interactions avec d'autres enjeux rendent complexe l'identification de partenariats strictement motivés par la volonté de solidarité internationale.

En revanche, on peut être sûr que le renforcement de l'interdépendance des économies marchandes, aujourd'hui nommée **mondialisation**, pose la nécessité de la mise en œuvre parallèle de relations internationales non motivées par le profit économique, d'une forme de mondialisation solidaire. La mondialisation, par la diminution du contrôle des relations commerciales qu'elle suppose, a ainsi incité certains acteurs de la solidarité internationale à investir complètement le champ du commerce pour proposer un type de relations marchandes où les conditions de production sont prises en compte par le consommateur : **le commerce équitable**.

Elle rend aussi plus criante la demande **d'équilibre** et de **réciprocité** formulée par les acteurs du Sud, pour que la solidarité internationale s'appuie comme il se doit sur une relation de **partenariat** et non de subordination.

De l'opportunité des échanges interculturels

L'émergence de la solidarité internationale au cours du siècle passé, a posé la **connaissance mutuelle** comme pilier essentiel de rapports internationaux solidaires. Ainsi, **l'idéal de paix** a conduit les acteurs internationaux à faire de la « **curiosité culturelle** » un fondement du rapport à **l'altérité**. Il s'agissait avant tout d'éviter, par cette connaissance de l'autre, **l'ethnocentrisme** qui conduisait trop souvent, par l'ignorance de la culture d'autrui, au maintien de représentations toutes faites, à l'accroissement des **préjugés**, au développement des **idéologies xénophobes** et donc à la dégradation des relations **Nord-Sud**.

IDENTITÉ ET ALTÉRITÉ

C'est sur ce constat et ce choix éthique que se sont développés de nombreux échanges internationaux, qu'ils soient scolaires, culturels, artistiques ou sportifs. Idéalement, les échanges internationaux - particulièrement les échanges de jeunes - prennent en compte à chaque niveau d'un projet, des exigences de **concertation, d'équilibre et de réciprocité**. Sur le plan politique, ces mêmes exigences ont, par exemple, permis de faire évoluer la raison d'être de la « **francophonie** », sujet de nombreux sommets et échanges entre pays francophones. C'est ainsi que la création d'un cadre privilégié de solidarité entre peuples francophones a progressivement supplanté la seule ambition de maintien du rayonnement culturel de la France.

Mais il y a enfin un enjeu proprement identitaire au développement des échanges internationaux. En effet, tout projet interculturel conduit nécessairement chacun des acteurs à vivre des ruptures sur le plan conceptuel et à opérer une véritable analyse de ses références initiales. Les jeunes ainsi impliqués dans une relation d'échange ou de partenariat, sont sans cesse conduits à interroger leurs propres cultures, grâce à un aller-retour incessant entre ce qu'ils vivent et ce qu'ils découvrent ailleurs. S'instaure alors un rapport à l'autre identité, mais aussi à la sienne propre, tout à fait renouvelé et bien apte à encourager respect et altruisme.

DÉVELOPPER UNE PÉDAGOGIE DES ÉCHANGES

C'est pourquoi, l'instauration et le développement des échanges éducatifs et socioculturels sont désormais d'une urgence prioritaire compte tenu de ce que le monde est en train de devenir, mais aussi, plus largement, de la fonction d'éducation des jeunes, tant dans le cadre scolaire qu'en dehors de celui-ci. Pour notre part, nous ne pouvons que souhaiter que les échanges soient ainsi davantage intégrés à ces structures et deviennent une des réponses aux difficultés que rencontrent les personnels d'enseignement et d'encadrement d'une part, les jeunes d'autre part.

L'international et l'ouverture interculturelle ont des effets bénéfiques sur l'épanouissement des jeunes, leur aptitude à se comporter de manière autonome, leur pratique du dialogue des cultures. Ils doivent ainsi être invités à participer à la conception de l'échange et à son organisation matérielle, à prendre des responsabilités, à engager des recherches, à élaborer des démarches conjointes avec les jeunes partenaires. Une véritable pédagogie de l'échange peut se mettre en place qui fera sans doute naître des confrontations, des incompréhensions et de nouveaux défis pour les enseignants et encadrants mais qui, au bout du compte, contribuera à motiver, légitimer et ouvrir les apprentissages tout en favorisant une relation nouvelle à l'altérité, ainsi qu'une meilleure compréhension de la complexité du monde.

Pour une citoyenneté ouverte sur le monde

Si l'on déplore communément un déficit de citoyenneté dans les comportements et attitudes contemporaines, les difficultés ne sont-elles pas accrues par une incapacité nouvelle à appréhender les frontières entre espace public et espace privé, entre intérêts locaux et considérations nationales, entre espace européen et reste du monde ? Les frontières interfèrent en effet et cependant, la question du développement et du « mal-développement » se pose ici comme là-bas, au Sud comme au Nord, à l'Est comme à l'Ouest. La notion de solidarité peut se décliner en solidarité de proximité et solidarité internationale.

Car ouvrons une parenthèse pour éclaircir un point : quelle direction donnons-nous à la solidarité internationale ? S'agit-il d'un mouvement unilatéral, du Nord vers le Sud, ou de l'Ouest vers l'Est (encore que les choses soient différentes dans ce dernier cas) ? La solidarité internationale doit-elle n'être qu'une impulsion charitable (« les pauvres, ils n'ont rien et nous avons tout... ») ou complexée (« nous avons tellement mal agi à leur égard dans le passé... ») ? Ce serait bien mal en comprendre le sens ! Et ce n'est pourtant pas le plus simple à assimiler : la solidarité internationale implique une réelle réciprocité – vous avez pu constater que ce terme revient plusieurs fois sous notre plume ; ce n'est pas un hasard – un intérêt bien compris de part et d'autre. Dans le feu de l'action, on a parfois tendance à partir tête baissée dans un projet de solidarité internationale, réfléchissant uniquement comment nous, au Nord, allons bien pouvoir les aider eux, au Sud... C'est une erreur ! Il doit y avoir – et il y aura forcément – échange : de même qu'ils apprendront de nous, nous apprendrons d'eux ; de même que nous leur apporterons, ils nous apporteront. Encore faut-il y réfléchir en amont (« que recherchais-je dans ce projet ? », « et vous, que souhaiteriez-vous nous apporter ? », pour aller vite ...) afin de baser cet échange sur cette fameuse réciprocité. La démarche ne nous est pas très familière – pas plus qu'à eux, d'ailleurs. Mais elle est indispensable.

C'est pourquoi, l'éducation à la citoyenneté intègre de plus en plus le « désir de lien social », si fortement revendiqué dans la jeunesse, comme élément facilitateur d'insertion et de rejet des exclusions. En ce sens, il est souhaitable que tout projet d'éducation au développement et à la solidarité internationale, s'accompagne et s'appuie sur une relation vraie de partenariat avec les représentants d'un « autre culturel ». Ce projet devient alors à la fois un outil pédagogique tout en même temps qu'une occasion exceptionnelle de s'interroger sur l'identité et la place de chacun dans le monde, sur les interdépendances qui s'établissent, sur les droits et devoirs que celles-ci engendrent au niveau des États comme à celui des citoyens.

Cette prise de conscience de l'interdépendance des peuples à travers le monde, essentielle, s'inscrit dans une réflexion plus globale encore, sur l'interdépendance des générations,

entre le présent et le futur, mais aussi sur les différentes composantes de la vie : économie, social, environnement... Cette réflexion a donné naissance à un système de pensée et d'action que l'on a coutume d'appeler aujourd'hui **le développement durable**.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le concept

La notion d'éco-développement est apparue, en 1972, avec la conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm).

Le terme de développement durable, lui, est apparu à la fin des années 1980 et a été consacré en 1992 lors de la conférence mondiale de Rio sur l'environnement et le développement. Il a depuis été progressivement intégré à la plupart des discours, notamment des acteurs politiques, économiques et sociaux. Il semblerait donc que tout le monde s'inscrive dans ce nouveau cadre conceptuel, ce qui montre une évolution positive, puisqu'en effet, toutes les activités humaines sont interdépendantes et concernées par le développement durable : recherche, agriculture, échanges et commerce internationaux, éducation, santé, démocratie et citoyenneté, culture, droit au travail, ainsi que les relations sociales.

L'enjeu du développement durable peut être résumé ainsi : il s'agit « de répondre aux besoins raisonnables du présent sans compromettre les ressources et l'équilibre planétaire des générations futures » [définition apparue en 1987 dans le rapport « Notre avenir à tous » de Mme Brundtland, pour la Commission mondiale sur l'environnement et le développement].

Pour illustrer cet enjeu planétaire, les résultats d'une étude récente de l'association WWF¹⁵ sur « l'empreinte écologique » sont édifiants¹⁶ : si l'ensemble de l'humanité vivait comme un habitant de la ville de Besançon, il faudrait au moins trois planètes pour répondre à tous nos besoins actuels, qu'ils semblent vitaux ou superflus. Inversement, l'empreinte écologique d'un habitant du Burkina Faso est dix fois moindre que celle d'un Français et vingt fois moindre que celle d'un Américain. La planète n'étant qu'une, se pose donc clairement le choix de notre mode de développement à tous et peut-être même le choix du développement en tant qu'horizon des sociétés¹⁵.

Le mode de développement actuel, né dans les pays occidentaux, n'est visiblement pas viable à long terme et il ne peut pas être reproduit à l'échelle mondiale sans conséquences graves sur les plans environnementaux et sociaux. Il est fondé sur une croissance économique permanente, dans un monde dont les ressources ne sont pas infinies. Ce modèle a pourtant la vie dure tant ses promesses en termes de niveau de vie et de satisfaction des besoins de base sont fortes. L'aveu des Occidentaux comme quoi le développement actuel n'est pas viable contient-il aussi l'aveu que le développement n'a pas tenu ses promesses ? Qu'est-ce que modifie aujourd'hui l'adjectif « durable » dans la perception du développement ? Qu'est-ce que cela implique pour les populations de la plupart des pays du globe qui réclament le « droit au développement » ? *In fine* que faudrait-il actuellement remettre en cause pour envisager un rééquilibrage planétaire, tant des ressources que des contraintes ? Ces questions nous semblent centrales, mais nous ne prétendons pas y apporter des réponses tant il n'y a pas de développement durable idéal, que celui-ci ne se décrète pas et qu'il est affaire de compromis.

Penser globalement, agir localement : les grands principes du développement durable

Aucun de nos actes quotidiens n'est neutre et sans conséquence pour l'environnement et la société. Tant à l'échelle individuelle que d'une commune ou de la planète, le développement durable renvoie aux principes de solidarité (entre les générations présentes et futures, les catégories sociales, les territoires et les pays) ; de responsabilité (individuelle et locale, universelle et globale), de prévention et de précaution ; de participation.

Dans son principe, le développement durable réconcilierait enfin la toute puissante économie et l'environnement naturel, bien malmené par cette dernière. Dans une moindre mesure, apparaît aussi l'objectif d'équité sociale et d'éthique dans les relations humaines, thème primordial pour qui souhaite « éduquer au développement et à la solidarité internationale ». Bien des dysfonctionnements de nos sociétés sont désormais identifiés et reconnus, mais les changements qu'impliquent le développement durable ne pourront logiquement s'opérer que sur une échelle relativement longue.

Les limites du développement durable

À l'heure actuelle – mais cela se vérifie depuis le Sommet de la Terre de Rio – le risque est grand de voir le terme de développement durable galvaudé et vidé de son sens premier et de ne voir pris en compte qu'une de ses dimensions, fusse t-elle essentielle : celle de l'environnement naturel, environnement à préserver pour les générations actuelles et futures.

On avait pu le remarquer par exemple en France, avec la

nomination en 2002, au sein du ministère de l'environnement, d'une secrétaire d'État au développement durable.

L'interprétation communément admise du développement durable est donc restrictive. Par ailleurs, nous sommes en droit de nous poser la question de la finalité du développement. Les nouveaux habits du développement (mondialisation, développement durable, etc.) masquent parfois mal les contradictions fortes inhérentes au développement ce que certains économistes ou anthropologues du développement¹⁷ démontrent bien en parlant de l'idéologie et du mythe du développement ou du mythe de la croissance durable (donc tendant vers l'infini !).

Alors, le développement durable : une conception révolutionnaire des rapports humains ou nouvel oxymoron¹⁸ ?

Consommer est, dit-on parfois au sein des associations de solidarité, un acte citoyen. Si « consommer mieux » semble être une injonction confuse, « consommer autrement » dans une perspective de réel développement durable serait synonyme de « consommer moins » afin que chacun ait suffisamment pour vivre dignement sans compromettre la vie des autres. Somme toute, la « simplicité volontaire¹⁹ » n'est pas forcément le signe d'un retour en arrière, preuve en est du regard neuf qu'une personne occidentale peut porter sur sa société au retour d'un séjour prolongé dans un pays dit « en développement », où justement, simplicité se conjugue avec art de vivre au quotidien et où – toutes proportions gardées – un proverbe marocain trouve un sens renouvelé : « Je n'ai rien, je n'ai donc pas de besoins ».

En guise de conclusion, pour illustrer l'enjeu d'un « développement durable » pour l'humanité, nous citerons Mohandas Karamchand Gandhi : « Il faudrait vivre plus simplement pour que d'autres puissent simplement vivre ».

7. Peut-être serait-il plus juste de parler « des Suds » et « des Nords » pour illustrer la pluralité de cet ensemble de pays ?
8. Des enquêtes menées en 1994 dans des quartiers populaires de Dakar – pourtant capitale du Sénégal – faisaient état d'une consommation moyenne d'eau de 14 litres par personne et par jour – boisson, toilette, vaisselle et lessive compris – quand l'OMS situe ses normes minimales à une consommation moyenne de 250 l/pers. et par jour et que cette même consommation dans un pays d'Europe de l'ouest dépasse allégrement les 300 litres.
9. Créé par le PNUD en 1990, l'IDH est un indice prenant en compte l'espérance de vie à la naissance, le degré d'éducation et le PIB réel par habitant. L'idée est de croiser la croissance économique et le développement social.
10. Bien que ces institutions fassent théoriquement partie du système des Nations Unies.
11. Sans perdre de vue qu'il ne s'agit pas là d'un banal champ d'expérimentation : on joue avec la vie – parfois la survie – des gens.
12. Lorsque le débit est insuffisant, il n'est plus en mesure d'évacuer le sable qui s'infiltre dans le réseau, d'où des débordements d'eaux usées dans les rues, avec tous les problèmes d'hygiène et de santé publiques qui en résultent.
13. La co-signature par une Belge et un Sénégalais est une manière de marquer l'interdépendance qui prévaut actuellement entre le Nord et le Sud.
14. Le terme « humanitaire » fait référence aux actions de solidarité internationale à caractère d'urgence (cas de guerre, famine, catastrophe naturelle...). Il n'est pas adapté à celui plus large de solidarité internationale qui englobe également l'aide au développement.
15. World Wild Fund.
16. Étude réalisée en 2002 par le World Wild Fund et calculant l'impact du mode de vie moderne (transports, énergie, alimentation, etc.) dans trois villes de France, du Burkina Faso et des États-Unis, sur l'état écologique de la planète.
17. Tels Serge LATOUCHE, François PARTANT ou Gilbert RIST.
18. Rapprochement de deux mots semblant contradictoires (Ex. : un silence éloquent).
19. Terme utilisé par les personnes prônant la mise en place d'une « société de décroissance ».

Deuxième partie

FICHES D'ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

La signification d'autrui : un test pour révéler les représentations

Objectif

S'approcher au plus près de la perception première et immédiate que les élèves ont du pays avec lequel le partenariat scolaire est engagé ; saisir ainsi les représentations échappant au contrôle du sujet, susceptibles de se constituer en stéréotypes, voire en préjugés. L'activité proposée est fondée sur la technique de l'association libre et s'inspire d'une enquête menée en 1996 par deux chercheurs de l'INRP, Albane Cain et Claudine Briane intitulée : « Comment collégiens et lycéens voient le pays dont ils apprennent la langue ».

Méthodologie

1. Consigne proposée aux élèves

« Vous préparez en ce moment un projet d'échange et de coopération avec le / la / l'..... Quels sont les cinq premiers mots qui vous viennent à l'esprit lorsque vous pensez à ce pays ? »

Parce que la simple mention d'un terme (sauf pour les mots porteurs de connotations) ne renseigne pas sur l'attitude de l'élève par rapport à ce pays, il peut être demandé en consigne complémentaire d'indiquer après chaque mot, l'appréciation positive, neutre ou négative qu'il lui associe, par les signes +, = ou -. La fiche papier relevée reste anonyme, mais peut comporter la mention de l'âge, du sexe et de la classe.

2. Classement des productions

Le souci scientifique voudrait que la grille d'analyse n'utilise pas nos propres représentations comme crible préétabli et qu'elle soit élaborée après une première prise de connaissance des productions des élèves. On profitera néanmoins utilement de l'expérience des auteurs de l'enquête déjà citée, pour proposer aux élèves le classement des termes produits en douze rubriques possibles et privilégiant trois axes principaux : *ce qui concerne l'homme, ce qui concerne son milieu, ce qui concerne l'activité que l'homme exerce dans son milieu* (cf. grille proposée au verso).

3. Traitement et analyse

Le traitement et l'analyse du corpus des termes ainsi répartis se fera toujours avec la collaboration des élèves selon :
– **une exploitation quantitative** : le mode de répartition des termes produits selon les rubriques, est indicatif d'un état de connaissance ou de méconnaissance ; de la polarisation des intérêts ou au contraire du manque d'intérêt (la priorité est-elle par exemple davantage accordée à ce que laissent percevoir les sens : le boire, le manger, le visuel ou bien à l'activité des hommes et à leur histoire ?). La comptabilisation des signes d'appréciation (+, = et -) renseignera également sur la tonalité générale renvoyée par chaque rubrique ;

– **une exploitation qualitative** : le choix des mots témoigne d'une part d'un niveau de précision dans la conscience et la connaissance que l'élève et la classe ont du pays partenaire (du terme généraliste, à un terme plus précis ou exclusif de la réalité du pays, un nom propre par exemple) et d'autre part d'un degré de connotation plus ou moins affirmé (bienveillante, dépréciative ou atone).

Le test pratiqué et l'analyse autorisés peuvent contribuer à la mise en évidence dans la classe, de constantes significatives et révélatrices quant à la composition et l'organisation des représentations. Il ouvre le champ d'une prise de conscience salutaire chez les élèves comme pour l'équipe pédagogique responsable du projet. En mettant en évidence ce qui ressort de la « culture native », il peut favoriser la souhaitable distanciation par rapport à soi-même, à ses convictions et connaissances premières, pour permettre une rencontre authentique des cultures, dénuée d'arrière-pensées.

Rappel consignes élèves

Vous préparez en ce moment un projet d'échange et de coopération avec le / la / l'..... ?

Quels sont les cinq premiers mots qui vous viennent à l'esprit lorsque vous pensez à ce pays ? Pour chaque mot indiquez votre appréciation positive, neutre ou négative par les signes +, =, -. Durée deux minutes.

Classement et traitement des productions

Rubriques	Corpus recueilli auprès des élèves	Totaux	Analyse
Traits caractérisant les habitants physiques / comportements		Total + mots = -	
Modes de vie et quotidien alimentation, habillement, loisirs...			
Organisation sociale population, vie et rapports sociaux			
Modernité			
Traditions personnages, objets, fêtes...			
Histoire			
Politique			
Économie			
Culture expression, média, religion...			
Paysage naturel			
Paysage construit			
Connotations affectives (références au vécu de l'élève)			
Erreurs			

Regards sur le monde*

Objectif général

Comparer la vie dans des villages à travers le monde, par exemple :

- sur une île du Pacifique à Futuna (lien avec un élève de la classe),
- au Burkina Faso (lien avec une association locale),
- avec la Chine (lien avec un Centre de formation linguistique accueillant des étudiants étrangers),
- avec la Pologne (lien avec la famille d'une élève).

Objectifs spécifiques

Lecture

Connaître d'autres univers.
S'identifier à des héros inhabituels.
Prélever des informations.
Lire des contes, des documentaires, les courriers des correspondances.

Production écrite

Écrire des lettres.
Préparer des questions.
Compléter des textes lacunaires.
Compléter une fiche documentaire.
Correspondance avec Mathieu à Futuna.
Correspondance collective avec la classe de Pologne.
Recevoir les personnes des associations en janvier.

Découverte du monde

Découvrir des milieux et des modes de vie inconnus.
Établir des liens entre climat, végétation et mode de vie.
Faire des repérages sur le globe et sur les cartes.
Comprendre ce que habiter, se nourrir, jouer, aller à l'école peuvent signifier pour des enfants de notre âge vivant dans ces pays (en dessinant, expliquant, tirant les mots de la boîte).

Informatique

Utiliser Internet avec l'intervenant pour écrire à son correspondant.

Langue orale

Organiser son propos pour décrire, questionner, justifier.
Acquérir un vocabulaire nouveau.
Commenter des images (posters et cédérom).
Donner son avis.
Préparer un exposé pour le cycle 3, une histoire à jouer au cycle 1, un jeu pour faire connaître les animaux de la savane au cycle 1.

Vivre ensemble

Communiquer avec les autres cycles.
Ouvrir son horizon culturel.
Débattre et décider.
Rechercher des documents.

Éducation artistique

S'exercer à des techniques nouvelles.
Découvrir des œuvres.
Découvrir des musiques du monde.
Observer et imiter les tapas de Futuna, la calligraphie chinoise, masques du Burkina, échanger des dessins avec la Pologne.
Préparer une danse burkinabée et des chants du monde pour la fête de fin d'année.

* Fiche élaborée par l'équipe pédagogique de l'école Sainte-Claire, à Auxon-Dessus (Doubs).

L'eau en Tunisie*

Inscription dans les programmes

Géographie : le Maghreb

Problématique

« Quelles sont les conditions du développement ? » ; l'étude de cas suit un travail sur le peuplement et la démographie.

Organisation

La classe est divisée en trois groupes au sein desquels les élèves travaillent par deux.

- Première étape : étude des documents à partir de questions (voir ci-dessous).
- Deuxième étape : mise en commun et élaboration d'une trace écrite à partir des mots-clés identifiés.
- Troisième étape (optionnelle) : une question soumise à la réflexion des élèves pour le cours suivant : « Quelles solutions mettre en œuvre pour remédier à une telle situation ? ».

Les différentes réponses proposées doivent permettre d'aborder la notion de développement durable.

Durée : 1 heure (étapes 1 et 2).

Document 1 : les précipitations en Tunisie (groupe 1)

En France, le total annuel des précipitations est compris entre 500 et 1 500 mm (environ 1 100 mm à Besançon).

- 1 - Où sont situées les régions qui reçoivent le plus de précipitations ? Où sont situées les régions recevant moins de 200 mm de précipitations ?
- 2 - Quel pourcentage de la superficie du pays représentent les régions recevant moins de 200 mm ? Comment peut-on qualifier le climat de ces régions ?

Quelle est donc la principale contrainte du climat tunisien ?

Documents 2 et 3 (groupe 2)

- 3 - Quelle utilisation de l'eau apparaît à la fois dans le document 2 et le document 3 ? Explique de quoi il s'agit.
- 4 - Quelles sont les deux autres activités économiques consommant de l'eau, citées dans le document 2 ? Illustre ces activités par des photos tirées de ton livre (relève, la page, le lieu et le titre).
- 5 - Que signifie « utilisation de l'eau urbaine » (en dehors du tourisme) ? Compte-tenu de ce que tu sais de l'évolution démographique et urbaine du Maghreb, comment évolue cette consommation d'eau ?

Entoure en rouge les quatre mots-clés montrant qu'il y a une concurrence pour l'utilisation de l'eau.

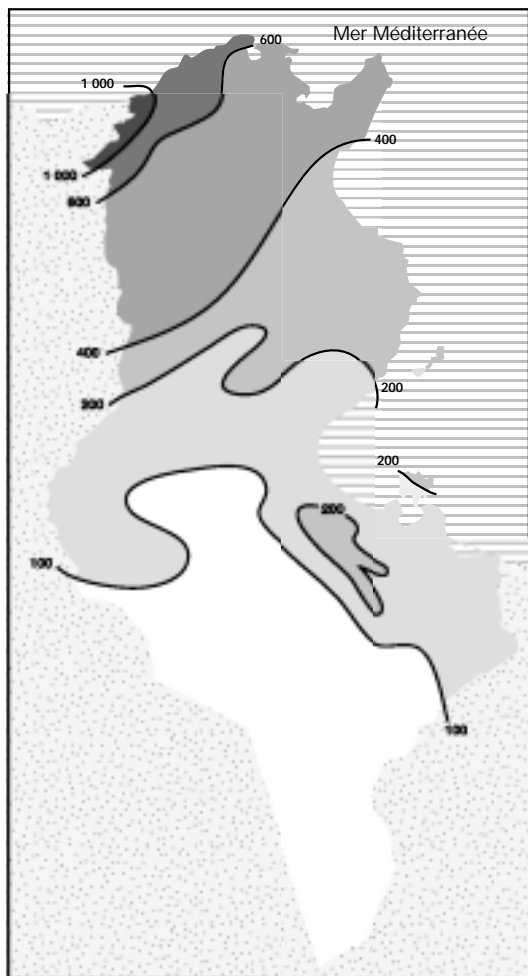
Documents 3 et 4 (groupe 3)

- 7 - Qu'appelle-t-on « ressources en eau renouvelables » dans le document 4 ?
- 8 - Quel est le pourcentage concernant la Tunisie ? Explique ce qu'il signifie.

Compte-tenu de ce pourcentage et en t'aidant du document 3 « ressources en eau/habitant », quel danger menace la Tunisie ?

* Fiche élaborée par l'équipe pédagogique du collège Claude-Nicolas Ledoux à Dole (Jura).

Document 1 : les précipitations en Tunisie



Hauteur des pluies annuelles, en mm

plus de 1 000	de 200 à 400
de 600 à 1 000	de 100 à 200
de 400 à 600	moins de 100

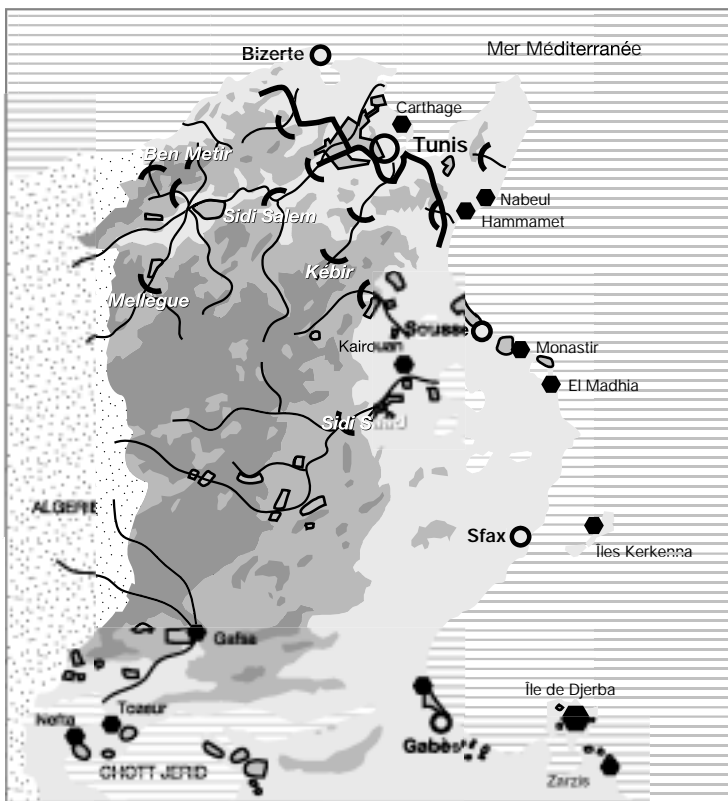
Sources : Manuel Histoire-Géographie 5^e, Nathan, 1997

Document 3 : l'utilisation de l'eau en Tunisie

Population (2001) en million d'habitants	9,6
Ressources en eau (m ³ /an/hab.)	468 ¹
Utilisation de eau (en %)	
- urbaine (y compris tourisme ²)	13
- industrielle	7
- irrigation	80
Pourcentage de terres irriguées	9

1 - 3 084 en France
2 - Dans le Sud Tunisien, l'utilisation de l'eau par les touristes représente 6% du total

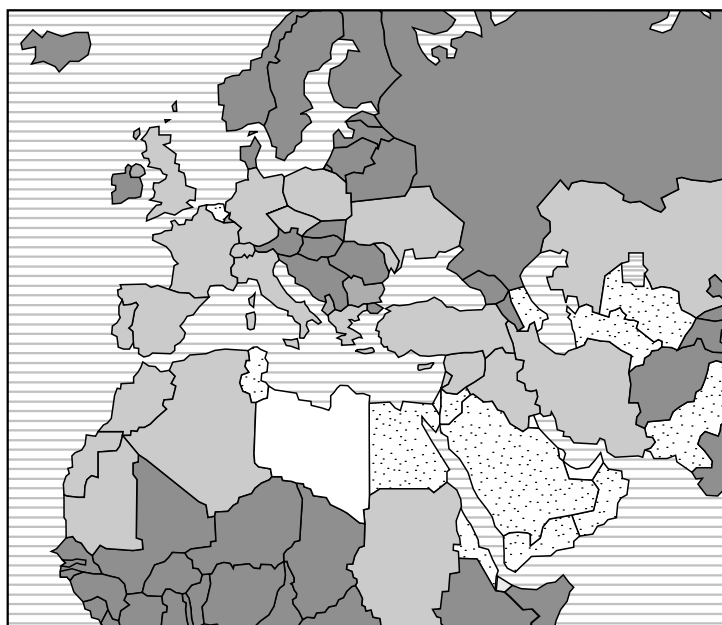
Document 2 : les besoins en eau



Barrages existants ou en construction
 Grandes agglomérations
 Périmètres irrigués et oasis
 Principales stations touristiques
 Canal nord-sud

Sources : Manuel Histoire-Géographie 5^e, Nathan, 1997

Document 4 : les prélèvements en eau



100 et plus Absence de durabilité : risque de pénurie
 de 50 à 99 Durabilité limitée : risque de pénurie locale ou conjoncturelle
 de 10 à 49 Exploitation durable
 moins de 10

Sources : Aqúastat - FAO, Plan Bleu (Jean Margat)

Découverte interculturelle : le Burkina Faso*

Objectifs pédagogiques et éducatifs

Découverte interculturelle : architecture, religions, coutumes.

- ouvrir le regard des jeunes sur les pays d'Afrique subsaharienne qui rencontrent des difficultés pour se développer dans les domaines suivants : scolarité, santé, amélioration de l'habitat, formation professionnelle ;
- sensibiliser nos élèves à la solidarité et à l'engagement ;
- apporter son savoir-faire par un partenariat dans le développement de la formation professionnelle et dans l'amélioration de l'habitat ;
- étudier les techniques locales sur l'architecture.

Actions préparatoires

Correspondance pour établir un projet commun, travaux et recherches divers, contacts préalables.

Aborder un certain nombre de données géopolitiques et culturelles liées à l'Afrique (interventions d'associations de solidarité internationale).

Projet 1

- Sensibiliser les élèves à différentes cultures.
- Rechercher l'information sur les constructions en terre en contactant des organismes professionnels localisés en France.
- Réaliser un prototype d'un four en terre à usage domestique.

Projet 2

- Étudier le fonctionnement de panneaux solaires.
- Contacter des organismes (Ademe, Total Énergie) pour une étude de faisabilité.

ethnies, des différents modes de vie.

- Participer à des fêtes locales.
- Découvrir une réserve animalière.

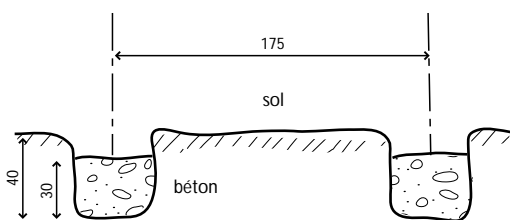
Actions ultérieures

Évaluation et exploitation des acquis pédagogiques et éducatifs du voyage, projets éventuels pour l'année suivante.

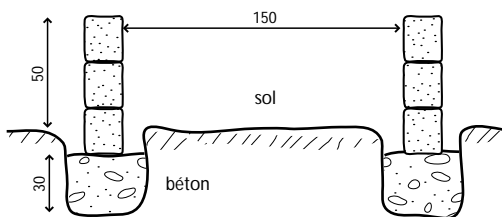
- Accueil des jeunes burkinabés au sein du lycée dans des filières de formation spécifiques à leurs besoins.
- Bilan de l'action au Burkina (expositions, débats...).
- Prise de contacts avec des administrations et des associations afin de mettre en place un partenariat autour d'un projet à caractère interculturel et professionnel entre plusieurs lycées professionnels (France, Burkina Faso, Mali, Maroc).
- Mise en œuvre d'un appareillage entre ces quatre lycées : des contacts préliminaires ont déjà été pris.

Programme détaillé du séjour

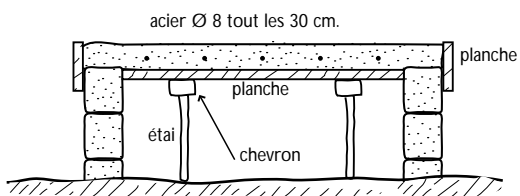
- Réaliser le four en terre dans un village africain avec des jeunes burkinabés.
- Participer à l'installation de panneaux solaires avec une entreprise locale.
- Découverte de la ville de Ouagadougou : architecture africaine, marché, artisanat. Déplacement dans les villages situés autour de Douroula, afin de découvrir et de comprendre les différentes architectures et d'avoir une première approche des différentes



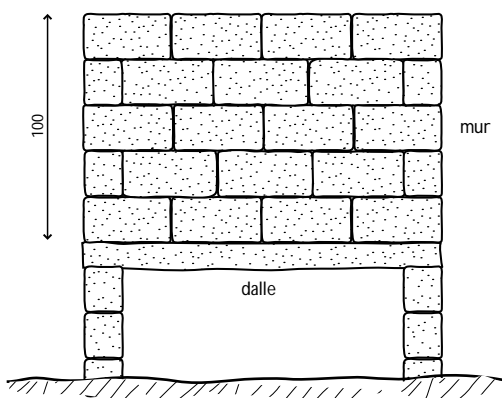
- 1** Réaliser une semelle béton
Longueur de la semelle 175 cm.
Entraxe de la semelle 175 cm.



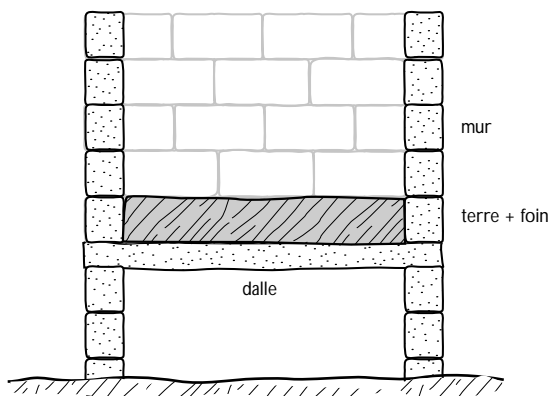
- 2** Réaliser un muret en blocs de béton de 15 cm d'épaisseur minimum (3 assises avec des blocs de 20 cm. de hauteur).



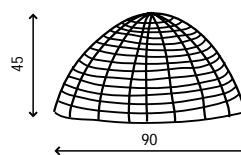
- 3** Réaliser une dalle en béton armé de 15 cm d'épaisseur.



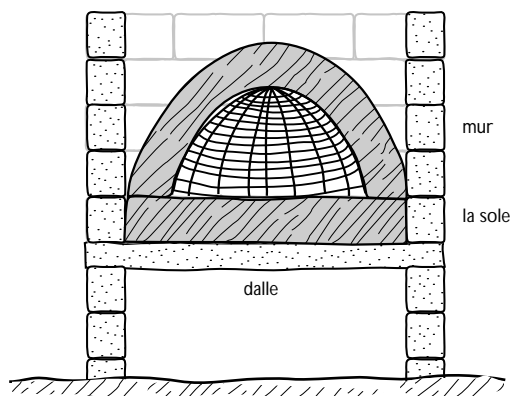
- 4** Réaliser les murs de protection du four de 15 cm d'épaisseur minimum sur trois faces (5 assises avec des blocs de 20 cm. de hauteur).



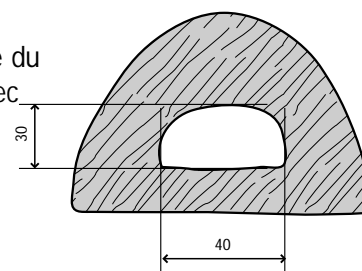
- 5** Réaliser la sole du four avec de la terre. 20 cm d'épaisseur minimum.



- 6** Réaliser un coffrage en bois de noisetier.



- 7** Réaliser le dome du four en terre avec du foin (20 cm d'épaisseur minimum) en prenant appui sur le coffrage. Prévoir une ouverture de 40 cm. de largeur et 30 cm.



- 8** Réaliser le toit du four et fabriquer une porte pour le fermer

- 9** Laisser sécher la terre du dôme et de la sole pendant 2 mois environ. Faire un feu à l'intérieur du four pour brûler le coffrage.

Fiche pédagogique LYCÉE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL : niveau seconde et terminale

Le commerce équitable*

Inscription dans les programmes

• En seconde

Le premier chapitre de géographie « Plus de 6 milliards d'hommes » sensibilise les élèves aux rapports Nord-Sud. Le second chapitre « Nourrir les hommes » est aussi une occasion pour évoquer le commerce équitable. Ce travail sur le commerce équitable permet de créer un lien entre les chapitres de géographie. Plus globalement, c'est l'ensemble du programme qui permet de s'interroger sur la notion de développement.

En ECJS, la notion de citoyenneté regroupe aussi bien la civilité (être un consommateur responsable), l'intégration (le respect des normes) que le travail (le problème des droits).

• En terminale

Ce thème est en rapport avec le premier chapitre de géographie sur « l'organisation du monde ». Il existe aussi des liaisons avec l'ECJS qui traite de « la citoyenneté à l'épreuve des transformations du monde contemporain ».

Objectifs

- Donner aux élèves les moyens de réfléchir aux différences Nord-Sud en évitant les approches manichéennes et simplistes.
- Savoir interroger un intervenant.
- Établir un compte rendu.
- Faire comprendre aux élèves que, de consommateurs, ils peuvent devenir « consomm-acteurs ».

Une proposition d'activité

Il est pratique de mener ces séquences en ECJS, car le demi-groupe favorise la discussion et la gestion par le professeur.

Première séance : constats et prise de conscience

– On commence par un rappel sur les inégalités des rapports Nord-Sud grâce à une activité simple : on relève les noms des pays notés sur les étiquettes des habits, des trousseaux, des sacs..., ce qui permet de mettre en évidence que beaucoup de produits viennent du Sud mais sont consommés au Nord. C'est l'occasion de dresser une liste des produits et en regard les pays producteurs. De la même manière, si l'on relève la provenance des calculatrices, cela permet de montrer différents groupes à l'intérieur du Sud. Cela renforce donc ce que l'on voit en cours, à savoir un Sud multiple, mais qui partage une même caractéristique : la dépendance vis-à-vis du Nord.

– On peut alors interroger les élèves sur l'identité de ceux qui fabriquent ces produits : ils savent bien généralement que ce sont parfois des adolescents de leur âge. C'est une des phases où ils se sentent évidemment encore plus concernés. Cela permet de multiplier les approches sur les rapports Nord-Sud.

– On aborde ensuite la décomposition du prix d'une basket ou d'un paquet de café (à titre d'exemple, voir le site sur le commerce équitable cité en annexe). On peut faire deviner aux élèves la part prise par les producteurs, les intermédiaires, etc., dans le prix total.

On peut compléter éventuellement avec la vidéo de l'éthique sur l'étiquette datant de 1998 (deux versions : une de 9 minutes, ou une de 29 minutes).

Selon l'époque de l'année, on peut étudier d'autres produits (jouets : campagne en décembre).

À l'aide d'un questionnaire élaboré par le collectif « de l'éthique sur l'étiquette » ou en discutant, il importe alors de faire prendre conscience aux élèves que les solutions simplistes sont insuffisantes (boycott, interdiction du travail des jeunes).

– Travail sur un document : le carnet de notes (c'est un tableau classant les magasins en fonction de leur implication dans le respect des normes sociales ; voir par exemple *60 millions de consommateurs*, décembre 2002). Ce document a pour but de faire réagir les élèves et de par sa forme, il est d'accès aisé. Il permet aussi d'arriver au problème suivant : comment garantir un choix ? Par le biais de parallèles avec d'autres éléments (label rouge...), on en arrive à l'idée d'un label social (qui garantirait par exemple des conditions de travail décentes) et qu'acheter c'est choisir. Cette partie de travail sur document peut être donnée comme préparatoire à la deuxième séance, et permet alors de commencer celle-ci par les deux idées fortes soulignées.

Deuxième séance : label social

Travail par groupes : on s'interroge alors sur l'idée du label social et, à travers ces documents, on examine ce qu'il sous-entend.

Selon les possibilités, toute cette phase documentaire peut être menée en liaison avec le CDI totalement ou partiellement. Exemple : on apporte quelques documents (voir les articles de la revue *Alternatives économiques* notamment), puis les élèves complètent en se rendant au CDI.

À partir de là les élèves préparent des questions autour d'axes pour les intervenants extérieurs. Généralement, les questions s'organisent autour du travail des enfants, des rapports Nord-Sud, et des actions à mener pour faire évoluer les choses (label...).

* Fiche élaborée par l'équipe pédagogique du lycée Jules-Haag à Besançon (Doubs).

Troisième séance : contact avec une association

Intervention d'une association du réseau, RITIMO (voir www.ritimo.org).

Chaque groupe pose ses questions et a pour consigne de prendre en notes l'ensemble de ce qui est dit.

Après cette étape, un « petit-déjeuner équitable » est organisé, et c'est l'occasion, de manière informelle, d'échanger et de compléter souvent des réponses, de répondre à de nouvelles interrogations. On peut prolonger en faisant réfléchir les élèves sur le concept de label et ses risques de dérive (manque de crédibilité s'il y en a trop, problème des contrôles...).

Signalons aussi la vidéo *Au carrefour des droits de l'homme* réalisée par P. Carcanade en 2001. Elle montre le travail quotidien d'une grande enseignante, sur ses promesses d'engagement de respect des normes sociales. Ce document peut être aussi l'occasion d'aborder la question de l'utilisation de ce mouvement de consommateurs dans le cadre d'une stratégie d'entreprise. Si on utilise cette vidéo, il faut prévoir une quatrième séance.

Quelques pistes pour évaluer

Dans les trois semaines un compte rendu est à rendre pour chaque groupe.

Ce peut être l'occasion de travailler à ce moment-là avec les TICE pour compléter l'intervention ou en liaison avec le professeur d'informatique : maniement du traitement de texte, importation de documents à partir d'un site sur le commerce équitable, mise en pages...

Lors du contrôle sur « Nourrir les hommes », un aspect est consacré à la question du commerce équitable en proposant une épreuve « cinq documents » abordant en partie cet aspect.

Pour finir, les élèves sont particulièrement sensibles au fait que des personnes se déplacent pour venir leur expliquer leur expérience. À cet égard, le travail avec les associations est fondamental. Les élèves précisent que cette approche par leur quotidien les a intéressés et leur a permis de mieux comprendre les relations Nord-Sud. Ils repèrent et signalent souvent des faits dans la presse, notamment au moment des campagnes nationales : semaine du commerce équitable (ce qui peut être l'occasion de prolonger le travail), émissions de télévision.

Enfin, est-ce que tout est quantifiable ? Au-delà d'une note, on assiste souvent à une prise de conscience et les élèves continuent d'en parler, même après l'année scolaire. Certains me disent qu'ils ont emmené leurs parents au magasin « Artisans du monde » pour leur faire acheter du café ou du chocolat, ce qui est la meilleure preuve que les contenus sont assimilés.

Fiche pédagogique ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC Niveau : de BEPA à BAC Techno

Le coût de la Lasagne...

Durée : 2h

Activité à faire en groupes ou classe entière, en pluri.

Fiche Séquence 3

Lire les fiches infos : Fiche Info 1, Fiche Info 2

Objectifs

- Saisir l'impact à l'échelle mondiale des produits de consommation courante
- Aborder les coûts environnementaux, sociaux et économiques de notre consommation

Matériel

Un emballage de plat surgelé (par exemple)

Déroulement

Choisir avec les élèves un plat commun, simple, dont ils connaissent la recette, et qu'ils ont l'habitude de consommer. Le plat de Lasagnes est un exemple très parlant.

Méthodologie

Nous vous présentons dans cette séquence l'analyse d'un plat « complet » (3 ingrédients principaux plus

assemblage). En classe vous pouvez ne traiter qu'un seul de ces ingrédients afin de vous réserver du temps sur les discussions au niveau des impacts.

Le travail peut être fait en groupe d'une dizaine d'élèves, suivi par une phase de comparaison du travail réalisé par les différents groupes

1) Retrouver l'histoire de chaque élément et les étapes de son élaboration

Les élèves devront retracer les grandes étapes de l'élaboration de chaque élément, en réfléchissant à chaque fois aux impacts sociaux, environnementaux et économique des étapes.

L'animateur pourra à chaque étape approfondir les débats et réflexions.

On pourra utiliser comme exemple détaillé celui du plat de lasagnes explicité dans les tableaux suivant.

Elément	Historique	
Les Pâtes (blé dur)	Labours et préparation des sols	
	Addition d'engrais	
	Ensemencement des grains	
	Contrôle des mauvaises herbes	
	Récolte des grains	
	Séchage	
	Transport vers les meuneries	
	Fabrication de la farine	
	Préparation des pâtes	
	Cuisson des pâtes	
	Production et emballage	
	La sauce à la tomate	Labours et préparation des sols
		Addition d'engrais
Production de plants		
Ensemencement des plants		
Contrôle des mauvaises herbes		
Contrôle des insectes		
Récolte des tomates et emballage.		
Transport vers l'usine de transformation		
Production et emballage de la sauce tomate en vrac		

Elément	Historique
Le bœuf	Labours et préparation des sols
	Addition d'engrais
	Contrôle des mauvaises herbes
	Récolte des grains
	Transport
	Préparation des aliments
	Abattage de bœuf
	Découpe du bœuf
	Emballage
	Congélation de la viande
	Traitement de la viande
Cuisson de la viande	
Assemblage	Préparation et cuisson de la lasagne
	Portionnement
	Production et impression des emballages
	Congélation
	Transport vers les supers marchés
	Maintien à l'état congelé
Décongélation et réchauffage	

En grisé, les étapes que l'on retrouve pour tous les ingrédients...

Aux éléments listés ci-dessus peuvent se rajouter les épices, le fromage, la crème...

2) Repérer les étapes communes

Faire prendre conscience aux élèves que certaines étapes sont communes quels que soient les éléments. Elles sont déjà repérées en coloré sur les tableaux page précédente.

3) Se questionner sur les processus

A partir de ce listing, on peut rentrer dans le détail des process. Il faut alors rechercher les éléments susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement extérieur (faune, flore, eau, économie, société...)

Par exemple :

Labours	Quels sont les éléments marquants de cette action ? Types de labours : superficiel, profond, non-labour... Impacts agronomiques (érosion, préparation des sols...) Coût Utilisation d'engins agricoles ...	Transports	Type de transport : routier, ferroviaire, fluvial, ferroutage, aérien... Distance à parcourir Accessibilité des lieux de livraison (à développer notamment pour le transport fluvial) Réfrigération ou non du transport
----------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

4) Étudier les incidences et évaluer les impacts

Pour chaque étape se pose la question des impacts positifs ou négatifs. Les impacts peuvent être évalués de façon qualitative ou quantitative selon le degré de connaissance des participants. Vous pouvez utiliser une grille d'analyse simple comme celle-ci (Vous pouvez aussi utiliser les grilles de durabilité qui vous proposent des critères plus détaillés -voir fiche info Agriculture):

En choisissant si on se réfère aux impacts positifs ou négatifs, il est possible de les répartir en 4 groupes :

0 Impact nul 1 Impact faible 2 Impact moyen 3 Impact fort

Vous pouvez alors évaluer les impacts selon un tableau détaillé comme celui-ci :

		Sol	Eau	Air	Bruit	Risque	Faune	Flore	Paysage	Économie	Social
TRANSPORT	Routier	0	0	2	2	3	0	0	1	1	2
	Ferroviaire	0	0	0	1	1	0	0	0	2	1
	Fluvial	0	1	0	0	2	0	0	0	2	1
	Ferroutage	0	0	1	1	1	0	0	0	1	1

NB : Les éléments de réflexion que nous avons retenus sur le transport, notamment au niveau social, reposent sur les conditions de travail des chauffeurs routiers et les pratiques de recrutement des conducteurs dans des pays de l'Est. Par conséquent, le transport routier apparaît comme le plus marquant au niveau social. Pour l'aspect risques, le passage des camions dans les villes, les tunnels... et les faits majeurs de l'actualité récente nous ont fait le noter comme ayant un impact fort. Le transport fluvial comporte lui aussi des risques importants (marées noires...)... Transports ferroviaires et fluvial sont moins bien placés au niveau économique car ils nécessitent dans la majeure partie des cas un complément de transport par transport routier.

Ce type de tableaux permet :

- de lancer un débat
- de proposer des séquences de cours. Cette approche pourra en effet être traitée en pluridisciplinarité, cette séquence ayant servi d'introduction commune. Les impacts des pratiques culturelles seront abordés dans la partie Agronomie, l'incidence économique en Sciences Economiques, l'aspect énergie en Sciences Physiques... en se servant de cet exemple comme base commune aux divers cours.

QUE DIS-JE ?

Jeu interculturel.

Public

- tout âge.
- entre 4 et 24 personnes (multiple de 4).

Matériaux

- papier affiche,
- peintures et pinceaux (ou marqueurs).

Objectifs

- rencontrer et comprendre d'autres personnes à travers une production plastique commune,
- développer un sentiment d'empathie.

Déroulement

Les participants sont divisés en groupe de quatre personnes. Chaque groupe a à sa disposition une feuille et des peintures.

Chaque participant se place devant un bord de la feuille qui représentera sa « zone ». Chaque personne commence un dessin sur sa zone avec une couleur. Au bout d'un temps déterminé (par exemple une minute), les dessinateurs se déplacent et tournent jusqu'à la zone suivante. Ils choisissent une autre couleur et continuent le dessin commencé à partir de l'interprétation qu'ils peuvent en faire.

L'animateur fait ensuite tourner les dessinateurs suivant la consigne précédente autant de fois que nécessaire. Suivant l'âge des participants, cette activité pourra être poursuivie par un affichage simple des productions ou par une discussion autour des interprétations formulées par les participants au cours de l'activité. Cette dernière permet d'aborder la sensibilité et la perception de chacun, mais aussi les différences dans les codes de l'image d'une culture à l'autre (symbolique des couleurs, typographie...).

BAFA-BAFA (jeu de l'OFAJ)

Nombre de joueurs

- À partir de 20.

Objectifs

- Expérimenter et analyser une situation interculturelle.
- Rencontrer les autres de manière ludique.

Déroulement

Les joueurs sont répartis en groupes multinationaux, l'un représente la culture BA et l'autre la culture FA. À chaque culture correspond un type de comportement équivalent à un code culturel implicite (exemple de cultures antagonistes : culture collective basée sur le bien-être collectif, la solidarité, le contact corporel et culture économique fondée sur le commerce et le profit, l'individualisme, aux rapports formels et froids). Les jeunes apprennent, dans un premier temps, à maîtriser les caractéristiques de leur culture sans rien connaître de l'autre culture.

Les deux groupes évoluent dans deux pièces différentes. Ils vont envoyer dans l'autre culture, à plusieurs reprises, des représentants qui auront pour mission de décrypter cette culture « étrangère ».

Les premiers représentants n'ont qu'un statut d'observateurs : après avoir observé (sans intervenir) les membres de l'autre culture, ils retournent parmi les leurs et racontent ce qu'ils ont constaté.

Les représentants suivants doivent tenter d'entrer en contact avec l'autre culture. Ils racontent de même, à leur retour, leurs expériences au reste du groupe. Au fur et à mesure des visites, chacun des deux groupes doit commencer à comprendre le fonctionnement de l'autre culture de sorte qu'à la fin du jeu, les membres de chacune des deux cultures soient en mesure de se comporter convenablement avec les membres de l'autre culture, c'est à dire en respectant les codes culturels de l'autre.

Le jeu est suivi d'une discussion qui peut être introduite par la question suivante : qu'est-ce que ce jeu vous rappelle ?

Remarque

Choisir des cultures « neutres » qui ne mettent pas en jeu les cultures nationales présentes, de manière à permettre la distanciation à sa propre culture.

« LE DÎNER »

Objectifs

- Prendre conscience de la part de subjectivité dans l'interprétation.
- Faire la différence entre les codes formels donnés par une culture et la personnalisation que chaque individu en fait.

Déroulement

Première phase

Séparer le groupe en deux groupes mixtes (hommes/femmes et nationalités).

Un groupe va recevoir l'autre pour le « dîner ».

Les invités ne reçoivent aucune consigne, par contre les hôtes vont devoir se comporter comme une société particulière dont les codes seront donnés par l'animateur.

Dans cette société, les hommes et les femmes ont des rôles très précis.

Les femmes sont pures et de ce fait sont les seules habilitées à toucher directement le sol et la nourriture.

- Elles ont le droit de marcher, elles peuvent s'asseoir à même le sol...

- Elles ont la charge de distribuer la nourriture...

Les hommes sont impurs et n'ont pas le droit de toucher le sol et la nourriture directement.

- Ils doivent recevoir leur repas des femmes... En contrepartie, ils leur doivent la protection.

Deuxième phase

Quand les hôtes ont compris les codes de la société qu'ils jouent, ils préparent l'accueil de leurs invités dans une salle. Le groupe des invités peut rentrer quand l'accueil est prêt ; ils participent à ce dîner en essayant de comprendre comment fonctionne le groupe dans lequel ils viennent de rentrer.

L'animateur laisse jouer la scène environ 10 minutes (le temps de laisser les hôtes jouer tous leurs codes).

Troisième phase

Cette dernière phase est destinée à faire l'analyse de la situation jouée.

- Les invités donnent, dans un premier temps, ce qu'ils ont observé puis l'interprétation qu'ils en font notamment concernant les rapports hommes/femmes.

- Les hôtes expliquent les codes qui ont régi leur conduite, ils donnent aussi leur ressenti (ce qui a été difficile de jouer...).

Dans un dernier temps, l'animateur amènera les participants à réfléchir sur les écarts entre les codes et les interprétations, à réfléchir à quelle part de la personnalité et des valeurs de chacun correspond une interprétation.

Troisième partie

CONSTRUIRE LE PARTENARIAT

POUR UNE PÉDAGOGIE DE L'ÉCHANGE INTERCULTUREL

Réussir la rencontre des cultures

Le montage d'un projet de partenariat engendre tôt ou tard la rencontre tant attendue avec ses partenaires de l'au-delà des terres et des mers. C'est alors pour chacun des acteurs de l'échange, le début d'une aventure relationnelle extraordinaire. S'y mêleront intimement des moments d'intense plaisir fait de partages, de découvertes, d'inventivité conjointes mais aussi probablement des instants de repli, d'appréhension ou d'inconfort. La coopération internationale²⁰ conduit toujours à un défi interculturel. Elle suppose pour tout un chacun d'affronter et d'assumer des expériences d'« étrangeté », pour reprendre l'expression de Hagen Kordes, professeur en sciences de l'éducation de l'Université de Munster, dont le bénéfice n'est pas toujours acquis d'avance.

Parce qu'un peu plus tard, cette expérience sera vécue également par les élèves et les classes impliqués dans le projet, il importe, en préalable à la rencontre, de préparer et de favoriser un climat propice à l'ouverture et à l'échange véritable.

Comment mettre en place un réel échange interculturel ?

Prendre en compte les codes et rituels sociaux différents pour mieux les accepter

Entrer en relation avec les autres, de culture et de langue différentes, la manière de le faire, amènent à utiliser un certain nombre de codes spécifiques faits de paroles, gestes et signes pouvant être extrêmement différents d'une culture à l'autre. Ces variations culturelles sont parfois sources de quiproquos ou de situations embarrassantes dans des contextes de communication et d'action très divers et à la fois habituels : saluer, s'excuser, proposer, interpellé, s'adresser à une personne, inviter, rendre visite, offrir, évoquer un problème d'argent, une question politique, un aspect religieux...

Les enjeux identitaires sont toujours très forts au cœur de ces rituels sociaux. Il convient alors, en l'absence d'une véritable connaissance préalable de ces rituels (valable pour chacun des partenaires), de trouver dans nos faits et gestes, le juste équilibre entre ce qui marque une sincère reconnaissance identitaire de notre interlocuteur et le respect du « territoire de l'intimité » de chacun (y compris de soi-même).

Cela est particulièrement vrai dans le cadre d'une coopération engagée avec un pays du Sud (Maghreb, Proche-Orient, Afrique subsaharienne) ou d'Asie car les zones sensibles dans l'interaction culturelle y sont davantage marquées.

Il s'agit en effet de se familiariser avec :

- une perception très différente de l'**espace** et du **temps** et donc des activités humaines s'y inscrivant.
- une **structuration du groupe familial** toute autre (système de parenté, rôle du père, de la mère, place des enfants...),

- des **types de sociabilité** également étrangers à nos habitudes (importance de la communauté, hospitalité, dons, échanges, codes de bienséance...),
- des **religions, des pratiques culturelles et rituelles** très éloignées des concepts occidentaux.

Apprendre à se « distancer » de soi et à percevoir sans juger

La coopération internationale exige également de se départir d'un certain nombre d'**idées préconçues** et de **représentations** toutes faites sur le pays et la culture du partenaire qui agissent comme autant de **freins** ou de **filtres** dans l'approche de réalités différentes.

Issues de notre environnement culturel et « maternel » propre et donc très marquées par l'héritage de l'éducation et du discours social ambiant, les représentations ne dégènèrent certes par toutes en stéréotypes ou en préjugés (à valeur dépréciative plus ou moins marqués). Cependant, elles incitent toujours à « **réduire** » **la réalité de l'autre**, à la schématiser et à la considérer comme seconde.

Il est donc important avant toute autre chose de **faire émerger ces représentations**, de les connaître et de les analyser pour mieux saisir leur origine et ouvrir le champ du possible dans l'évolution des regards et la dissolution des clichés.

La fiche d'activité proposée en deuxième partie de ce guide (p.19) permet d'aider à cette prise de conscience, particulièrement chez les élèves.

Face à l'ambiguïté des sentiments naturels portés à autrui, Mme J. Moll, professeur à l'IUFM de Strasbourg, n'hésite

pas dans ses interventions sur le sujet (*Échanges transfrontaliers franco-suisses*) à enseigner l'art de « **se dépayser de soi et de sa langue** ». Il est en effet nécessaire de questionner ses *a priori*, d'opérer des déconstructions, de se laisser étonner par l'autre et surprendre par la complexité de la réalité.

Cette complexité se justifie à double titre :

- toute culture est d'une part un système particulier de représentation de l'univers et un ensemble singulier d'usages et de pensées (pour la culture du partenaire comme pour la sienne).
- chaque individu est d'autre part porteur de multiples appartenances (sexe, langue maternelle, langue d'adoption, nation ou peuple d'origine, religion et croyances, âge, profession...) et ne saurait être réduit et assimilé à une catégorie stéréotypée.

L'**expérience de l'altérité** conduit donc les acteurs d'un projet « d'Éducation au développement et à la solidarité internationale » à des ruptures de conceptions et à des redécouvertes. La gestion conjointe et en étroite complémentarité du projet commun conduit non seulement à une meilleure compréhension de la signification d'« autrui », mais aussi à **la révélation** et à la **relativisation de son identité propre**. C'est à l'intérieur de cet espace nouveau où chacun accepte une sorte de distanciation de soi-même (appelé aussi « décentrement ») que tous les atouts seront réunis pour **réussir la rencontre et le dialogue des cultures**.

CONSTRUIRE LE PARTENARIAT

Identifier un partenaire

Outre la conviction de l'importance de la solidarité internationale, un partenariat Nord-Sud peut naître de la simple envie de partager les découvertes et les expériences tirées d'un voyage ou du besoin de nouer des liens plus durables avec les habitants rencontrés dans ce pays.

Pour tous ceux qui n'ont pas ce vécu, la recherche d'un partenaire peut faire appel à des structures ressources.

À cet effet, il est utile de penser à :

- **votre académie :**

pour les enseignants relevant de l'Éducation nationale : **la Délégation aux Relations Internationales et à la Coopération (DARIC)** enregistre des offres de partenariats extérieurs et les met à votre disposition notamment sur ses pages internet. De plus, elle connaît les établissements déjà impliqués dans des partenariats de tout type et peut faciliter les relations et ainsi éviter que tout soit à réinventer.

pour les enseignants relevant du Ministère chargé de l'agriculture : **le Service Régional Formation et Développement (SRFD)** où le (la) chargé(e) de coopération internationale joue le même rôle dans l'appui au montage de projets.

Il existe également les réseaux géographiques de la **Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER)**. Ces réseaux rassemblent des établissements publics d'enseignement agricole travaillant régulièrement avec un pays ou une zone géographique. Ils mettent en commun bonnes pratiques, informations et conseils. Chaque réseau s'articule autour d'un ou plusieurs animateurs, d'une conférence électronique et d'une ou plusieurs réunions annuelles. Vingt-huit pays et quatre grandes zones géographiques sont actuellement couverts.

- **les réseaux existants :** les associations de solidarité internationale, les organisations non gouvernementales généralement regroupées en réseaux ou en collectifs très engagés sur le terrain.

- **le réseau diplomatique et culturel français à l'étranger** (ambassades, services d'action culturelle et de coopération, centres et instituts culturels français, alliances françaises, établissements relevant du réseau de l'AEFE ou de la Mission laïque) permet l'accès à des données précises sur chaque État dans le monde et informe sur les divers projets et politiques de coopération éducative menés à l'étranger par la France.

- **les collectivités locales :** les régions, départements, communes peuvent être déjà engagés dans des actions de coopération décentralisée avec des collectivités territoriales d'autres pays et posséder un réseau de partenaires déjà identifiés : collectivités locales homologues, associations, entreprises... Les collectivités peuvent mener avec les établissements des projets à dimension scolaire et éducative et les intégrer dans des projets de coopération décentralisée de territoire à territoire.

- **les dispositifs régionaux** multi-acteurs d'appui à la coopération internationale constituent dans plusieurs régions de France des plates-formes d'échange et de concertation entre tous les acteurs régionaux de la coopération internationale (associations, collectivités territoriales, établissements d'enseignement, réseaux d'éducation au développement).

À toutes fins utiles, on trouvera dans la troisième partie de ce guide les coordonnées d'organismes susceptibles de vous guider dans vos recherches.

Enfin, on peut d'autant mieux identifier son partenaire que l'on est capable de présenter son établissement et de donner les grandes lignes de son propre projet (cf. la fiche de présentation : « Recherche de Partenaire – Fiche d'identification du demandeur »).

Définir ensemble les objectifs

Dans tout projet d'échange, on peut distinguer deux niveaux d'objectifs :

1 – La finalité générale du projet (ou le sens)

Elle peut être liée à un engagement particulier de l'équipe, sorte d'idéal relatif à un ensemble de valeurs éthiques, morales ou philosophiques. Elle rejoint plus généralement une préoccupation pédagogique associant au souci d'instruire (autre mode d'acquisition des savoirs), le souci de former (le projet met en jeu des compétences multiples) ainsi que celui d'éduquer (agir en tant que citoyen du monde).

Exemples : découvrir, comprendre et faire connaître une autre culture ; coopérer de façon réciproque ; apporter un appui à un groupe matériellement moins favorisé ; promouvoir une consommation éthique ; confronter et échanger des conceptions éducatives.

2 – Le(s) but(s) à atteindre

Ils sont plus précisément les objectifs opérationnels et les objectifs pédagogiques que le projet espère atteindre et qui vont permettre une progression dans le sens de la ou des finalités privilégiées. Ils se déclinent ensuite en activités et en résultats espérés.

Exemples : réaliser une pièce de théâtre commune ou un recueil de contes ; soutenir la scolarisation d'enfants dans un village ; permettre l'autosuffisance en eau potable d'une zone rurale.

La définition des objectifs opérationnels et pédagogiques conditionne en bonne partie la réussite de l'échange car elle permet à chacun des partenaires de clarifier sa position par rapport à l'autre. Il est d'ailleurs souhaitable que cette réflexion respective ait lieu en préalable à toute rencontre et avant même de se connaître. Puis, la rencontre ou autre mode de concertation s'imposent pour une bonne connaissance mutuelle et une confrontation sincère des finalités,

objectifs et des moyens de chacun. Il y a en effet, de manière réaliste, toujours deux projets qui vivent en parallèle, là-bas et ici, qui doivent s'enrichir mutuellement nécessitant des remises à plat, des confrontations, des réévaluations.

De cette confrontation des objectifs de chacun, doivent logiquement naître de nouvelles propositions, *a fortiori* si les objectifs paraissent peu compatibles dans le cadre d'un projet scolaire.

Ainsi, il peut parfois être pertinent d'aider une école à l'approvisionnement en ouvrages scolaires²¹. Mais si cette aide s'arrête au bout de deux ou trois rentrées du fait d'une réorientation du projet par le partenaire français, la frustration et l'incompréhension risquent d'être grandes chez les destinataires²². En revanche, si les objectifs et la durée de l'action sont clairs et connus de tous les protagonistes, responsables et élèves, le projet peut évoluer dans le bon sens.

Il est normal que les objectifs de chacun des partenaires soient différents. Il est nécessaire de les exposer clairement et de les rediscuter régulièrement au fur et à mesure de l'évolution et de l'évaluation du projet. Il est évident que ces objectifs doivent être élaborés par tous les acteurs du projet.

Structurer le projet

Un projet doit être mûrement réfléchi avant d'être mis en œuvre et cette réflexion doit être menée de concert avec le(s) partenaire(s) autant que possible. Une action de solidarité internationale doit reposer sur le partenariat : ce concept sous-tend une égale implication des deux parties, tant dans la mise en œuvre que dans la conception du projet.

Une fois que des bases communes ont été clairement définies, la phase suivante de structuration peut démarrer dans le même esprit d'échange.

L'enjeu n'est pas seulement éthique, il est aussi pragmatique : les partenaires – du Nord ou du Sud – se sentiront tout simplement davantage impliqués dans un projet auquel ils auront participé, sur lequel ils auront passé du temps. Sans compter naturellement, l'enrichissement de la réflexion commune, l'apport de visions et d'expériences différentes.

Par ailleurs, il faut éviter qu'en cours de route, l'un ou l'autre des partenaires ne soit plus en accord avec le projet et immobilise le processus. Pour cela, il est impératif d'éviter toute ambiguïté. L'ensemble du montage doit être bien clair pour tout le monde, tant dans la définition des objectifs que dans leur mise en œuvre :

- comment atteindre **le but fixé** (contenu et déroulement des activités) ?
- **avec qui** ?
- quels seront **les rôles et les responsabilités de chacun** ?

C'est pourquoi un certain nombre de questions doivent être posées :

- quelles sont les activités prévues (les étapes à entreprendre) ?
- qui aura la responsabilité de chaque activité ?
- quelles seront les autres personnes ou institutions à impliquer ?
- quelles ressources (matérielles, humaines et financières) seront nécessaires ?
- quand le projet devra-t-il prendre fin ?
- comment évaluer le succès du projet par rapport aux objectifs fixés ? Peut-on se fixer des indicateurs (quantitatifs ou qualitatifs) vérifiables ?

Enfin une bonne réflexion sur la structuration du projet sera utile pour le montage du dossier de financement. Il faut être en mesure de présenter aux bailleurs de fonds, une organisation claire où des rôles de chacun seront déterminés.

Trouver les financements

C'est ce qui conditionne la mise en place et la réalisation des projets. Concernant l'évaluation des dépenses, doivent être pris en compte les frais de voyages éventuels (transport, assurances, hébergement, repas) ; les frais d'organisation (papeterie, reproduction, envois postaux, communication par téléphone, télécopie ou courrier électronique) ; les frais de réalisation (déplacements locaux, matériels divers nécessaires à la production finale) et la dimension solidaire éventuelle du projet (cf. la fiche budget type proposée page 38).

Outre les contributions de l'établissement et des élèves en cas de séjour, la recherche des fonds nécessaires au projet s'appuie sur des demandes de cofinancement multiples. Chaque demande fait état du budget global de l'opération et de l'ensemble des cofinancements sollicités par ailleurs. On privilégiera les demandes en direction des autorités académiques (soutien aux échanges dans le cadre des appariements), des collectivités locales (commune, département, région), sans négliger les subventions de nature privée (mécènes, institutions, fondations, entreprises) ou diverses activités périscolaires de collecte de fonds. On n'hésitera pas à associer et consulter régulièrement les services de gestion de l'établissement pour conseils et respect des procédures de comptabilité.

une fiche budget vous est proposée, à titre indicatif, page suivante.

TROUVER LES FINANCEMENTS

- ➔ **Ministère de l'Éducation nationale**
 - Dossier unique « moyens complémentaires »
- ➔ **Ministère de l'Agriculture**
- ➔ **Autres ministères**
 - Ministère des Affaires étrangères
 - Secrétariat d'Etat aux affaires européennes
 - Ministère de la Défense
 - Ministère du Travail (FASILD) et de la solidarité
 - Ministère de l'Agriculture
- ➔ **Services déconcentrés de l'Etat**
 - Directions régionales Jeunesse et sport (DRJS), Environnement (DIREN), Culture (DRAC)
 - Délégation interministérielle à la ville
- ➔ **Union européenne**
 - Programme européen jeunesse (voir DRJS)
 - Agence Socrates Leonardo (voir DARIC)
 - Délégations de la Communauté européenne dans les pays étrangers
- ➔ **Collectivités territoriales**
 - Communes (écoles primaires, associations)
 - Communautés de communes et d'agglomérations
 - Conseils généraux (collèges, associations)
 - Conseils régionaux (lycées, associations, aide à la mobilité des jeunes)
- ➔ **Organisation internationale de la Francophonie**
- ➔ **Autres sources**
 - Fondations
 - Entreprises
 - Associations
- ➔ **Autofinancement**
 - Participation des familles (en cas d'échanges),
 - Participation du foyer socio-éducatif de l'établissement
 - Manifestations diverses

QUELS DOCUMENTS FOURNIR ?

En dehors des administrations, qui ont leurs propres dossiers, il convient de fournir les éléments suivants :

- le projet pédagogique et éducatif incluant la genèse de ce projet et les poursuites d'actions envisagées
- une carte avec la localisation de l'établissement partenaire
- un courrier « officiel » de l'établissement partenaire soulignant son intérêt pour le projet
- un budget prévisionnel détaillé (voir modèle en annexe)
- s'il y a échange, une copie de la demande d'appariement ou la copie de la validation de l'appariement si celui-ci est déjà homologué.

Dans tous les cas, on veillera à adapter le dossier au bailleur auquel on s'adressera.

FICHE BUDGET TYPE
 POUR UN ECHANGE DE CLASSE OU DE JEUNES
 (sur temps scolaire ou hors temps scolaire)

RECETTES	DÉPENSES
1 – SUBVENTIONS SOLLICITÉES	1 – FRAIS DE TRANSPORT
A – Ministères	- Déplacements
- Ministère de l'Éducation Nationale (Rectorat)	- Taxes diverses
- Ministère des Affaires étrangères (dont réseau culturel des ambassades)	- Autres déplacements
- Autre ministère en fonction du thème développé dans le projet	_____
	Sous-total
B – Collectivités territoriales	2 – EXCURSIONS ET VISITES
- Conseil régional	- Séjour des élèves français
- Conseil général	- Accueil des élèves du partenaire
- Commune	_____
- Communauté de communes	Sous-total
- Communauté d'agglomérations	
_____	3 – FRAIS ANNEXES
Sous-total	- Réalisation, diffusion et valorisation du projet (brochures, exposition...)
2 – PARTICIPATION DIVERSES	- Frais de communication
- Familles	- Assurance annulation
- Foyer socio-éducatif de l'établissement	- Passeport collectif
- Fonds social de l'établissement	- Autres
- Levée de fonds entreprises/associations	_____
_____	Sous total
Sous-total	_____
_____	TOTAL
TOTAL	TOTAL

Les recettes doivent être égales aux dépenses. Il est utile de préciser l'état des recettes et des dépenses (sollicitées/acquises) ainsi que le détail des dépenses par des notes de budget pour les postes les plus importants.

Suivre et évaluer le projet

Suivi et évaluation sont à prévoir dès le début du projet. Il convient, par conséquent, de déterminer, en concertation avec le partenaire, des critères et des indicateurs évaluant si les objectifs du projet sont respectés. Il s'agit alors d'apporter les correctifs nécessaires. Parmi les critères proposés en Alsace par la plate-forme éditrice d'un guide analogue on retiendra les connaissances acquises, la participation des

élèves, la dynamique d'équipe, la vitalité du partenariat, le degré de réalisation de la recherche ou de la production commune. Des indicateurs précis, quantifiables ou qualifiables, serviront d'outils pour apprécier chacun des critères retenus (par exemple : nombre d'élèves présents aux réunions de projet, quantité et qualité des recherches effectuées). On se reportera ainsi à la fiche d'aide à l'évaluation proposée à cet effet.

Évaluer nos activités de coopération

Proposition de fiche méthode d'après le Guide pour l'Action :
Éduquer au développement et à la solidarité internationale
 CEFODE – CRDP d'Alsace – novembre 2000

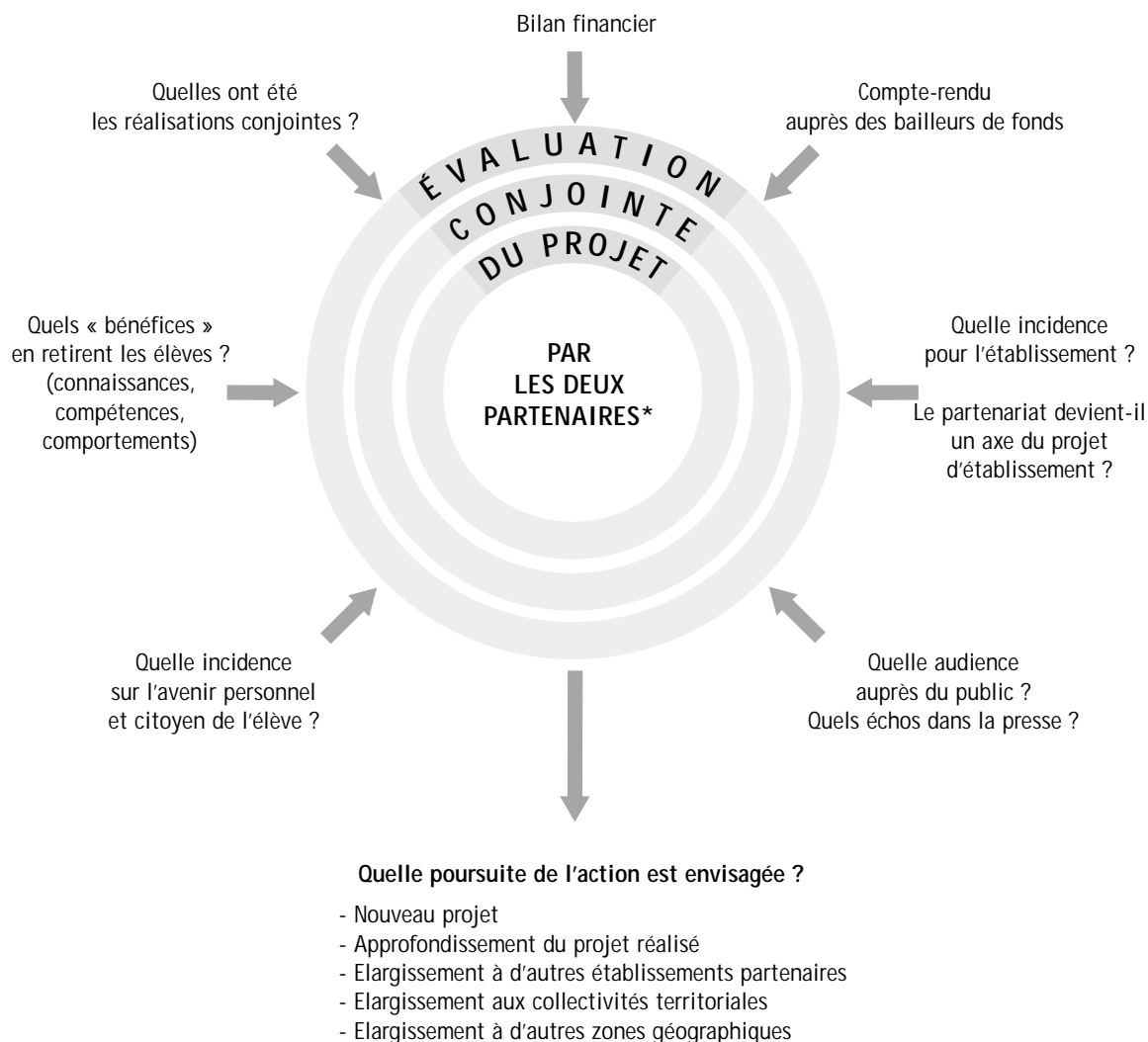
Finalités et buts du projet		
Objectifs	Critères	Indicateurs quantitatifs / qualitatifs

Le critère

C'est le caractère ou le principe qui permet d'émettre un jugement, une estimation. Les critères représentent une garantie de rigueur. Ils permettent d'éviter les risques d'arbitraire. On retient toujours plusieurs critères pour faire une évaluation. Un projet « Éducation au développement » pourra par exemple privilégier les critères liés aux connaissances acquises, à la vitalité du partenariat...

L'indicateur

C'est la donnée observable et quantifiable (ou qualifiable). L'appréciation d'un critère se fait à travers plusieurs indicateurs. Si le critère à évaluer concerne la participation des élèves, les indicateurs pourront être le nombre d'élèves présents aux réunions du projet, la quantité et la qualité des recherches effectuées, les responsabilités prises.



*L'évaluation n'est pas à concevoir comme une démarche d'audit, mais plutôt comme un temps de réflexion partagée en vue d'améliorer ses pratiques.

TYPOLOGIE DE PROJETS POSSIBLES

Engager une correspondance scolaire

1. Objectifs

Permettre aux élèves, à travers l'échange d'informations sur les particularités culturelles, géographiques, ethniques et scolaires :

- de s'ouvrir au monde en découvrant en direct les aspects multiples d'une contrée lointaine et souvent d'apparence mystérieuse,
- de prendre conscience des spécificités de leur propre pays,
- d'établir des comparaisons en considérant les différences comme un enrichissement et un objet de profond respect, contribuant ainsi à faire disparaître tout préjugé,
- de progresser en expression écrite en évitant les banalités, en essayant de faire des productions claires et précises sur des sujets divers, en posant des questions, en montrant curiosité et intérêt.

2. Moyens et mise en place

Avant de mettre en place une correspondance scolaire, ne pas hésiter à s'appuyer sur des relais pour une meilleure connaissance du milieu, pour faciliter les échanges et le suivi, aplanir les difficultés, éviter les dérives : organisations non gouvernementales, autres acteurs régionaux et associations de solidarité internationale.

Avant tout engagement avec les élèves, les enseignants, voire les équipes éducatives des deux pays doivent mettre au point leur projet et définir clairement leurs objectifs communs à propos :

- du contenu des échanges (thèmes choisis),
- du calendrier des échanges,
- des conditions matérielles (effectif des classes, temps d'acheminement du courrier, âge des élèves, niveaux).

Il vaut mieux engager toute une classe (du moins à l'école primaire) dans les échanges épistolaires car les lettres individuelles sont difficilement exploitables par l'ensemble des élèves.

3. Contenu

Il sera axé naturellement sur des thèmes divers en fonction des niveaux scolaires et du contexte socio-économique, environnemental du pays partenaire.

Quelques exemples à l'école primaire :

- vie de la classe et de l'école
- productions artistiques
- la découverte du milieu
- la vie quotidienne
- coutumes, fêtes
- contes et légendes
- arts et littérature
- climat
- vie économique
- problèmes d'environnement.

4. Difficultés

Il ne faut cependant pas négliger certaines difficultés :

- ne pas oublier que les élèves à qui l'on s'adresse vivent autrement leur scolarité ;
- ils manquent souvent de supports nécessaires à l'écriture (cahiers, feuilles) ;
- le français n'est souvent parlé qu'à l'école, il ne faut donc pas se moquer de certaines expressions « colorées », inusitées chez nous ;
- envoyer un courrier leur coûte souvent très cher, les lettres s'acheminent très lentement ;
- la différence d'âge est parfois conséquente : un élève de CM2 peut avoir treize ou quatorze ans dans certains pays africains ;
- il est difficile d'avoir un suivi d'année en année.

5. Conclusion

La correspondance scolaire est donc un des moyens d'éduquer les élèves à l'aide au développement et à la solidarité. Ils ne sont plus confrontés à des clichés, des préjugés, mais apprennent à connaître leurs correspondants à travers leur vécu. Ils deviennent alors plus conscients de leur propre mode de vie et la découverte d'une autre culture ne peut que les enrichir.

Répondre à une demande d'envoi de matériel

1. En guise de préambule ou d'avertissement

Les inégalités Nord-Sud, notamment dans les moyens technologiques, éducatifs, sanitaires sont tellement flagrantes qu'elles appellent une solidarité du Nord vers le Sud, dont l'un des aspects est celui du don matériel. Il est censé pallier des insuffisances locales, *a priori* clairement identifiées par les partenaires dans le meilleur des cas.

Ce don, expression de la générosité des élèves et des personnels éducatifs, est souvent la première forme venant à l'esprit, de soutien à un partenaire. Il apparaît comme la plus évidente et la plus facile à mettre en œuvre, puisque notre société regorge de biens de consommation en tous genres dont certains sont supposés rendre encore de bons et loyaux services dans les pays en développement.

Cette conception « caritative » est relativement bien ancrée dans l'esprit de nos concitoyens qui réagissent affectivement à une situation d'injustice, s'attachant tout d'abord à soulager ses conséquences. Ils ne considèrent cependant pas forcément ses causes profondes, ni les éventuelles conséquences à moyen et long terme de leur don. En effet, le don matériel, s'il obéit exclusivement à un élan charitable, peut entraîner sur place des conséquences insoupçonnables et parfois même contre-productives.

Inadéquation du don par rapport aux besoins réels et au contexte local

Il existe un nombre incalculable d'échecs dus à une mauvaise appréciation des besoins réels tels que le don de manuels scolaires inutilisables hors du contexte culturel occidental, le don de médicaments contre des maux plus répandus en Occident (antidépresseurs, médicaments contre les maladies cardiovasculaires...), le matériel nécessitant des connaissances particulières pour son fonctionnement et sa maintenance ou très vorace en énergie et en pièces de rechange difficiles à trouver localement. De façon générale, la collecte et le don de médicaments sont à proscrire à partir d'un établissement scolaire.

Effet de dépendance, d'assistanat

Un proverbe africain affirme : « Tu peux aider quelqu'un à se laver le dos, mais il devra laver lui-même son visage ». Une politique récurrente de don aura des effets inhibiteurs sur l'initiative et le dynamisme des partenaires locaux. A l'extrême, les effets pervers de dévalorisation, d'atteinte à la dignité et à l'honneur sont bien réels, même si le partenaire ne le signifiera pas directement, un « cadeau » ne se refusant jamais.

Dans le cas de don de matériel informatique ou de photocopieurs, la dépendance au niveau des consommables, souvent très coûteux, doit être intégrée au projet pour qu'une solution durable soit trouvée localement.

Risque de déséquilibre au niveau de l'économie locale

On croit souvent à tort que l'on ne trouve rien sur les marchés locaux, alors qu'il s'agit plutôt d'un manque de moyens financiers. Ainsi, toutes les fournitures scolaires se trouvent sur les marchés à un prix bien souvent inférieur à celui pratiqué en France. De même les médicaments génériques se trouvent de plus en plus dans les pharmacies. Les ouvrages scolaires adaptés existent dans tous les pays en développement, ils sont rédigés par des enseignants et des inspecteurs.

Une pratique de don risque donc de défavoriser des artisans, producteurs, éditeurs, revendeurs locaux. Une certaine éthique est donc nécessaire pour que la solidarité ne soit pas un facteur aggravant une situation économique locale déjà difficile.

Autres difficultés de l'envoi matériel

Il existe aussi le risque que le don soit détourné de son utilisation supposée ou de son destinataire, qu'il soit l'objet de contrefaçons parfois dangereuses comme avec les médicaments, ou qu'il soit jeté au rebut, ou qu'il ait une seconde vie sur le marché local (exemple de manuels scolaires de latin de 1970 se retrouvant dans les librairies « par terre » et difficilement vendables !).

Lors du lancement d'un projet de don matériel, les difficultés logistiques sont souvent négligées. Il en est de même de l'estimation du coût final de l'opération, les aléas étant nombreux, surtout lorsque l'aspect logistique n'est pas bien appréhendé.

Pour conclure, il est fortement conseillé de prendre l'attache préalable d'une structure ressource compétente avant d'en-

visager un don matériel et de favoriser une politique de valorisation des ressources et compétences locales, afin d'apporter sa pierre au développement local. Concernant l'achat de matériel, le don peut se faire sous forme d'argent, obtenu de diverses façons en France (mise en œuvre par les élèves de tombolas, spectacles, bourses aux livres ou « vide greniers », etc.).

Le recours au don peut toutefois se justifier

- dans le cas de catastrophes naturelles, de désastres ou de conflits où l'aide matérielle peut être une question de survie,
- dans le cas de projets pédagogiques (entre lycées technologiques ou professionnels par exemple),
- dans le cas d'une pénurie particulière sur le marché local.

2. Quelques conseils pour la mise en place du projet

A - Fixer avec le partenaire les objectifs, les modalités et les limites du don matériel

Questions à poser : comment a été identifié le besoin ? À quelles fins sera fait le don ? Quelle évaluation est prévue de son impact ? Quelle sera l'organisation sur place ? Quelles implications aura le don pour le partenaire ? Quels seront ses engagements en terme de gestion, d'entretien et d'amortissement éventuel ? Quelle éthique sera poursuivie ? Quelles sont les limites de l'action envisagée ?

B - Connaître le contexte local et être en lien avec des personnes de confiance

Comment le don s'inscrit-il dans la politique de l'établissement, de l'administration et de ses projets de coopération sur place ? Quels sont les différents acteurs en place localement et leurs relations par rapport au projet d'aide matérielle ? Le projet d'aide matérielle est-il intégré dans un projet plus large de coopération internationale impliquant divers partenaires ? A cet effet, le SCAC peut fournir de précieux conseils au porteur de projet.

C - Prendre en compte les problèmes logistiques et financiers liés à l'acheminement (cf. schéma ci-dessous).

Coût de l'achat TTC	TVA à récupérer
	Coût du transport (fret), conteneur
	Taxes douanières à l'arrivée
	Coût d'acheminement et de livraison sur place
	Coût lié à l'installation sur place

Remarques

D'après les documents des douanes françaises pour la sortie du matériel.

Possibilité de se grouper avec des associations, collectivités faisant un envoi dans le même pays.

Souvent très importantes (parfois équivalentes au prix d'achat du matériel !). Exonération possible sur accord de l'État du partenaire destinataire mais tenir compte également des difficultés de dédouanement pouvant exister dans certains pays en relation notamment avec la corruption.

Depuis l'aéroport ou le port jusqu'au partenaire. Attention aux frais de garde dans les ports et aux déviations possibles !

Éventuellement, formation d'un personnel qualifié, frais d'entretien, de maintenance, de consommables.

Total du coût du « don matériel » :

Mener conjointement un projet d'étude et de découverte

1. Objectifs

Vivre et faire vivre, dans le cadre d'un échange « Nord-Sud », un projet scolaire conjointement mené avec son partenaire, offre la garantie d'une coopération véritable, respectueuse des apports et des richesses de chacun. Apprendre ensemble à engager des activités de recherche et de découvertes, d'expression ou de création sur une thématique commune : voilà bien le moyen de tirer profit des environnements, patrimoines et expériences respectives. Quelles que soient, en effet, les situations de contraste et d'inégalité caractérisant les contextes scolaires de la planète en matière d'équipement et d'encadrement, c'est d'abord cette envie et ce besoin d'apprendre de l'autre et avec l'autre, qui légitiment la relation d'échange et la placent d'emblée dans un climat de respect et de parité. On peut alors penser qu'il sera plus aisé, lorsque la connaissance et la confiance mutuelle se seront affirmées dans un partenariat éducatif commun, de donner une éventuelle dimension solidaire à la coopération entreprise, si le partenaire en fait la demande.

2. Qu'est-ce qu'un projet scolaire conjoint ?

Projet : il s'agit d'une activité qui s'étend sur une certaine période (une ou plusieurs années scolaires) et qui comprend plusieurs phases. Celles-ci incluent une concertation préparatoire, l'échange régulier de travaux et d'informations entre établissements, une rencontre des acteurs du projet (souhaitable pour les élèves, fortement recommandée pour les enseignants), la réalisation d'un produit final (support à déterminer), une évaluation, une diffusion régulière des principales données du projet et sa valorisation dans le cadre de l'éducation au développement.

Scolaire : il correspond aux besoins éducatifs des élèves et peut faire partie intégrante d'un cours ou d'un programme, disciplinaire, pluridisciplinaire ou transversal. Le thème choisi, suffisamment large pour intéresser et motiver l'ensemble des partenaires, permet d'apprendre autrement, en privilégiant une meilleure perception par chacun des acteurs de l'échange de sa propre culture et de celle des autres.

Conjoint : il implique un réel engagement de chacun des partenaires et ne peut être conçu unilatéralement sans la participation effective et centrale des élèves au sein de chaque établissement lors des périodes d'échanges. Aventure collective qu'ils doivent en partie piloter, le projet éducatif commun ou conjoint permet une démarche pédagogique de responsabilisation des élèves. Développé dans le cadre d'une relation Nord-Sud, il permet de mieux faire comprendre à chaque public impliqué, les questions liées à l'interdépendance mondiale, au développement, à la coopération internationale.

3. Phases recommandées

A - Recherche d'un partenaire

(cf. la fiche « Identifier un partenaire »).

B – Choix d'un thème d'intérêt commun

La mise en place d'un projet éducatif nécessite avant tout de trouver un thème ou un champ d'activités, appropriés aux objectifs pédagogiques des partenaires impliqués, mais aussi à leurs possibilités. Dans le cas fréquent où la relation n'est pas encore établie ou stabilisée, l'établissement français se doit d'élaborer, sur la base des orientations négociées avec le partenaire, des propositions, d'une part suffisamment vastes pour intéresser l'école partenaire et d'autre part tout à fait ouvertes aux modifications et évolutions suggérées par celle-ci. Toute thématique de recherche, d'expression, de réalisation retenue devrait être le fruit d'un compromis entre chacun des groupes et aboutir à un élargissement de la perception de chacun de sa propre culture et de celle des autres.

Lorsque les objectifs ont été clairement définis en terme de connaissance, de compétence et de savoir être, comment trouver l'inspiration pour un thème et un cadre d'activités et d'échanges communs ?

Selon les classes concernées, on s'inspirera :

- des programmes de cours ;
- des référentiels de formation et d'examen ;
- d'un domaine technique ou professionnel ;
- des exemples de projets précédents ;
- des suggestions formulées par les élèves, les étudiants, les collègues de l'équipe.

Si le partenaire est déjà identifié, il est essentiel de procéder, lors de la phase préparatoire, à une enquête similaire à son niveau. Le choix d'un axe de travail et d'échange découlera de l'intérêt de confronter deux environnements radicalement différents (civilisation, économie, société, culture...) tout en dépassant les simples études comparatives. Il se gardera d'une trop grande ambition mais favorisera une analyse originale et une réalisation conjointe.

On pourra, à titre d'illustration, se référer aux axes et thèmes des projets développés dans le cadre des actions de partenariat Nord-Sud de l'académie de Besançon (cf. : les projets des établissements présentés dans cet ouvrage).

C – Adhésion de l'établissement au projet

Une des clefs de la réussite réside dans l'intégration du projet aux objectifs généraux de formation et d'apprentissage définis par l'établissement dans le cadre de son projet pédagogique global.

Présenté au chef d'établissement et argumenté pour approbation en Conseil d'administration, il doit faire la preuve de son intérêt et de la « valeur ajoutée » en terme de formation, d'épanouissement et d'ouverture sur le monde. L'appui et l'engagement officiel du chef d'établissement aux côtés de l'équipe dépendent de cette condition : pour faire participer les autres secteurs de l'établissement ; pour associer professeurs de toutes disciplines, parents d'élèves, entreprises locales, associations culturelles et de solidarité,

collectivités territoriales ; il est enfin important de prévoir une véritable action de « relations publiques » en informant régulièrement de la préparation du projet, de son avancement, des difficultés rencontrées comme des succès.

D – Préparation du projet et de ses conditions de réalisation

Si les communications par téléphone, télécopie, courrier électronique ou simple lettre permettent de préciser progressivement les modalités du projet, rien ne remplace cependant une rencontre physique entre équipes impliquées, permettant ainsi une planification plus poussée. Il est également intéressant pour chacun de mieux cerner les environnements physiques et humains dans lesquels le projet et la phase d'échange se dérouleront.

Si le manque de temps ou de ressources financières empêchent souvent ces visites préparatoires, on ne saurait cependant faire l'impasse, dans la période précédant le début de projet, d'une concertation sur les aspects suivants :

- précision des objectifs et définition du projet,
- décision de la langue de travail si le pays partenaire n'est pas francophone,
- engagement des chefs d'établissement, des enseignants participants, des parents d'élèves, des intervenants extérieurs (associations, collectivités...),
- implication des élèves (méthode de travail, responsabilisation, évaluation),
- calendrier des activités d'échanges ; fréquence des communications à l'année ; échéance finale du projet,
- logistique nécessaire (moyens de communication, matériel, salle de travail...),
- connaissance des environnements respectifs,
- soutien aux difficultés éventuelles du partenaire dans le cadre du projet et actions solidaires élargies,
- finalisation du projet et évaluation.

E – Prévision du budget et montage financier

(cf. la fiche « Trouver des financements »).

F – Activités d'échanges conjoints et réalisation finale

Qu'elle s'accompagne d'un séjour des élèves dans l'établissement partenaire ou non, l'activité conjointe conduit à la réalisation du projet préalablement planifié. Elle doit permettre aux élèves de vivre une aventure interculturelle unique, de faire la preuve d'un engagement collectif et de parvenir à une « production » achevée. Le programme de réalisation devrait ainsi comprendre :

- assez de temps et de séquences pour réaliser les travaux ou la recherche dans le cadre du projet,
- des périodes régulières consacrées au dialogue et à la communication entre les jeunes et entre équipes pédagogiques,
- des séances d'information, dans le cadre des cours et autres créneaux, à propos des questions d'ordre social, historique, géographique, économique, culturel...,
- des visites culturelles mais aussi des loisirs et du temps libre.

Le produit final, résultat tangible de la collaboration entre les deux établissements, pourra revêtir toute forme possible : rapport, brochure, nouvelle, récit, guide, cassette audio/vidéo, cédérom, site internet, conception de machines, mobiliers, représentation théâtrale, exposition, etc.

Organiser un échange de classes

Décider de faire se rencontrer des personnes dans son propre pays ou dans un autre est un projet de grande envergure dont il est nécessaire d'avoir conscience. En effet, il ne s'agit plus d'un voyage scolaire éducatif et culturel à sens unique, le projet concerné implique d'emblée la notion de réciprocité (que ce soit au niveau de la communication, de l'organisation de l'échange, de l'enrichissement attendu...). Les conseils suivants concernent tout type d'échange de classes mais il est important de préciser qu'un partenariat avec un pays du Sud sous-entend une approche et une préparation tenant compte des contextes culturels et des conditions d'accueil propres à chacun des pays impliqués.

Pour réussir un tel échange, il est donc nécessaire de faire appel à toutes les ressources humaines et matérielles de son établissement pour qu'il ait des retombées bénéfiques à la fois sur les élèves et sur l'établissement scolaire. C'est pourquoi tous les acteurs de la communauté scolaire doivent être informés, sollicités et se sentir impliqués :

- **les élèves**, acteurs principaux et bénéficiaires immédiats de l'échange ;
- **les enseignants**, porteurs du projet gérant les contenus pédagogiques, éducatifs, culturels et les aspects pratiques de l'échange en fonction des objectifs définis avec leurs partenaires, avec le soutien de l'équipe pédagogique de la classe ;
- **les parents d'élèves** désireux de suivre le montage du projet et de participer à la préparation pratique, éducative et culturelle du voyage et à l'accueil des partenaires ;
- **l'équipe administrative** facilitant l'organisation de l'échange et soutenant les diverses démarches (ordre de mission, vérification des assurances, conseils aux élèves, demande de visas, gestion financière) ;
- **le ou la documentaliste**, collaborateur précieux pour aider les élèves à se documenter, à communiquer avec leurs correspondants, à travailler sur leur dossier ;
- **l'infirmière** jouant un rôle important dans la préparation du départ selon le pays de destination ;
- **les personnels techniques** sollicités pour l'accueil des partenaires dans l'établissement et qui doivent être informés du projet au même titre que tous les autres membres de l'établissement ;
- **les partenaires extérieurs** : en fonction du type d'établissement, il sera peut-être fait appel à un soutien matériel, financier ou à toute autre forme d'intervention utile à la mise en place de l'échange.

L'information donnée aux différents acteurs fera mention des objectifs clairement définis dans le projet d'établissement.

Chronologie d'un échange

Partons du principe que le partenaire est identifié, que les objectifs ont été définis en commun, que le projet est structuré, que les financements sont trouvés, qu'un tableau de bord de suivi a été établi et que l'évaluation finale a été envisagée.

1. Avant le départ

- Inscrire le projet en temps voulu à l'ordre du jour du premier Conseil d'administration de l'établissement : les porteurs du projet le présentent devant les représentants des personnels, des parents d'élèves, des participants extérieurs, afin qu'il soit intégré au projet d'établissement de l'année scolaire en cours.
- Diffuser une information générale aux différents acteurs sur le projet dans ses grandes lignes, avec mention d'un souhait d'adhésion de la part de tous.
- Établir un planning de rencontres avec l'administration, l'équipe pédagogique, les enseignants porteurs du projet, les élèves et les familles, afin de faciliter la mise en place de l'échange et la répartition des tâches.
- Définir les modalités de communication avec le partenaire : fréquence, personnes contacts, moyens.

A - Aspects administratifs : papiers et documents, démarches

Passer les frontières

- le professeur principal peut être celui ou celle qui initiera les élèves aux notions de frontière et de civisme,
- il ou elle pourra également vérifier que tous les papiers d'identité sont en règle avant le départ (pointage minutieux longtemps avant le départ).

Le ministère des Affaires étrangères propose sur son site une rubrique destinée aux voyageurs, à consulter pour savoir exactement ce que les pays exigent comme documents. Il est important de distinguer les élèves mineurs des élèves majeurs, les élèves issus des États membres de l'Union européenne de ceux qui sont ressortissants de pays tiers.

Site à consulter : www.diplomatie.gouv.fr

Rubrique : « conseils aux voyageurs ».

Il est également conseillé de contacter très tôt les **services consulaires** du pays de destination en leur donnant des précisions sur votre projet. En effet, selon le type de séjour envisagé, les démarches peuvent varier (tourisme, travail bénévole).

Dans la majorité des cas, pour les pays de l'Union européenne, il faut une **carte d'identité** ou un **passport valide** pour toute la durée du séjour et une **autorisation de sortie du territoire** pour les élèves mineurs (documents à faire établir par la mairie du lieu d'habitation). En ce qui concerne les voyageurs non issus de l'Union européenne, il faut s'adresser aux services consulaires du pays de destination qui préciseront les démarches à suivre. Il est également

possible d'obtenir une **autorisation collective de sortie du territoire** authentifiée par la préfecture par l'intermédiaire du chef d'établissement qui en fait la demande et produit les documents nécessaires.

Toutes ces démarches prennent du temps. De plus, lorsqu'un passeport est exigé, il doit être établi au nom du voyageur c'est-à-dire de l'élève. Enfin, il faut également du temps et de l'argent pour obtenir un visa.

Par mesure de précaution, faire une photocopie de ses papiers personnels et la conserver chez soi en cas de perte ou de vol des originaux pendant le voyage. De plus, il est utile d'avoir sur soi les coordonnées des services consulaires et de l'Ambassade de France pendant le séjour.

Enfin, en raison des événements qui pourraient affecter le pays destiné, il est recommandé de consulter **la cellule de veille du ministère des affaires étrangères** qui délivre les dernières recommandations en matière de sécurité.

Lors de la réservation anticipée des titres de transport, il est conseillé d'essayer de négocier la gratuité pour les accompagnateurs et un tarif de groupe pour les élèves.

S'assurer

L'assurance des élèves contre les accidents subis (individuelle, corporel) ou causés (responsabilité civile) est obligatoire pour les activités de voyage à l'étranger.

Pour les personnels éducatifs, ils seront indemnisés par l'État en « accident du travail » ou « de service » s'ils peuvent justifier d'un ordre de mission délivré par l'autorité hiérarchique.

De plus, une assurance « **rapatriement** » s'impose.

Enfin, il est fortement conseillé pour tous les personnels d'encadrement (collaborateurs bénévoles compris) de souscrire une assurance individuelle pour les accidents subis ou causés hors service.

À propos de la santé des voyageurs

L'infirmière, en liaison avec le médecin scolaire, sera la mieux placée pour informer les participants des différentes démarches à entreprendre et pour donner les conseils d'hygiène et de sécurité.

En fonction de la destination, on parlera de vaccinations, d'hygiène corporelle, de risques infectieux encourus d'ordre digestif et cutané, d'adaptation aux conditions climatiques (protection scolaire cutanée et oculaire, hydratation...), de traitements préventifs.

Chaque participant sera responsable de sa propre santé : son vécu médical, ses vaccinations, ses traitements, ses régimes alimentaires. Une rencontre avec l'infirmière peut s'avérer utile.

B - Aspects pratiques

Ces mises au point proches du départ peuvent être l'occasion de faire se rencontrer les familles, les élèves, les membres de l'encadrement et l'administration afin de rappeler les objectifs d'un tel projet et les attentes des participants. Il s'agit d'une ultime préparation au départ. On pourra parler :

- des aspects vestimentaires (en fonction du climat, des activités prévues, des usages locaux),
- du matériel utile (appareil photo, outils, cadeaux, trousse de soins, argent de poche),
- des documents à emporter (billets, papiers d'identité, dossier du projet),
- du lieu et de l'heure de rendez-vous donnés avec précision pour vérifier que tous ont bien leurs papiers d'identité avant de monter dans le train ou dans l'avion.

Pendant le voyage

Il est bon de noter tout au long du séjour les remarques de tous ordres servant ainsi à mieux gérer un échange futur. Au niveau pédagogique, dans la perspective de l'évaluation et de la valorisation du projet, il est intéressant de faire rédiger par les élèves un journal de bord quotidien sur lequel ils noteront toutes leurs activités et toutes leurs réflexions. Ils pourront également prendre des photos pouvant illustrer un éventuel compte rendu, mais avec le souci du respect des personnes et des habitudes. Quelques conseils de conduite sont à rappeler. Il faut aussi profiter d'être sur place pour réfléchir à la poursuite de l'échange et pour ramener des documents et de l'information utiles, voire même en prévision de futurs nouveaux projets.

Après le voyage

Sans trop tarder après le retour, il est souhaitable de réunir les participants pour effectuer un bilan et peut-être faire remplir un questionnaire permettant de fixer les impressions « à chaud » avant que ne s'estompent les souvenirs. L'évaluation à caractère scolaire peut se faire en réunion plénière avec les élèves, de manière à débattre tous ensemble des problèmes rencontrés, des aspects positifs et de l'impact d'un tel projet à titre individuel et sur l'ensemble de l'établissement.

Le projet doit aussi donner lieu à une valorisation des « résultats » :

- un compte rendu à lire et à remettre aux membres du Conseil d'administration,
- une diffusion au niveau de l'établissement (exposition, soirée...) incluant les parents d'élèves,
- des remerciements à tous les acteurs et partenaires,
- un contact de retour avec le partenaire du pays d'accueil.

20. La coopération internationale englobe toutes les formes de coopération conduites à partir d'organisations gouvernementales, non gouvernementales et de collectivités territoriales.
21. Mise en place par l'association Culture et développement d'une « charte du don de livres » utile à ceux qui s'intéressent au sujet.
22. Voir la fiche « Répondre à une demande d'envoi de matériel ».

DES PARTENARIATS RÉUSSIS

Fiche 1

PREMIER DEGRÉ

ACTEURS / PORTEURS DU PROJET

École élémentaire
10 rue des Écoles 25220 Roche-lez-Beaupré
Tél. : 03 81 55 65 61
Enseignantes des classes de CP et CE1.

TITRE DU PROJET – DE L'OPÉRATION

Réalisation d'une fresque pour un orphelinat du sud de l'Inde (décembre 2003 – juin 2004).

LE PROJET : HISTORIQUE, CONTEXTE

Une artiste et habitante de Roche lez Beaupré, s'est adressée à nous pour associer deux classes de l'école à un projet artistique.

Une association humanitaire, « Ciao kids », fondée par une femme suisse a créé un orphelinat recueillant des enfants handicapés dans la région de Bangalore, en Inde du sud. Les locaux de cet orphelinat sont composés d'un groupe de petites maisons, actuellement blanches, sur lesquelles l'artiste ira installer une fresque.

OBJECTIFS

- Ouverture des élèves de Roche à d'autres réalités : culturelles (découverte d'un pays différent du leur), économiques (réflexions sur le thème de la pauvreté et les moyens de la combattre) et sociales (sensibilisation des élèves aux problèmes des handicapés).
- Développement des compétences des élèves (expression écrite, expression artistique, manipulation de l'ordinateur, travaux en groupe).

DESCRIPTION (activités, démarche)

Cette fresque est le fruit de la combinaison d'une production peinte sur bois par les enfants, à Roche, et d'une œuvre peinte par l'artiste sur le lieu de l'installation, en Inde. La production des enfants a été réalisée au cours d'un atelier de pratique artistique tout au long de l'année, pendant le temps scolaire.

Madame Molard est intervenue auprès des enfants environ dix séances pour chaque classe et les élèves ont poursuivi leurs recherches, essais, et réalisations avec les enseignantes des deux classes concernées. La contribution des enfants à cette œuvre représentait une action d'enfants français en direction d'enfants d'un autre pays, très pauvres, et atteints de handicaps importants. Outre sa dimension artistique, ce projet contenait donc une importante dimension de solidarité internationale.

Activités

- Réalisation des éléments d'une fresque pour les murs de l'orphelinat de l'Olivia Home, à Jageri, au Karnataka.

- Début de correspondance avec des enfants du village de Jageri.
- Lecture d'albums, de contes indiens, de documentaires.
- Écoute de musiques de l'Inde.
- Intervention de Récidev.

Démarche :

Travail des élèves en atelier pour la réalisation de la fresque : recherche des thèmes de la fresque, qui sera installée sur plusieurs murs de l'orphelinat. Thèmes retenus : les personnages d'un conte, le village de Roche-lez-Beaupré, les animaux de notre région, les activités des enfants, le mot « Bienvenue » écrit en kannara.

CALENDRIER DE RÉALISATION DU PROJET depuis sa mise en œuvre (différentes étapes) jusqu'à l'année scolaire 2003-2004

Année	Action mise en œuvre
2003	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des éléments d'une fresque pour les murs de l'orphelinat de l'Olivia Home, à Jageri, au Karnataka. - Début de correspondance avec des enfants du village de Jageri. - Lecture d'albums, de contes indiens, de documentaires. - Écoute de musiques de l'Inde. - Envoi en Inde de messages, dessins, questions des enfants de Roche à ceux de Jageri, grâce à la venue en France d'Édith Stecher, responsable de l'association Ciao kids, qui apporte un manuel scolaire utilisé par les enfants de Jageri.
2004	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des actions débutées en 2003. - Intervention de Récidev. - Exposition des réalisations des enfants à Roche-lez-Beaupré. - Expédition en Inde des éléments de la fresque.

PARTENAIRES SUR LA DURÉE DU PROJET**Partenaires financiers**

<i>État</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Éducation Nationale • Inspection académique du Doubs • Rectorat : DARIC • DRAC
<i>Collectivité</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Association de parents d'élèves de Roche

Partenaires logistiques

<i>Associations</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Viviane Molard • Ciao Kids • Récidev
---------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------

BUDGET DEPUIS LE DÉBUT DU PROJET

Budget 2003

DÉPENSES	RECETTES
Animation Récidev	Éducation nationale
Adhésion de l'école	Rectorat DARIC ... 152,40 €
à Récidev 30,50 €	
3 heures d'animation .. 69,00 €	
heures de préparation .. 46,00 €	
frais de déplacement ... 6,90 €	
TOTAL 152,40 € 152,40 €

Budget 2004

DÉPENSES	RECETTES
Partenaire artistique	Éducation nationale
45 heures 1 680,00 €	Inspection
Fonctionnement	académique 1 680,00 €
- fournitures	Rectorat DARIC ... 200,00 €
pour l'atelier 413,47 €	
- documents	Association de parents
<i>Livres sur l'Inde</i> 9,80 €	d'élèves 400,00 €
- autres fournitures ... 176,73 €	
TOTAL 2 280,00 € 2 280,00 €

ÉVALUATION

Objectifs atteints

- Ouverture des élèves de Roche à un autre pays, différent du leur, sur le plan culturel et économique.
- Connaissance de l'existence d'autres écritures que la nôtre, à travers le kannara, langue du Karnataka.

Objectifs en cours

- Réalisation de la fresque
- Échange, par le biais d'une réalisation artistique, entre des enfants français et des enfants indiens.
- Développement d'une correspondance entre des enfants des deux pays.
- Réflexions sur le thème de la pauvreté et des moyens de la combattre.
- Développement des compétences des élèves en expression écrite.
- Développement des compétences des élèves en expression artistique.
- Développement des compétences des élèves dans la manipulation de l'ordinateur : traitement de texte, recherches documentaires.
- Développement des compétences des élèves dans les travaux en groupe.
- Sensibilisation des élèves aux problèmes des handicaps.

PROLONGEMENTS – PERSPECTIVES

La correspondance pourra être développée et poursuivie, ainsi que les réflexions et recherches d'actions sur le thème de la pauvreté.

ÉTABLISSEMENT

Collège Claude-Nicolas Ledoux
129 rue du Val d'Amour 39100 Dole
Email : club-tunisie-ledoux@ac-besancon.fr
Tél. : 03 84 82 11 22 Fax : 03 84 82 89 69

PORTEURS DU PROJET

Enseignant.
Discipline : histoire-géographie, français, SVT.
Attribution dans la gestion du projet : coordonnateur des projets Tunisie.
Autres porteurs du projet : enseignants (lettres, mathématiques, sciences et vie de la terre, anglais).

TITRE DU PROJET – DE L'OPÉRATION

- En 2003-2004 : opération « Ettaoun » (Coopération)
Début du projet : 1^{er} septembre 2003.
Fin du projet : 30 juin 2004.
- 2002-2003 : opération « El Ittihad » (Solidarité).
- 2001-2002 : opération « M'Razigues » (nom donné aux citoyens de Douz).

CONTEXTE – ENVIRONNEMENT SPÉCIFIQUE

- Projets conduits dans le cadre d'un partenariat Nord - Sud entre le collège Ledoux de Dole et le lycée El Imtyez de Douz (sud de la Tunisie).
- Partenariat validé par le Recteur de l'académie de Besançon en mai 2000.
- Projets constituant un axe du projet d'établissement du collège Ledoux.
- Projets mis en œuvre par une classe de 3^e, préfigurant une classe à option « Education au développement et à la solidarité internationale » (projet proposé à l'ensemble des élèves de 4^e – le seul critère de recrutement est la motivation des élèves). Les élèves de la classe constituent également le club Tunisie du Foyer socio-éducatif. Cette structure a été adoptée à l'unanimité par le Conseil d'administration du collège.
- Les élèves Tunisiens engagés dans le projet sont également regroupés au sein d'un club.

CONTENU DU PROJET (actions mises en œuvre)

Les projets Tunisie mis en œuvre au collège Ledoux repose sur deux axes :

- un projet pédagogique commun et élaboré conjointement par l'équipe franco-tunisienne. En 2003-2004, les deux établissements ont choisi de travailler sur la thématique

du développement durable déclinée en trois points et dans les deux régions partenaires : l'évolution climatique, ses conséquences sur les paysages et les activités humaines ; les échanges humains entre la France et la Tunisie ; le commerce des dattes de Douz à Dole, vers un commerce équitable ?

- des échanges interculturels en réciprocité : séjour des élèves de Dole à Douz en octobre ; séjour des élèves de Douz à Dole en mars. L'hébergement a lieu dans les familles et chaque élève a son correspondant. Les excursions sont programmées en fonction du projet pédagogique.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Ces projets s'insèrent dans une éducation au développement durable et à la solidarité internationale.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Éducation au développement durable dans l'esprit « penser globalement, agir localement ».
- Éducation à l'environnement au Nord comme au Sud.
- Éducation à la citoyenneté : découverte d'une autre culture, formation à la citoyenneté euroméditerranéenne et mondiale (montrer que ce qui nous unit est plus fort que nos différences).
- Découverte de nouvelles méthodes de travail : recherche documentaire, prise de notes sur le terrain, photographie, sélection et présentation des informations pour le site Internet.
- Conduite d'un travail en autonomie (pédagogie de projet).
- Utilisation des technologies de l'information et de la communication.
- Apprentissage de la communication : s'adresser à un public pour lui présenter le projet, répondre aux questions des journalistes.

DÉMARCHE – MÉTHODE

- Travail en collaboration avec l'équipe de direction de l'établissement (principal, principal-adjoint, gestionnaire) qui soutient le projet.
- Constitution d'une équipe soudée : les contacts entre les animateurs doivent être fréquents, faciles et reposer sur un partage des tâches. Il doit y avoir également une grande complicité et des échanges fréquents avec l'équipe de l'établissement partenaire.
- Présentation du futur projet à l'ensemble des élèves de 4^e intéressés et de leurs familles en mars (un an avant la mise en œuvre de l'opération) ; engagement des élèves et de leurs parents par un contrat signé.
- Création d'un club au Foyer socio-éducatif fonctionnant chaque mardi de 16h00 à 18h00 (une heure sur temps

scolaire, une heure hors-temps scolaire) à partir de la rentrée de septembre. En Tunisie, le club fonctionne le vendredi après-midi (demi-journée consacrée aux activités péri-éducatives).

- Création d'une « classe à projet » pour la rentrée de septembre réunissant les vingt-huit élèves engagés dans l'opération en 2003-2004. Cette structure permet aux enseignants mobilisés dans le projet et ayant en charge la classe de réinvestir en cours le travail effectué dans le cadre du club.
- Participation des élèves à la recherche de solutions de financement permettant notamment la venue des partenaires tunisiens.
- Initiation à l'arabe par deux jeunes dolois d'origine tunisienne.
- Accueil réciproque dans les familles au moment des échanges.
- Participation aux manifestations de solidarité internationale sur le plan local ou régional : Semaine de la solidarité internationale, concours « Bouge ta planète », opération « 1 000 défis pour la planète ».
- Le compte-rendu du travail de l'année prend la forme d'un site Internet franco-tunisien, enrichi chaque année d'un nouveau chapitre (www.dole-douz.fr.st).

CALENDRIER DE RÉALISATION DU PROJET **depuis sa mise en œuvre (différentes étapes)** **jusqu'à l'année scolaire 2003-2004**

Année	Action mise en œuvre
2001/02	Opération « M'Razigues » <i>Thème</i> : l'eau et la protection de l'environnement à Dole et à Douz.
2002/03	Opération « El Ittihad » <i>Thème</i> : le développement durable décliné en trois axes à Dole et à Douz. - Agriculture et développement durable - Energie et développement durable - Tourisme et développement durable
2003/04	Opération « Ettaoun » <i>Thème</i> : le développement durable décliné en trois nouveaux axes à Dole et à Douz. - L'évolution climatique et ses conséquences sur les paysages et les activités humaines - Les échanges humains entre la France et la Tunisie - Le commerce des dattes, de Douz à Dole. Vers un commerce équitable ?

Les projets « M'Razigues » et « El Ittihad » sont déjà en ligne sur le site internet Dole-Douz (www.dole-douz.fr.st). Le projet « Ettaoun » le sera à la fin du mois de juin 2004.

PARTENAIRES SUR LA DURÉE DU PROJET

Partenaires financiers

État (France)

- Institut Français de la Coopération (Ambassade de France à Tunis)
- Délégation Académique aux Relations Internationales et à la Coopération (Ministère de l'Éducation nationale)
- Pôle Académique de l'Innovation (Ministère de l'Éducation nationale)
- Direction Régionale de l'Environnement
- Direction Régionale Jeunesse et Sports
- Fonds d'Action et de Soutien pour l'Intégration et la lutte contre les Discriminations (seulement en 2002-2003)

Collectivités

- Conseil général du Jura
- Conseillers généraux de l'agglomération doloise (Fonds Départemental d'Animation Locale)
- Comité de jumelage de la ville de Dole (prestations en nature)

Association

- Foyer socio-éducatif du collège Ledoux
- Association de parents d'élèves

Partenaires logistiques

État (France)

- Institut Français de la Coopération (Ambassade de France à Tunis)
- Délégation Académique aux Relations Internationales et à la Coopération (Ministère de l'Éducation nationale)
- Pôle Académique de l'Innovation (Ministère de l'Éducation nationale)
- Direction Régionale de l'Environnement

État (Tunisie)

- Direction Régionale de l'Enseignement (Gouvernorat de Kebili – Tunisie)

Associations

- Foyer socio-éducatif du collège Ledoux
- Centre de Ressources de la Coopération décentralisée en Franche-Comté (CERCOOP)
- Plate-forme doloise des associations de solidarité internationale

Bénévoles

- Initiation à l'arabe.

BUDGET DEPUIS LE DÉBUT DU PROJET

ANNÉE DU PROJET : BILAN FINANCIER DE L'OPERATION « M'RAZIGUES » 2001-2002

RECETTES	DÉPENSES
Subventions	Dépenses éducatives
Ministère Education nationale (DARIC) 1 524,49 €	Abonnement Réceiv 30,89 €
Ministère des Affaires Étrangères 2 286,74 €	Achats livres 32,78 €
(Institut Français de la Coopération)	
Ministère de l'Environnement (DIREN) 1 524,49 €	Frais de transport :
Ministère de la Jeunesse et des Sport (DDJS) 400,00 €	- <i>Séjour des Français à Douz</i>
Conseil général du Jura 1 524,49 €	Billets d'avions 7 075,16 €
Conseillers généraux du Jura 457,35 €	Bus (Dole / Lyon AR) 945,48 €
Ville de Dole (Comité de Jumelage) : mise à disposition bus	- <i>Séjour des Tunisiens à Dole</i>
	Participation billets d'avion 3 351,20 €
Participations diverses :	Bus (Dole / Lyon AR) 1 074,00 €
Participations familles françaises 5 572,77 €	Excursions visites :
Foyer Socio Educatif du Collège Ledoux 896,40 €	Séjour des Français à Douz (frais déplacement, repas) 555,84 €
Participation Club M'Razigues 927,94 €	Séjour des Tunisiens à Dole (frais déplacement, repas) 1 710,70 €
Fonds social collégien 128,82 €	
	Frais annexes :
TOTAL : 15 243,49 €	Boissons (achat eau minérale en Tunisie) 46,10 €
	Assurance annulation 178,37 €
	Assurance MAIF 52,27 €
	Pharmacie / communication / accueil 191,10 €
	TOTAL : 15 243,49 €

ANNÉE DU PROJET : BILAN FINANCIER DE L'OPERATION « EL ITTIHAD » 2002-2003

RECETTES	DÉPENSES
Subventions	Dépenses éducatives
Ministère Education nationale (DARIC) 2 300,00 €	Abonnement Réceiv 30,50 €
Pôle académique de l'innovation (MEN) 150,00 €	Tirages photos 100,00 €
Ministère des Affaires Etrangères	Achats livres + cassettes vidéos 50,00 €
(Institut Français de la Coopération) 3 000,00 €	Frais de communication 250,00 €
Ministère de l'Environnement (DIREN) 800,00 €	
Ministère du Budget (FASILD) 1 000,00 €	Frais de transport :
Ministère de la Jeunesse et des Sports 400,00 €	- <i>Séjour des Français à Douz</i>
Conseil général du Jura 1 600,00 €	Billets d'avions 8559,10 €
Conseillers généraux du Jura 750,00 €	Bus (Dole / Lyon AR) 1 074,00 €
Ville de Dole (Comité de Jumelage) 750,00 €	- <i>Séjour des Tunisiens à Dole</i>
	Participation billets d'avion 3 925,30 €
Participations diverses :	Bus (Dole / Lyon AR) 1074,00 €
Participations familles françaises 8 000,00 €	Excursions visites :
Foyer Socio Educatif du Collège Ledoux 1 296,00 €	Séjour des Français à Douz (frais déplacement, repas) 795,00 €
Fonds social collégien 100,00 €	Séjour des Tunisiens à Dole (frais déplacement, repas) 2 562,70 €
Don APE 500,00 €	
Concours « Bouge ta planète » 600,00 €	Frais annexes :
	Boissons (achat eau minérale en Tunisie) 140,00 €
TOTAL : 21 246,00 €	Assurance annulation 156,00 €
	Passeport collectif 60,00 €
	Pharmacie 32,10 €
	Accueil (badges + décoration) 250,00 €
	Réception soirée du 20/06/03 (inauguration site) 100,00 €
	Opération « tee-shirt 2002-2004 » (logo tunisie) 634,00 €
	Provision pérennité action 1 453,30 €
	TOTAL : 21 246,00 €

ANNÉE DU PROJET : BUDGET DE L'OPERATION « ETTAOUN » 2003-2004

RECETTES	DÉPENSES
Subventions attendues ou déjà reçues (DR)	Dépenses éducatives
Ministère Education nationale (DARIC) (DR) 1000 € 2 300 €	Abonnement Récidev 31 €
Pôle académique de l'innovation (MEN) 100 €	Achats logiciels et cédéroms 100 €
Ministère des Affaires Etrangères	Achats livres 100 €
(Institut Français de la Coopération) (DR) 3 000 €	Fournitures diverses 69 €
Ministère de l'Environnement (DIREN) 800 €	Frais de communication 200 €
Ministère du Budget (FASILD) 400 €	
Ministère de la Jeunesse et des Sport (DRJS) (DR) 2 000 €	Frais de transport :
Conseil général du Jura 2 000 €	- <i>Séjour des Français à Douz</i>
Ville de Dole (comité de Jumelage) 500 €	Billets d'avion 9 610 €
	Taxe aéroport 806 €
Participations diverses :	Bus (Dole/Lyon AR) 1 200 €
Participations familles françaises 8 370 €	- <i>Séjour des Tunisiens à Dole</i>
Foyer socio éducatif du Collège Ledoux 1 296 €	Participation billets d'avion 2 790 €
Participation Club Tunisie 880 €	Bus (Dole/Lyon AR) 1 200 €
	Excursions visites :
TOTAL : 21 646 €	Séjour des Français à Douz (frais déplacement, repas) 950 €
	Séjour des Tunisiens à Dole (frais déplacement, repas) 4 080 €
	Frais annexes :
	Boissons (achat eau minérale en Tunisie) 200 €
	Assurance annulation 250 €
	Passeport collectif 60 €
	TOTAL : 21 646 €

APPUI LOGISTIQUE

MIS À DISPOSITION DU PROJET

- Utilisation des locaux et du matériel du collège.
- Aide à la recherche de partenaires (DARIC, CERCOOP, DIREN).
- Mise à disposition d'un bus pendant le séjour des élèves tunisiens (Comité de jumelage).
- Conseils au montage des dossiers pour les demandes de subventions (CERCOOP, DARIC).
- Formalités administratives (Institut Français de la Coopération, DARIC).

COMMUNICATION – VALORISATION DU PROJET

- Réalisation de montages vidéo et multimédia pour chaque projet.
- Création d'un site Internet franco-tunisien.
- Couverture médiatique par la presse locale et régionale.
- Participation à la Semaine de la Solidarité Internationale, au concours régional « Bouge ta planète » (l'opération « M'Razigues » a été lauréate du concours dans la catégorie « échanges interculturels »), à l'opération « 1 000 défis pour ma planète ».
- Nombreuses interventions des membres de l'équipe « Tunisie » du collège Ledoux pour présenter l'originalité de ce partenariat Nord/Sud dans le cadre de rencontres ou de stages organisés par l'IUFM et la DARIC.

TRANSFERT – RESTITUTION

- Réinvestissement des acquis dans le travail scolaire quotidien. Réel enrichissement et approfondissement du travail scolaire traditionnel : par exemple, l'approche du monde actuel en histoire et géographie (notamment les inégalités Nord-Sud) est directement empreinte de l'expérience vécue au cours de l'année.
- Développement de nouvelles compétences chez les élèves réutilisables dans le travail scolaire quotidien : prendre la parole en public, travail en autonomie, conduite d'un projet.
- La restitution est réalisée dans le cadre du site Internet franco-tunisien et des montages vidéo et multimédia.

ÉVALUATION

Au niveau des élèves

- Le regroupement des élèves dans une seule classe a permis la constitution d'un groupe soudé et fortement motivé par une pédagogie de projet, un projet librement choisi par tous, favorisant leur implication, leur mobilisation tout au long de l'année.
- Sensibles aux inégalités et à la solidarité, les élèves ont pu découvrir grâce au projet Tunisie la notion d'engagement dans un projet solidaire et équitable. Beaucoup d'entre eux ont ainsi pris conscience de l'importance de l'engagement associatif du citoyen ; certains envisagent même une voie professionnelle en relation avec la coopération internationale.

- Certains élèves en difficulté, dynamisés par l'effet de groupe et l'objectif commun, ont retrouvé une motivation face au travail scolaire traditionnel. Leurs résultats ont progressé et ils ont retrouvé le plaisir de venir au collège.
- Incidence sur l'avenir personnel et citoyen de l'élève : beaucoup de parents disent que leur enfant est revenu transformé par son séjour, qu'il porte un autre regard sur le monde, sur les travailleurs immigrés vivant en France. Par ailleurs, le site Internet met en relation avec des étudiants intéressés par nos projets et qui à leur tour, nous font découvrir, ainsi qu'à nos élèves, les formations existantes dans le domaine de l'aide au développement et à la coopération.

Au niveau des familles

Des projets d'une telle envergure ne peuvent se concevoir sans une forte implication des familles de Dole et de Douz. Régulièrement associées à l'avancée du projet, des liens se sont tissés entre familles se concrétisant, pour certaines, par un premier séjour à Douz.

Au niveau de l'établissement

L'originalité des projets « Tunisie », les échanges en réciprocité et les nombreux articles de presse s'y rattachant, contribuent à donner une image positive et dynamique du collège Ledoux dans la ville et dans l'académie. Les projets « El Ittihad » et « Ettaoun » ont été reconnus comme actions innovantes par le Pôle académique de l'Innovation de l'académie de Besançon.

Le collège Ledoux est désormais connu pour son engagement dans l'éducation au développement et les animateurs des projets « Tunisie » sont régulièrement sollicités pour faire part de leur expérience.

Évaluation des réalisations

- Le nombre de personnes intéressées par les manifestations organisées par le collège Ledoux dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale, la présence d'associations de solidarité internationale montrent la pertinence des thèmes retenus et la qualité du travail.
- L'évaluation directe des projets a lieu à la fin de l'année scolaire, lors de la présentation du nouveau chapitre du site Internet franco-tunisien. Il s'agit alors de mesurer l'intérêt suscité par ce site.
- Le nombre important de visiteurs des premiers chapitres du site Internet franco-tunisien et les messages d'encouragement reçus par les visiteurs démontrent l'intérêt suscité par ce travail notamment auprès d'étudiants, d'enseignants ou d'élus. Il convient d'ailleurs de signaler que le site « Dole-Douz » a été référencé par le site Internet du « Café pédagogique » dans son numéro 31.

PROLONGEMENTS – PERSPECTIVES

Perennisation du partenariat scolaire qui a pris une dimension pluriannuelle.

Élargir le partenariat

- Continuer à travailler à l'élaboration d'un partenariat de villes et à la mise en place d'une convention de coopération décentralisée entre la ville de Dole et la ville de Douz qui sont de taille comparable.
- Faire en sorte que les premiers contacts pris entre l'hôpital de Dole et l'hôpital de Douz donnent naissance à une coopération réelle.
- Travailler avec le monde associatif sur des projets communs voire envisager la création d'une association dont l'objectif serait de promouvoir la coopération et les échanges entre Dole et Douz.

ÉTABLISSEMENT

Lycée Granvelle (LEGTA de Besançon)
25410 Dannemarie sur Crête
Email : legta.besancon@educagri.fr
Tél. : 03 81 58 61 41 Fax : 03 81 58 61 83

PORTEUR DU PROJET

Enseignant
Discipline : zootechnie et économie locale en BTSA ACSE.
Attribution dans la gestion du projet : coordonnateur.

TITRE DU PROJET – DE L'OPÉRATION

Analyse de développement local en pays Sud.
Analyse de développement local et appui à un micro-projet de développement en partenariat avec des ONG implantées à Vélingara, Haute Casamance au Sénégal.
Début du projet : ce projet fait suite à des démarches similaires commencées depuis 1999 en pays Sud (Mali).
Fin du projet : elle sera fixée en fonction du financement des ONG et de leur capacité à poursuivre les actions localement.

CONTEXTE – ENVIRONNEMENT SPÉCIFIQUE

- Comprendre les enjeux et les possibilités du développement local, c'est-à-dire : analyser les freins et les leviers pour satisfaire aux attentes de développement durable exprimées par la population locale.
- Porter un regard extérieur et capitaliser les expériences réalisées par deux ONG, VSF (Vétérinaires sans Frontières) et AFDI (Agriculteurs Français et Développement International).
Leur projet consiste en un appui aux agropasteurs dans l'intensification des productions animales (en particulier par une meilleure valorisation de la brousse et une lutte contre la désertification), ainsi qu'un appui aux organisations paysannes régionales pour structurer, mettre en œuvre et faire remonter leurs attentes en termes de développement local.

CONTENU DU PROJET (actions mises en œuvre) OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- Découvrir des cultures sociales différentes.
- Faire vivre la francophonie entre jeunes Sénégalais et jeunes Français au travers d'échanges techniques et culturels.
- Apporter un autre regard sur les conditions de vie en France (moins mythique) et sur la valorisation du métier de paysan.
- Découvrir des systèmes agraires particuliers, comprendre leurs origines historiques et les évolutions récentes. Faire des parallèles avec ce que nous avons connu en France.
- Analyser et comprendre les mécanismes complexes du développement local dans une région à forte tradition et dans un contexte local (climat, techniques, hommes) très différent.
- Analyser la démarche de montage et d'appui à projet de développement endogène (la demande des éleveurs de cette région appuyée par VSF et l'AFDI de Bourgogne/Franche-Comté).
- Étudier et comprendre les enjeux de la mondialisation de l'agriculture et de l'OMC vus sous l'angle d'un territoire en recherche de développement.
- Mettre en œuvre une action de développement : enquête sur les attentes, observation des pratiques d'élevage, formation à la gestion d'une micro-entreprise à partir de documents élaborés par avance.
- Sensibiliser les futurs professionnels agricoles francs-comtois à un autre regard sur le monde.
- Provoquer éventuellement une demande de formation de la part des producteurs sénégalais, demande susceptible d'être satisfaite soit par les étudiants, soit par l'appareil de formation (LEGTA, EIL).

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Ces actions font partie intégrante de la formation et donnent lieu à deux évaluations certificatives, comptabilisées pour l'obtention du diplôme (contrôle en cours de formation). Les objectifs spécifiques correspondent donc à ceux du programme.

DÉMARCHE – MÉTHODE

- Dans le cadre des enseignements disciplinaires et pluridisciplinaires et à l'aide d'intervenants extérieurs (demande faite auprès du réseau Sénégal du ministère de l'agriculture), sensibilisation préalable des étudiants à la dynamique des systèmes agraires, au développement local et au commerce mondial de produits agricoles. Intervention de l'animateur régional AFDI de Bourgogne – Franche-comté.
- Sensibilisation des étudiants aux cultures, traditions africaines, ainsi qu'au cadre de vie socio-économique des Sénégalais et des paysans du sud. Organisation d'une journée sur le commerce équitable dans le lycée (« Un

peu de sud dans votre café », organisée avec le réseau éducation au développement (RED) du ministère de l'agriculture en novembre 2002). Organisation d'activités autour du développement durable et solidaire par l'animation DECOODE (jeux de rôle sur le développement durable et la coopération internationale avec le réseau éducation au développement du ministère de l'agriculture en novembre 2003).

- Intervention de l'association RÉCIDEV de Besançon et recherches bibliographiques.
- Interventions de l'animateur de réseau, chargé de mission auprès de la DGER (ministère de l'agriculture).
- Recherche de financement par les étudiants auprès des OPA régionales et d'organismes nationaux, réalisation des vendanges (septembre 2002) et organisation de diverses manifestations (bal, vente de produits régionaux, inventaires d'hypermarché).

- Déroulement en trois temps

Tout d'abord, réalisation d'un travail de visites, d'enquêtes et d'interviews des principaux acteurs du développement local :

- Établissements de formation, écoles villageoises et lycée.
- Agropasteurs et diverses productions agricoles, de céréales, de maraîchage, de vente (coton, arachide) et d'élevage.
- Entreprises traditionnelles et novatrices (micro-laiteries), artisanat local.
- Projet de développement de l'état (barrage et irrigation de la SODAGRI).
- Villages et associations villageoises.
- Encadrement de l'agriculture (Maisons des éleveurs, Service d'appui au monde rural et diverses organisations paysannes).
- Organisation sanitaire et médecine traditionnelle.
- Caisses de micro-crédit.
- Responsables politiques locaux.
- ONG.

Puis, étude des actions déjà mises en œuvre par nos partenaires (VSF et AFDI de Bourgogne/Franche-Comté).

Enfin, partage de la vie en village et relations d'échanges entre les jeunes.

CALENDRIER DE RÉALISATION DU PROJET depuis sa mise en œuvre (différentes étapes) jusqu'à l'année scolaire 2003-2004

Année	Action mise en œuvre
2002	« Un peu de sud dans votre café »
2003	Voyage d'étude et de développement au Mali (vingt-six étudiants durant 2 semaines) « DECOODE » - Agriculture et développement durable - Energie et développement durable - Tourisme et développement durable
2004	Présentation de l'exposition SOLAGRAL : l'OMC et les agricultures du sud Voyage d'étude et de développement au Sénégal (vingt-quatre étudiants durant 2 semaines)

PARTENAIRES SUR LA DURÉE DU PROJET

Partenaires financiers

- État*
- Réseau Sénégal (DGER) en 2003
 - Lycée Granvelle

Partenaires logistiques

- État*
- RED (DGER) et LAFI BALA
 - Réseau Sénégal (DGER)
 - Lycée Granvelle

- Associations*
- AFDI de BFC
 - VSF (ONG)

- Collectivité*
- Conseil Régional de Franche-Comté

ANNEE DU PROJET : 2002-2003

RECETTES		DÉPENSES	
Lycée et ASC	4 800 €	Intervenants extérieurs	800 €
DGER	3 300 €	Transports	16 000 €
Conseil Régional de Franche-Comté	3 000 €	Hébergement / nourriture	5 800 €
Projets élèves	9 300 €	Vaccins médicaments	2 500 €
Familles	5 200 €	Divers	500 €
TOTAL :	25 600 €	TOTAL :	25 600 €

ANNÉE DU PROJET : 2003-2004

RECETTES		DÉPENSES	
DGER	500 €	DECOODE	1 500 €
Conseil Régional de Franche-Comté	750 €	Transports	13 800 €
Lycée	250 €	Hébergement / nourriture	4 230 €
Lycée et ASC	4 100 €	Divers dont médicaments	2 930 €
Conseil Régional de Franche-Comté	3 000 €		
Projets élèves	6 600 €		
Familles	7 260 €		
TOTAL :	22 460 €	TOTAL :	22 460 €

APPUI LOGISTIQUE

MIS À DISPOSITION DU PROJET

Aide à la formation, sensibilisation des étudiants en préalable (réseaux de la DGER, AFDI).
 Organisation des rencontres sur place (Permanents de VSF).

cipant.
 - Poursuite et renforcement des partenariats.

COMMUNICATION – VALORISATION DU PROJET

Réalisation d'un dossier et d'un montage photo sur cédérom, supports de restitution choisis.

TRANSFERT – RESTITUTION

Restitutions des divers documents (dossier, photos...) auprès de tous les partenaires locaux (intervenants, établissements, villages).

ÉVALUATION

PROLONGEMENTS – PERSPECTIVES

- Évaluation des étudiants dans le cadre de l'examen en cours de formation.
- Réalisation d'un dossier et d'un montage photo numérique, supports de restitution, auprès des élèves de l'établissement, des maîtres de stage, des adhérents des groupes de développement agricole du Doubs et de quelques ONG régionales. L'étude servira de support à deux évaluations prises en compte pour la délivrance de leur diplôme.
- Document de bilan personnel réalisé par chaque parti-

Fiche 4

LYCÉE

ÉTABLISSEMENT

Lycée Professionnel Louis Garnier
29 rue des Cantons - 25400 AUDINCOURT
Tél. : 03 81 36 22 00 Fax : 03 81 36 22 00

PORTEUR DU PROJET

Enseignant.
Discipline : commerce.
Attribution dans la gestion du projet : organisateur, régisseur.

TITRE DU PROJET – DE L'OPÉRATION

LA ROUTE DE L'ESCLAVE
Début du projet : 1999.
Fin du projet : 2005.

CONTEXTE – ENVIRONNEMENT SPÉCIFIQUE

L'établissement fait partie partie du réseau des écoles associées à l'UNESCO, prise de décision d'adhérer à ce projet phare.

CONTENU DU PROJET (actions mises en œuvre)

1999-2000 : Étude sur l'histoire de l'esclavage et le commerce triangulaire. Prise de contacts avec les pays concernés.
2000-2001 : Départ d'une classe d'Audincourt en Martinique (visite de sites, débats).
2001-2002 : Réciprocité de l'échange : venue des Martiniquais (visite de sites, débats).
2002-2003 : Francs-comtois et Martiniquais reçus au Sénégal à Gorée et Thiès (visite de sites, échanges).
2003-2004 : Déplacement des responsables en Martinique afin d'établir un bilan des actions et préparer la venue des Sénégalais soit en Franche-Comté, soit en Martinique.
2004-2005 : Arrivée des Sénégalais.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- Sensibiliser les élèves à l'esclavage ancien et moderne en les impliquant dans une démarche de projet (préparer, agir, évaluer, réagir).
- Développer les capacités d'autonomie, responsabilité, initiative et tolérance par les biais d'une solidarité internationale.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Acquérir des connaissances historiques, géographiques, de mœurs, culture et habitudes différentes (recherches documentaires, organisation et mise en place d'ateliers de danse, cuisine, contes, de débats sur l'esclavage).
- Sensibiliser à la pauvreté et à la solidarité envers les pays africains (collecte de médicaments, jouets distribués sur place).
- Lever le voile sur l'esclavage moderne.

DÉMARCHE – MÉTHODE

- Travail basé sur le volontariat : réunions hebdomadaires hors cours au sein du lycée.
- Travail d'équipe autour des recherches documentaires, budgétaires, de l'organisation des déplacements, de l'organisation des ateliers.
- Grande autonomie des élèves avec prise d'initiatives et de responsabilités.

CALENDRIER DE RÉALISATION DU PROJET depuis sa mise en œuvre (différentes étapes) jusqu'à l'année scolaire 2003-2004

Année	Action mise en œuvre
1999-2000	Lancement du projet, études préliminaires, prises de contact avec partenaires.
2000-2001	Déplacement en Martinique d'élèves d'Audincourt.
2001-2002	Déplacement en Franche-Comté d'élèves de Martinique.
2002-2003	Déplacement au Sénégal d'élèves de Martinique et de Franche-Comté.
2003-2004	Déplacement prévu des professeurs responsables des trois pays en Martinique.
2004-2005	Accueil des Sénégalais (la décision de la destination des Sénégalais doit être prise en janvier 2004 en Martinique).

PARTENAIRES SUR LA DURÉE DU PROJET**Partenaires financiers**

- FRAPIL
- DARIC

Collectivité • Commune

Partenaire logistique

Collectivité • Commune

BUDGET DEPUIS LE DÉBUT DU PROJET

ANNÉE DU PROJET : 2001

RECETTES		DÉPENSES	
FRAPIL	7 622,40 €	Avion	7 853,50 €
Rectorat / PAC	1 524,40 €	Hébergement	1 541,20 €
Commune	399,40 €	Repas	1 254,50 €
Foyer socio-éducatif	1 413,20 €	Spectacle	368,20 €
Établissement	1 524,40 €		
Familles	1 143,30 €		
TOTAL :	13 627,50 €	TOTAL :	11 017,60 €

ANNÉE DU PROJET : 2002

RECETTES		DÉPENSES	
Reliquat 2001	2 609,80 €	Hébergement	2 248,60 €
DARIC	1 158,60 €	Transport	5 797,70 €
Classes à PAC	1 524,40 €	Visite	210,80 €
PAE innovant	381,10 €	Nourriture	2 055,00 €
Dons	228,60 €	Visites sur sites	614,90 €
Budget lycée	304,90 €		
Commune	762,20 €		
Foyer socio-éducatif	3 094,70 €		
TOTAL :	13 113,60 €	TOTAL :	10 957,80 €

ANNÉE DU PROJET : 2003

RECETTES		DÉPENSES	
Report DARIC	960,20 €	Solde négatif 2002	862,60 €
Budget lycée	762,20 €	Séjour au Sénégal	1 471,10 €
Foyer socio-éducatif	842,90 €	Transport Paris	351,60 €
Participation famille	119,90 €		
TOTAL :	2 685,40 €	TOTAL :	2 685,40 €

COMMUNICATION – VALORISATION DU PROJET

- Un cédérom a été réalisé par l'UNESCO lors des ateliers réalisés à Audincourt. Le film tourne actuellement au siège de l'UNESCO à Paris.
- Parution d'articles dans les journaux.
- Témoignages au cours d'une soirée réunissant tous les bénévoles de la mairie d'Audincourt.
- Soirée bilan avec les parents d'élèves.

TRANSFERT – RESTITUTION

- Fascicule sur la Franche-Comté et l'esclavage.

ÉVALUATION

- Des connaissances historiques et géographiques ont été acquises.
- Des capacités de méthode et d'organisation dans le travail ont également été acquises. Des progrès ont été réalisés en terme de tolérance et d'ouverture à l'autre.

- Les élèves ont été sensibilisés aux conditions de vie, aux besoins des pays d'Afrique ainsi qu'au poids de l'esclavage en Martinique et au Sénégal.

PROLONGEMENTS – PERSPECTIVES

- Développement des échanges avec le lycée de Thiès au Sénégal, afin de pouvoir les accueillir soit en Martinique, soit en Franche Comté. Possibilité de mettre en place un système d'aide aux élèves (matériel) afin de leur permettre de suivre leurs études dans de bonnes conditions.

Fiche 5

LYCÉE

ÉTABLISSEMENT

Lycée BTP les Graviers Blancs
8 Nikolaus Mercator 25000 Besançon
Email : 0250013@ac-besancon.fr
Tél. : 03 81 47 60 60 Fax : 03 81 47 60 61

PORTEUR DU PROJET

Enseignant.
Discipline : économie de la construction en BTP.
Attribution dans la gestion du projet : chef de projet.

TITRE DU PROJET – DE L'OPÉRATION

Éducation à la citoyenneté, au développement durable, à la solidarité internationale.

CONTEXTE – ENVIRONNEMENT SPÉCIFIQUE

La politique de formation du lycée va au-delà du professionnel en favorisant une ouverture sur les échanges internationaux avec plusieurs pays d'Europe et en sensibilisant également les élèves sur des projets solidaires auprès d'un pays en voie de développement. Son action est située dans la zone sahélienne, au Burkina Faso, sur le département de Douroula jumelé avec la ville de Besançon. Le lycée intervient depuis 1987 en apportant ses compétences dans le financement et la réalisation des projets tout en impliquant d'autres établissements scolaires, publics et privés.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- Sensibiliser les participants au montage d'un projet de coopération.
- Construire des infrastructures sociales et sanitaires en respectant l'architecture locale.
- Former des adultes du village aux techniques de la construction lors de la réalisation des travaux.
- Aider les écoles primaires sur le plan matériel (livres).
- Mener une action sur la santé et le sida et apporter des médicaments et lunettes de vue.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES**Pour les élèves**

- *Sur le plan humain*
Les rendre acteurs d'un projet.
Faire preuve d'un esprit tolérant, solidaire, engagé et bénévole.
et donner la notion du bénévolat.
Respecter un engagement.

- *Sur la plan technique*
Être autonome dans ses démarches.
S'adapter à de nouvelles techniques et matériaux.
Transmettre son savoir aux autres.
Recevoir le savoir-faire des autres.

Pour les autochtones

- *Sur le plan humain*
Valoriser les compétences de chacun.
Participer activement et bénévolement à l'amélioration de son cadre de vie.
Faire découvrir sa culture à l'autre.
Devenir acteur de leur développement.
- *Sur le plan technique*
Faire part aux autres de leur savoir ancestral.
Recevoir une formation sur les nouvelles techniques.

DÉMARCHE – MÉTHODE

- Effectuer avec la population un état des lieux pour mettre en évidence leurs besoins, leurs attentes afin de les rendre acteurs de leur développement.
- Faire valider les projets par tous les acteurs en mettant en exergue les retombées positives : valorisation de l'être humain, développement de l'économie, impact sur l'éducation des jeunes.
- Rechercher les fonds pour la réalisation des projets.
- Effectuer un bilan de l'action.

CALENDRIER DE RÉALISATION DU PROJET depuis sa mise en œuvre (différentes étapes) jusqu'à l'année scolaire 2003-2004

Année	Action mise en œuvre
2000-2001	Sensibilisation des élèves et préparation des projets du 1 ^{er} séjour – chantier avec recherche de fonds
octobre 2001	Réalisation du 1 ^{er} séjour et des chantiers et préparation des projets futurs
2001-2002	Exploitation des actions avec les élèves dans des projets culturels (expositions)
octobre 2002	Évaluation sur le terrain des chantiers réalisés et préparation des futurs projets
2002-2003	Sensibilisation des élèves et préparation du 2 ^e séjour - chantiers avec recherche de fonds
octobre 2003	Réalisation du 2 ^e séjour - chantiers et réflexion sur les projets futurs
2003-2004	Exploitation des actions avec les élèves dans des projets culturels (expositions)

PARTENAIRES SUR LA DURÉE DU PROJET

Partenaires financiers

État

- Rectorat
- Préfecture
- Lycée Gravier Blancs
- Jeunesse et Sports
- Envie d'Agir

Collectivités

- Conseil Régional de Franche-Comté
- Conseil Général du Doubs
- Communes
- Envie d'Agir

Associations

- Mutualité Française Doubs
- Lions Club
- Asso AEGB
- Comité Local de Jumelage Douroula

Partenaires logistiques

État

- Lycée Gravier Blancs

Collectivités

- Communes

Associations

- Mutualité Française Doubs
- Comité Local de Jumelage Douroula
- Association AEGB

Établissement partenaire à l'étranger

Centre Technique de Formation de Nouna Kossi

BUDGET DEPUIS LE DÉBUT DU PROJET

ANNÉES DU PROJET : 2000-2001/2002

RECETTES		DÉPENSES	
Conseil Régional	2 500 €	<i>Frais de fonctionnement</i>	
Communes	1 150 €	Transports	18 600 €
Conseils Généraux (39/70)	1 000 €	Alimentation	4 500 €
Préfecture	4 200 €	Santé	2 000 €
Entreprises	500 €	Hébergement	3 000 €
Particuliers	1 000 €	Activités culturelles	1 000 €
Participants	13 500 €	Visas	600 €
Mutualité Française du Doubs	1 500 €	Frais administratifs	200 €
Crédit Agricole	1 000 €	Frais de reproduction	450 €
Lycée Gravier Blancs	1 000 €	<i>Coût des projets</i>	5 250 €
Rectorat	2 000 €		
Asso AEGB	4 000 €		
ANVAR	2 000 €		
Lions club	750 €		
TOTAL :	35 600 €	TOTAL :	35 600 €

ANNÉES DU PROJET : 2002-2003-2004

RECETTES		DÉPENSES	
Rectorat	2 500 €	<i>Frais de fonctionnement</i>	
Conseil Régional	2 500 €	Transports	22 760 €
Conseils Généraux (39/70)	1 070 €	Alimentation	7 000 €
Ville de Besançon	6 600 €	Santé	2 500 €
Préfecture du Doubs	1 150 €	Hébergement	4 500 €
Jeunesse et Sports	1 500 €	Activités culturelles	1 600 €
Envie d'Agir	1 000 €	Visas	680 €
Mutualité Française du Doubs	1 000 €	Frais administratifs	200 €
Participants	17 500 €	Frais de reproduction	350 €
Lycée Gravier Blancs	2 000 €	Hôpital	11 100 €
Asso AEGB	3 000 €		
Entreprises	500 €		
Communes	6 000 €		
Lions club	2 000 €		
Hôpital	600 €		
TOTAL :	49 080 €	TOTAL :	49 080 €

APPUI LOGISTIQUE

MIS A DISPOSITION DU PROJET

Lycée des Gravier Blancs : permet le prêt de matériels de reproduction et de matériels techniques

Favorise l'aménagement des emplois du temps et des réunions.

Association Afriq' Énergies Gravier Blancs : elle permet de participer à des réunions sur le développement durable et d'obtenir plus facilement des subventions pour certains projets.

Prêt de matériel aux participants.

Comité Local de Jumelage de Douroula : ce référent facilite la mise en place des projets culturels et techniques et des démarches administratives locales.

Mairie de Besançon : elle propose de participer aux réunions de concertation organisées, d'échanger sur le contenu des projets et sur le suivi des actions afin de rester cohérent et complémentaire dans la politique de développement menée sur ce département.

Propose également de participer financièrement aux voyages et aux projets.

Ambassade de France au Burkina Faso : pour les démarches administratives et l'antenne médicale.

Ministère des Affaires Étrangères (MAE) : site internet « conseils aux voyageurs ».

Entreprises française et burkinabé : don et prêt de matériels, dons alimentaire et audiovisuel. Mise à disposition de matériel audiovisuel pour réaliser un film.

Associations locales de solidarité internationales : débats, interventions.

COMMUNICATION – VALORISATION DU PROJET

- Presse locale en France et au Burkina Faso.
- Radio locale et burkinabé.
- Participation à des forums.

TRANSFERT – RESTITUTION

- Rendre compte du projet dans les classes du lycée.
- Exploitation du projet par les professeurs de français et d'art plastique avec des intervenants extérieurs.
- Rédaction d'un compte rendu illustré de nos activités pour les participants et les sponsors.
- Réalisation d'une cassette et d'un diaporama.
- Réalisation d'une exposition.
- Participation à la semaine SSI.
- Participation à des débats dans les établissements scolaires ou associatifs.
- Présentation des projets aux sponsors.

ÉVALUATION

Objectifs atteints

- Tous les projets prévus ont été réalisés et en lancer d'autres par rapport à des besoins urgents sur la santé.
- Responsabiliser les élèves dans le montage et la réalisation d'un projet.
- Développer un esprit de solidarité et une réelle motivation.
- Contribuer bénévolement à la réalisation de projets pour les autres.
- Faire prendre conscience des besoins des pays dits « en voie de développement ».
- Enrichir leur culture personnelle.
- Échanger avec la population.
- Inviter la population à des actions culturelles.
- Participer à des thématiques sur la culture africaine organisée par les autochtones.
- Être plus tolérant par rapport aux autres.
- Entraîner la population locale dans une participation active de son développement.
- Former des hommes à des techniques nouvelles de construction.
- Sensibiliser les enfants des écoles et la population aux conséquences de la pollution.
- Rendre acteur toute la population dans ces projets.
- Créer un dynamisme au sein du lycée professionnel.
- Favoriser les relations entre les enseignants et d'élèves à élèves.

Objectifs en cours

- Effectuer un bilan de l'action sur le plan humain, culturel, technique et financier.
- Rendre compte du vécu des élèves devant leur classe respective.
- Entretenir l'esprit de groupe par des réunions de travail conviviales.
- Enclencher une réflexion sur l'implication du lycée dans d'autres projets.
- Rédiger un document de synthèse illustré rendant compte de l'action.
- Préparer une exposition sur l'action avec un diaporama.
- Réalisation d'un cédérom et un film.
- Exploiter l'artisanat africain à travers des ateliers d'art plastique, animés par des artistes francs-comtois, activités s'intégrant dans les actions d'un projet d'action culturelle.
- Remercier les sponsors.

Objectifs non atteints

- Suite à des conflits politiques internes à l'établissement du Centre de Formation Professionnelle de Nouna, les élèves de ce centre n'ont pas pu participer à la réalisation des projets, bien que des échanges de courriers aient été effectués et des conditions d'accueil proposées. Malgré ce problème nous avons maintenu notre aide en offrant des livres pédagogiques.

PROLONGEMENTS – PERSPECTIVES

- Pérenniser les actions auprès des élèves.
- Pérenniser les actions envers les pays en voie de développement en maintenant les objectifs de départ.
- Renforcer les actions vers la formation des êtres humains pour qu'ils deviennent acteurs de leur développement.
- Engager une réflexion avec les autorités pour mettre en place une formation professionnelle adaptée à leurs besoins, donner les compétence requises pour trouver un emploi et améliorer leurs propres conditions de vie.
- Entraîner d'autres acteurs dans nos actions.

Fiche 6

LYCÉE

ÉTABLISSEMENT

Lycée professionnel Luxembourg
16 Place du 11^e Chasseurs
BP 365 70 014 Vesoul cedex
Email : ce.07000381@ac-besancon.fr
Tél. : 03 84 97 31 00 Fax : 03 84 75 10 86

PORTEURS DU PROJET

Enseignants.
Discipline : structure métallique/anglais.
Attribution dans la gestion du projet : chef de projet.

TITRE DU PROJET – DE L'OPÉRATION

Équipement en mobilier et connectique d'une salle informatique dans un lycée roumain.

CONTEXTE – ENVIRONNEMENT SPÉCIFIQUE

Après une collaboration de plusieurs années avec un établissement scolaire à Ludwigsburg en Allemagne, élargissement de cette collaboration avec un établissement du Pays de Galles pour un projet « Comenius » à trois pays. Ce dernier se déroule sur deux ans : 2001-2002 et 2002-2003. L'objectif visé est l'équipement d'un établissement roumain à Bistritsa en mobilier et en matériel informatique (chaque établissement fait don de trois ordinateurs et d'une imprimante). Un groupe d'enseignants du lycée professionnel Luxembourg effectuant un voyage dans ce pays à la Toussaint, en 2000, est surpris du peu de moyens mis à disposition.

CONTENU DU PROJET (actions mises en œuvre)**1^{re} année :**

- Élaboration d'un dossier technique.
- Étude de faisabilité du projet : visite préparatoire à Vesoul.
- Élaboration d'un prototype pendant l'échange franco-allemand de mars 2002.
- Bilan sur l'avancement du projet et sur la suite à donner à l'action lors d'une visite préparatoire au Pays de Galles en mai 2002.

2^e année :

- Optimisation des tables.
- Élaboration et fabrication d'un siège.
- Visite préparatoire : faisabilité du projet, organisation de l'échange en janvier 2003 en Allemagne.
- Production en série des neuf ensembles (tables + chaises) et assemblage de la connectique lors de l'échange de mars 2003 (première semaine en Allemagne, deuxième

semaine en France : les Gallois nous ont rejoint à Vesoul la deuxième semaine).

- Déplacement et livraison à Bistritsa en Roumanie du 2 au 9 mai 2003.
- Visite de fin de projet en juin 2003 pour effectuer le bilan de l'action de deux ans et parler d'un futur projet à mettre en place avec le Mali.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- Faire travailler ensemble des étudiants de nationalités différentes sur un projet commun.
- Développer une dimension citoyenne européenne et la solidarité internationale.
- Découvrir les techniques et savoir faire de chaque établissement.
- Permettre aux élèves de mieux connaître les spécificités culturelles de leurs partenaires.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Linguistique : utiliser les langues comme outil de communication dans le langage courant, le langage technique et à l'écrit (lettre de présentation, journal de bord).
- Techniques : élaboration d'un dossier technique (choix des matériaux, des solutions de fabrication, étude de normes...), fabrication d'un ensemble prototype pour l'étude de la faisabilité, analyse de la valeur.

DÉMARCHE – MÉTHODE

Elle a été identique pour les deux années.

Chaque établissement a fait une recherche documentaire, puis il a proposé différentes solutions pour la table et la chaise (2^e année). Les résultats ont été mis en commun en échangeant des documents *via* internet et par fax. Chacun a ensuite travaillé sur la solution retenue et a élaboré des esquisses de plan. Tout a été finalisé entre les professeurs lors de la visite préparatoire du mois de janvier. Ensuite, des dossiers techniques ont été élaborés, le prototype réalisé (la première année) et fabriqué en série ainsi que le siège (la deuxième année). Enfin, tables, sièges et matériel informatique fourni par chaque établissement ont été transportés en Roumanie en mai 2003. Le voyage s'est effectué en compagnie de deux collègues gallois ayant leur propre véhicule. Les collègues allemands n'ont pu participer à la dernière étape du projet.

CALENDRIER DE RÉALISATION DU PROJET depuis sa mise en œuvre (différentes étapes) jusqu'à l'année scolaire 2003-2004

Année	Action mise en œuvre
2001-2002	1 ^{er} trimestre : recherche documentaire, proposition de solutions. Visite préparatoire : finalisation du prototype les 23,24,25 janvier 2002 à Vesoul. Fabrication du prototype : échange du 5 au 15 mars (Gallois présents à Vesoul la deuxième semaine). Bilan sur le projet : visite préparatoire à Cardiff du 6 au 8 mai 2003.
2002-2003	1 ^{er} trimestre : optimisation du prototype, recherche documentaire pour le siège. Visite préparatoire à Ludwigsburg du 20 au 22 janvier 2003 et finalisation du dossier technique. Production en série des neuf ensembles : échange du 11 au 21 mars 2003 (Gallois à Vesoul la deuxième semaine pour le montage de la connectique). Avril : conditionnement et préparation à l'expédition. Expédition à Bistritsa en Roumanie du 2 au 9 mai 2003. Visite de fin de projet : 18 au 22 juin 2003. Bilan et prolongements futurs.

PARTENAIRES SUR LA DURÉE DU PROJET

Partenaires financiers

Europe • Programme Socrates – Action Comenius

Collectivité • FRAPIL

Autres • Office Franco-Allemand pour la Jeunesse
• Fondation Bosch

Partenaires logistique

Association • Franco-Roumaine.

Etablissements scolaires allemand, gallois et roumain

BUDGET DEPUIS LE DÉBUT DU PROJET

ANNÉE DU PROJET : 2001-2002 (échange mars 2002)

RECETTES	DÉPENSES
Participation des familles (11 x 75 €) 825 €	Transport bus 920 €
FRAPIL 1 000 €	Auberge de jeunesse 1 444 €
Fondation Bosch 2 500 €	Excursions, visites 1 309 €
OFAJ 1 512 €	Frais organisation 730 €
.....	Faux frais Allemagne 320 €
.....	Faux frais France 19 €
.....	Cadeaux collègues 92 €
.....	Restaurant enseignants 271 €
TOTAL : 5 837 €	TOTAL : 5 105 €

ANNÉE DU PROJET : 2002/2003 (échange mars 2003)

RECETTES	DÉPENSES
Participation des familles (13 x 80 €) 1 040 €	Transport bus 930 €
Fondation Bosch 2 475 €	Auberge de jeunesse 1 325 €
OFAJ 1 422 €	Excursions, visites 1 362 €
.....	Frais organisation 557 €
.....	Fournitures 43 €
.....	Faux frais Allemagne 354 €
.....	Faux frais France 7 €
.....	Cadeaux collègues 115 €
.....	Restaurant enseignants 244 €
TOTAL : 4 937 €	TOTAL : 4 937 €

ANNÉE DU PROJET : 2002/2003 (expédition Roumanie mai 2003)

RECETTES	DÉPENSES
Participation établissement 1 100 €	Transport (carburant, vignettes, autoroute, etc.) 511 €
Reliquat échange 732 €	Hébergement - hôtel 838 €
Contributions diverses 388 €	Repas - restauration 250 €
.....	Change Roumanie 50 €
.....	Divers Roumanie 110 €
.....	Transport DHL 72 €
.....	Location véhicule 380 €
.....	Autre (France) 9 €
TOTAL : 2 220 €	TOTAL : 2 220 €

APPUI LOGISTIQUE MIS A DISPOSITION DU PROJET

Une aide précieuse d'une association locale franco-roumaine a été fournie en matière de conseils en vue de préparer au mieux l'expédition (trajet, passage aux douanes, papiers nécessaires...) ainsi que la prise en charge de la location d'un véhicule pour le transport.

COMMUNICATION – VALORISATION DU PROJET

Des articles et des photos pour relater les différentes phases du projet ont été publiés dans le journal interne du lycée Luxembourg. Ces publications ont permis de mettre en valeur le travail des élèves et montre l'ouverture de l'établissement sur l'extérieur. La presse locale (L'Est Républicain et La Presse de Vesoul) a également été invitée à chaque étape importante du projet. Elle a régulièrement suivi le déroulement du projet et en a rendu compte à travers des articles.

TRANSFERT – RESTITUTION

La communication de notre expérience à ceux qui le souhaitent est proposée. Les élèves ont été filmés pendant les différents échanges et des images de l'expédition en Roumanie ont été ramenées. Les élèves ont également écrit un journal de bord pour relater au jour le jour le déroulement de l'échange. Ils ont créé un cédérom autour des termes tech-

niques ainsi qu'une page d'accueil sur le site web de chaque établissement (en cours de finalisation).

ÉVALUATION

Les objectifs ont été atteints puisque le prototype de départ a donné lieu à neuf ensembles fabriqués livrés à Bistritsa, accompagnés d'ordinateurs et d'imprimantes, comme convenu. Le bon fonctionnement du mobilier et des outils de bureautique a pu être vérifié.

PROLONGEMENTS – PERSPECTIVES

Pendant l'échange avec les élèves allemands et gallois, les responsables de l'association Calao de Dole nous ont rendu visite, car, intéressés par le travail, ils souhaitent monter un partenariat avec le Mali. L'objectif de ce projet est d'aider au désenclavement des communes rurales du Mandé. Une visite d'étude est prévue prochainement afin de déterminer ensemble les besoins, de nouer des contacts et d'étudier la faisabilité du projet. Une table informatique, un siège fabriqué par les élèves et le dossier technique seront emmenés au cours de cette visite afin d'être étudiés sur place et reproduits localement.

Suite à cette visite, une rencontre sera fixée quelques mois plus tard avec les collègues gallois et allemands à Vesoul pour rédiger un nouveau projet « Comenius » en direction du Mali.

Fiche 7

ÉDUCATION POPULAIRE

STRUCTURE

MJC
5 rue des Vergers, 25 400 Audincourt
Tél. : 03 81 30 60 00 Fax : 03 81 30 45 47

PORTEUR DU PROJET

Un animateur
Discipline : animation jeunesse
Attribution dans la gestion du projet : accompagnateur de projet.

TITRE DU PROJET – DE L'OPÉRATION

« Regards croisés d'une jeunesse ».
Début du projet : septembre 2001.
Fin du projet : fin août 2002.

CONTEXTE – ENVIRONNEMENT SPECIFIQUE

Très soucieux de s'investir dans la vie associative et culturelle de leur ville natale d'Audincourt, ce groupe de cinq étudiants a toujours été investi dans des actions organisées dans le pays de Montbéliard (collecte de jouets, nettoyage des plages de Vendée, manifestations de l'Unesco). Ce groupe est composé de personnes issues de l'immigration. Ce projet correspond à un retour aux sources, dans le sens d'une quête identitaire.

CONTENU DU PROJET (actions mises en œuvre)

Ce projet consiste en l'organisation d'un voyage en Algérie. Le voyage a pour objectif d'aller à la rencontre de la jeunesse algérienne et de partager ainsi sentiments, désirs, émotions, regrets, quant à la réalité de la vie. Il s'agit d'un véritable regard croisé entre deux modes de vie complètement différents retransmis dans chaque pays (France et Algérie).

Ce projet se décompose en trois phases :

- la récolte de fonds,
- le voyage,
- le retour.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- Mener à bien une action de solidarité et un échange inter-culturel dans ladimension internationale.
- Créer du lien social.
- Développer la citoyenneté en permettant à chacun d'être acteur et responsable dans ce projet.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Favoriser l'échange et la rencontre à travers la réalisation d'une vidéo reflétant les récits de vie de tous les participants.
- Sensibiliser les jeunes au contexte mondial.
- Sensibiliser les jeunes à la solidarité.

DÉMARCHE – MÉTHODE

L'implication des participants a été effective du début à la fin.

- Préparation du projet et recherche de financements.
- Participation au festival « Rencontres et Racines » de la ville d'Audincourt (organisation d'un tournoi de football pour la paix, vente de pâtisseries orientales).
- Réalisation de la vidéo à partir des récits de vie.
- Prise de contact avec les associations partenaires.
- Découverte et échange lors du voyage.
- Restitution à la population sous forme d'expositions, de photos lors du retour en France.

CALENDRIER DE RÉALISATION DU PROJET depuis sa mise en œuvre (différentes étapes) jusqu'à l'année scolaire 2003-2004

Année	Action mise en œuvre
2001	Lancement du projet, prises de contact avec les partenaires.
2002	Préparation du festival « rencontres et racines ». Recherche de financements. Participation au festival « Rencontres et Racines », tenue d'un stand de pâtisseries orientales et organisation d'un tournoi de foot. Voyage en Algérie (Mostaganem, ville côtière de l'ouest algérien). Restitutions du voyage.

PARTENAIRES SUR LA DURÉE DU PROJET

Partenaires financiers

Collectivité • Ville d'Audincourt

Autres • Mutualité du Doubs
• Caisse d'Allocations Familiales

Partenaires logistiques

• Ville d'Audincourt

Associations • APC de Mostaganem
• Association Mohamed Bedjaoui
• Association « Les Juristes »
• École de formation paramédicale de Mostaganem.

BUDGET DEPUIS LE DÉBUT DU PROJET

ANNÉE DU PROJET : 2002

RECETTES	DÉPENSES
Contribution participants 760 €	Transport 2 400 €
Mutualité du Doubs 2 000 €	Hébergement 1 000 €
Actions diverses 615 €	Nourriture 800 €
Ville d'Audincourt 1 500 €	Divers (matériel, vidéo, pharmacie) 800 €
Caisse d'allocations familiales 1 425 €	Transport local 1 300 €
TOTAL 6 300 €	TOTAL 6 300 €

COMMUNICATION – VALORISATION DU PROJET

- Lors du tournoi de foot, diffusion des messages de paix, recueillis dans le cadre du festival « Rencontres et Racines ».
- Création d'un film autour du voyage.
- Création d'une exposition.

TRANSFERT – RESTITUTION

- Expositions de photos.
- Film.
- Conférences et débats.

ÉVALUATION

Les étudiants ont été surpris par la vétusté des équipements sportifs et par les conditions de travail pénibles des travailleurs sociaux.

Le contact avec les Algériens fut moins facile que prévu, difficulté suscitée en partie par la barrière de la langue représentant un obstacle à la rencontre. En effet, la maîtrise du français n'était pas très répandue dans cette région. Les visites et les échanges ont donc été plus longs à mettre en place.

La découverte de la vie culturelle locale et notamment d'un théâtre de plein air n'était pas prévue initialement.

La création d'un film et d'une exposition de photos n'a pas été aisée car certaines personnes, notamment les filles, refusaient catégoriquement d'être filmées ou photographiées.

PROLONGEMENTS – PERSPECTIVES

Ce projet a permis la création d'une association en Algérie, qui organisera de nouveaux projets avec la MJC d'Audincourt.

ANNEXES

L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DANS LES PROGRAMMES DE L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE

Textes parus au BOEN Spécial n° 1 du 14.02.2002

Cycle 2

L'axe « Découvrir le monde » propose un premier thème intitulé : « De l'espace familial aux espaces lointains ». Dans ce cadre sont proposées diverses activités visant à faire découvrir à l'enfant qu'il existe d'autres horizons, d'autres pays et manières de vivre et que sa curiosité peut conduire à la connaissance. Le repérage sur le globe ou la carte, la lecture de textes, l'observation d'images, le recours à l'internet et à la correspondance électronique permettent de montrer à la fois richesse et diversité des cultures du monde et unité de l'humanité, conduisant à des premières formes d'ouverture interculturelle qui dépassent l'horizon étroit du groupe.

Cycle 3

Histoire

Le programme continue à réserver une place prépondérante au territoire français mais l'insère plus fortement dans une approche européenne et parfois même mondiale. Pour l'étude du Moyen-Âge, une première approche de la troisième grande religion monothéiste, l'islam, et de la brillante et nouvelle civilisation dominant le sud de la Méditerranée est proposée. Pour le *xx^e* siècle, l'accent est mis sur les conséquences de la mondialisation. La notion de « village planétaire », où chaque événement est immédiatement connu et se répercute, est utilisée.

Géographie

Les notions et éléments de découverte abordés dans l'ancien programme sont réorganisés selon trois axes logiques d'échelonnement et de mise en relation des espaces :

- regards sur le monde : des espaces organisés par les sociétés humaines ;
- espaces européens : une diversité de paysages ;
- espaces français.

Éducation civique

C'est le quatrième point du programme le plus porteur dans le cadre de ce guide. Il s'intitule « S'intégrer à l'Europe ; découvrir la francophonie ; s'ouvrir au monde ». À travers la géographie, l'élève aura pris conscience du caractère mondial de nombreux problèmes économiques ou culturels. Il perçoit les grandes inégalités entre régions du globe et donc les solidarités nécessaires. Il découvre que la Convention Internationale des Droits de l'enfant de 1989 est loin d'être appliquée dans plusieurs pays (travail des enfants dans des conditions dégradantes). C'est également pour lui l'opportunité de réfléchir à la nécessité, pourtant, dans certains contextes, d'une contribution de l'enfant à la force de travail collective). L'éducation artistique et littéraire montre comment l'artiste et l'écrivain, témoins de leur temps et de leur société, sont aussi porteurs de valeurs universelles : l'attachement légitime à un groupe, un pays, une culture, n'est donc pas incompatible avec l'ouverture au monde.

Sciences expérimentales

Le point 3 propose une Éducation à l'environnement. Il développe une prise de conscience de la complexité de l'environnement et de l'action exercée par les hommes et s'appuie sur une compréhension scientifique pour des choix raisonnés :

- approche écologique à partir de l'environnement proche ;
- rôle et place des êtres vivants, notions de chaînes et de réseaux alimentaires, adaptation des êtres vivants aux conditions du milieu, trajet et transformation de l'eau dans la nature, qualité de l'eau.

L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

DANS LES PROGRAMMES D'HISTOIRE, DE GÉOGRAPHIE ET D'ÉDUCATION CIVIQUE DE COLLÈGE

(sous réserve des modifications liées aux nouveaux programmes)

Niveaux	Thèmes et chapitres en rapport	Commentaires, remarques
SIXIÈME	<p>Géographie</p> <p>1. Les grands repères géographiques du monde</p> <ul style="list-style-type: none"> . La répartition de la population mondiale (7 à 8 h). . Les grands domaines climatiques et biogéographiques (4 à 5 h). . Les grands ensembles de relief (3 à 4 h). <p>2. Les grands types de paysages (18 à 21 h pour traiter l'ensemble des paysages y compris ceux du Nord)</p> <p><i>A/ Paysages urbains</i></p> <ul style="list-style-type: none"> . Un littoral touristique méditerranéen. . Une métropole d'un pays pauvre. <p><i>B/ Des paysages ruraux</i></p> <ul style="list-style-type: none"> . Un delta rizicole en Asie. . Un village d'Afrique. <p><i>C/ Des paysages de faible occupation humaine</i></p> <ul style="list-style-type: none"> . Dans le désert saharien. . Dans la forêt amazonienne. . Dans la haute montagne andine ou himalayenne. 	<p>Les élèves découvrent la complexité des rapports entre la densité et la richesse et la pauvreté. À l'aide de deux exemples, on montre les relations des sociétés au climat.</p> <p>À l'aide d'exemples, on montre, tout en évitant le déterminisme géographique, les relations des sociétés au relief. Partie permettant de découvrir les atouts et contraintes naturelles et de disposer d'un certain nombre de connaissances à réactiver.</p> <p>Ces paysages doivent être étudiés à partir d'images. Chaque paysage est localisé et mis en relation avec les repères géographiques étudiés dans la première partie.</p> <p>Étude qui a trois objectifs : donner des mots permettant de décrire, d'expliquer la présence plus ou moins forte des hommes et d'analyser le rôle des sociétés dans l'organisation du territoire.</p> <p>La réflexion se situe donc à différentes échelles et implique l'identification de quelques grands facteurs d'ordre économique, culturel ou naturel de cette organisation.</p> <p>Tous les cas doivent être présentés. Mais un exemple peut être plus particulièrement développé dans chacun des ensembles.</p> <p><i>Cette partie permet d'aborder des problèmes de développement en partant de réalités locales replacées dans leur cadre planétaire, l'échelle la plus appropriée pour les élèves de 6^e, tout en faisant appel à des facteurs expliquant ces réalités locales abordés les années suivantes. Une première approche de l'éducation au développement peut être effectuée à partir de l'un des thèmes à développer.</i></p>
CINQUIÈME	<p>Géographie</p> <p>1. L'Afrique</p> <ul style="list-style-type: none"> . Diversité de l'Afrique (6 à 7 h). . Le Maghreb (4 à 5 h). <p>2. L'Asie</p> <ul style="list-style-type: none"> . Diversité de l'Asie (5 à 6 h). . L'Inde et la Chine (8 à 9 h). <p>3. L'Amérique</p> <ul style="list-style-type: none"> . Différenciation des espaces Nord et Sud américains (6 à 7 h). . Le Brésil (4 à 5 h). 	<p>L'étude des continents s'ordonne autour de trois approches successives : mettre en évidence l'identité du continent, ses caractères spécifiques ; les éléments de différenciation (ce qui permet de distinguer des grands ensembles régionaux) ; les problèmes actuels des continents en les situant dans l'espace mondial.</p> <p>En ce qui concerne les États ou les groupes d'États, il est recommandé de croiser les données avec l'histoire afin de comprendre la construction du territoire. L'étude géographique doit toujours croiser les données humaines, culturelles, économiques, historiques et physiques utiles pour faire comprendre les caractères de l'organisation d'un État.</p> <p>C'est sans doute le niveau se prêtant le mieux à l'éducation au développement.</p> <p>Chaque continent, chaque État ou ensemble d'États étudiés permettent d'évoquer la colonisation, les problèmes humains (problèmes ethniques, explosion démographique et urbaine) et d'étudier les stratégies de développement économique mises en place et leurs effets.</p>

Niveaux	Thèmes et chapitres en rapport	Commentaires, remarques
CINQUIÈME	Éducation civique	
	2. La solidarité . L'esprit de solidarité (4 à 5 h).	Il s'agit de montrer qu'au plan international, la coopération et la solidarité se concrétisent par des actions, des projets, des réalisations. Ces actions peuvent être illustrées par un exemple (actions humanitaires d'urgence, action de coopération décentralisée entre villes, échanges entre établissements scolaires). <i>C'est l'occasion de présenter une coopération, un partenariat ; d'expliquer l'action concrète d'une association ou mieux encore de faire intervenir l'association dans l'établissement.</i>
QUATRIÈME	Histoire	
	3. L'Europe et son expansion au XIX^e siècle C - Le partage du monde (2 à 3 h).	<i>Cela permet une étude des causes, des formes et des conséquences de la colonisation.</i> <i>Ce chapitre permet de montrer la vision qu'avaient les européens du monde.</i>
TROISIÈME	Histoire-Géographie	
	2. Élaboration et organisation du monde aujourd'hui A - De 1945 à nos jours : croissance, démocratie, inégalités La décolonisation (2 à 3 h). B - Géographie du monde d'aujourd'hui . Les échanges, la mobilité des hommes, l'inégale répartition de la richesse et l'urbanisation (7 à 8 h). . Géographie politique du monde actuel (2 à 3 h).	L'étude de la décolonisation se limite aux exemples de l'Inde et de l'Afrique française. <i>Cette étude permet d'évoquer la naissance du Tiers-Monde et les problèmes immédiats posés aux États nouvellement décolonisés.</i> Partant de la forte croissance du monde depuis 1945, il s'agit de montrer que ce phénomène, inégalement distribué et réparti, débouche sur le maillage géographique du monde actuel. <i>L'étude des flux, de la circulation des hommes, de la richesse et de la pauvreté, de l'urbanisation permet de montrer l'inégalité entre le Nord et le Sud. Cela permet également de décrire la grande diversité des situations des États du Sud (NPI, Pays pétroliers, Pays intermédiaires, PMA).</i>
	Éducation civique	
	5. La défense et la paix . La solidarité et la coopération internationale (1 h).	Analyser les différentes situations de détresse dans le monde ; présenter les acteurs participant à l'aide au développement, leurs moyens et leurs actions ; faire comprendre à l'élève en tant que citoyen qu'il est lui-même acteur de cette solidarité et de cette coopération. <i>Vision plus générale (à l'échelle de la planète) et plus complète (acteurs, actions, moyens) qu'en 5^e.</i>

Les nouveaux dispositifs en collège

Les orientations pour le collège, présentées en avril 2001 par le ministère de l'Éducation nationale, font apparaître, depuis la rentrée 2002, deux heures hebdomadaires « d'itinéraires de découvertes » pour les élèves de 5^e et 4^e. Ceux-ci doivent être « une autre manière de parcourir et d'approfondir les programmes ». « Ils devront permettre une approche interdisciplinaire, valoriser le travail autonome (personnel ou en équipe) sur des projets, favoriser le travail en équipe des enseignants ». « Plusieurs itinéraires seront choisis par chaque élève à l'intérieur de quatre pôles (2 par an d'une durée de 11 à 12 semaines) : découverte de la nature et du corps humain, découverte des arts et des humanités, découverte des langues et civilisations, initiation à la création et aux techniques ».

Il est précisé que d'autres associations sont éventuellement possibles.

L'éducation au développement peut s'inscrire dans le pôle « découverte des langues et des civilisations ». Proposer d'autres regroupements permettant d'aborder l'éducation au développement tels que exemples techniques et civilisations est tout à fait possible.

L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

DANS LES PROGRAMMES D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE DES LYCÉES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET TECHNOLOGIQUE

Niveaux	Thèmes et chapitres en rapport	Commentaires, remarques
SECONDE GÉNÉRALE ET TECHNOLOGIQUE BOEN hors série n° 6 du 31 août 2000	<p>Géographie Classe de 1^{re} L-ES-S</p> <p>Thèmes obligés</p> <ul style="list-style-type: none"> . Plus de 6 milliards d'hommes sur la terre. . Nourrir les hommes. . L'eau entre abondance et rareté. . Dynamiques urbaines et environnement. . Les sociétés face aux risques. <p>Thèmes au choix</p> <ul style="list-style-type: none"> . Les littoraux, espaces attractifs. . Les montagnes entre traditions et nouveaux usages. <p>Histoire</p> <p>Thème 3 La Méditerranée au XII^e siècle : carrefour de trois civilisations.</p> <p>Thème 5 La Révolution française et les expériences politiques en France jusqu'en 1851.</p>	<p>Le programme de géographie de seconde résumé par l'intitulé « les hommes occupent et aménagent la terre » est particulièrement favorable à la réflexion sur le développement. Chaque thème proposé met en évidence l'ampleur des différenciations existant à la surface de la terre et concernant l'organisation de l'espace terrestre (centres d'impulsion et espaces en marge) ; son aménagement (empreintes différentes de l'action des sociétés sur les paysages) ; les relations établies avec l'environnement (inégalités face aux risques naturels comme dans la maîtrise des ressources).</p> <p>Parmi les six thèmes consacrés aux fondements du monde contemporain, le thème 3 proposant une étude du monde méditerranéen au XII^e siècle fournit outils et références pour mieux comprendre les problématiques interculturelles nées d'une relation et coopération « Nord-Sud ». D'ailleurs, le thème 5 remet les grands principes liés aux Droits de l'homme et à l'abolition de l'esclavage dans leurs perspectives historiques.</p>
PREMIÈRE GÉNÉRALE ET TECHNOLOGIQUE BOEN hors série n° 7 du 3 octobre 2002 BO n° 12 du 29 juin 1995	<p>Géographie Classe de 1^{re} L-ES-S</p> <ul style="list-style-type: none"> . L'Europe, la France. <p>Classe de 1^{re} STI-STL-SMS</p> <ul style="list-style-type: none"> . Question obligatoire : le monde d'aujourd'hui. . Questions au choix : population et développement (Chine/Inde) ou population et santé. <p>Histoire</p> <p>Classe de 1^{re} L-ES Le monde, l'Europe, la France du milieu du XIX^e siècle à 1945. L'Europe et le monde dominé : échanges, colonisations, confrontations.</p> <p>Classe de 1^{re} STI-STL-SMS Questions au choix : nationalismes et indépendances en Asie et en Afrique depuis 1945.</p>	<p>La mise en lumière des diverses distributions et dynamiques spatiales, à l'échelle des régions et des États, contribue à la réflexion sur des schémas de développement et leurs limites. La mobilité des hommes pose la question des migrations externes.</p> <p>Pour ces séries, le programme aborde l'espace mondial et ses inégalités. Il met l'accent sur la grande hétérogénéité des rythmes de développement.</p> <p>On s'interroge sur les causes de l'expansion européenne et la diversité de ses formes (économiques, politiques, culturelles). Cette expansion est un phénomène complexe : rencontrant des résistances, elle nourrit des échanges et influe sur les cultures européennes. Elle installe un rapport dominant/dominé.</p> <p>Ces clés permettent de comprendre les déséquilibres Nord-Sud dans le monde d'aujourd'hui à travers les processus de décolonisation.</p>

Niveaux	Thèmes et chapitres en rapport	Commentaires, remarques
<p>TERMINALE GÉNÉRALE ET TECHNOLOGIQUE</p> <p>BOEN hors série n° 7 du 3 octobre 2002 (L-ES-S) BOEN n° 12 du 29 juin 1995 (STT-STG)</p>	<p>Géographie</p> <p>Classe de terminale L-ES-S L'espace mondial, un espace mondialisé . Les trois grandes aires de puissance dans le monde. . Des mondes en quête de développement (unité et diversité des sud, une interface nord/sud, l'espace méditerranéen).</p> <p>Classe de terminale STT (STG) Questions obligatoires . Le monde aujourd'hui : diversité et disparités. . Population et développement en Chine et en Union indienne. Questions au choix . Nationalismes et indépendances en Asie et en Afrique depuis 1945. . L'eau dans le monde.</p>	<p>L'étude de l'espace mondial cherche à faire comprendre le monde actuel marqué par le processus de mondialisation créateur de nouvelles interdépendances. Une vaste part de l'espace mondial est située en marge des aires de puissance. Elle est constituée de pays à la recherche d'un meilleur « développement », mais détenteurs de résultats inégaux. Certains pays du Sud sont dans une position particulière à l'interface avec les pays du Nord.</p> <p>Pour la série STT (STG), malgré quelques variantes thématiques, les objectifs sont globalement identiques. La question sur l'eau est une bonne occasion d'aborder la notion de « développement durable ».</p>
<p>PREMIÈRE GÉNÉRALE ET TECHNOLOGIQUE</p> <p>BOEN hors série n° 7 du 3 octobre 2002 BO n° 12 du 29 juin 1995</p>	<p>Histoire</p> <p>Le monde de 1945 à nos jours (L-ES), le monde contemporain (S) . Le Tiers-Monde : indépendances, contestation de l'ordre mondial, diversification (L-ES). . À la recherche d'un nouvel ordre mondial (L-ES-S). . La France dans le monde (L-ES-S). . La colonisation européenne et le système colonial (S). . La décolonisation et ses conséquences (S).</p>	<p>Le thème de la colonisation/décolonisation permet d'étudier un phénomène majeur de l'histoire humaine. Les conquêtes coloniales, l'organisation des empires, les modalités de la présence et de l'influence européenne mais aussi les difficultés économiques et sociales des États émancipés dans les années cinquante et soixante aident à comprendre le monde contemporain. La diversification des États du Sud, la disparition de l'Union Soviétique, l'affirmation de l'islamisme à partir de la fin des années soixante-dix contribuent aussi à façonner le monde actuel.</p> <p>Le rôle et la place de la France dans les institutions internationales et dans les échanges mondiaux, les formes de la présence française dans le monde, peuvent servir de support à un type d'approche des relations nord-sud et d'un partenariat dans le développement.</p>

L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

DANS LES PROGRAMMES D'ÉDUCATION CIVIQUE, JURIDIQUE ET SOCIALE DES LYCÉES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL, TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL

Niveaux	Thèmes et chapitres en rapport	Commentaires, remarques
SECONDE PREMIÈRE, TERMINALE GÉNÉRALE ET TECHNO- LOGIQUE BOEN hors série n° 5 du 5 août 1999, hors série n° 7 du 31 août 2000, hors série n° 3 du 30 août 2001	<p>Éducation civique, juridique et sociale</p> <p>Seconde : de la vie en société à la citoyenneté. Thèmes possibles . Citoyenneté et intégration. . Citoyenneté et travail.</p> <p>Première : institutions et pratiques de la citoyenneté.</p> <p>Terminale : la citoyenneté à l'épreuve des transformations du monde contemporain.</p>	<p>Cet enseignement visant à la mise en place d'un processus de formation et de responsabilisation (« on ne naît pas citoyen, on le devient ») est le cadre privilégié où peut s'exercer une autre appropriation des savoirs, mieux connectée aux enjeux sociaux, économiques et politiques de notre société. Or, dans le cadre de la préparation et de l'organisation des débats argumentés préconisés par cet enseignement, le projet pédagogique de partenariat Nord-Sud de l'établissement peut offrir un champ de ressources documentaires, mais aussi d'expériences vécues directement exploitable. Il est ainsi le support concret à un exercice de la citoyenneté supposant respect de l'autre et engagement pour les questions collectives. Il fournit de nombreuses ressources documentaires à la préparation de certains des grands débats argumentés de l'année.</p>
CYCLE BEP BOEN hors série n° 2, volume VII du 30 août 2001	<p>Thèmes possibles . Les exigences renouvelées d'égalité et de justice. . La construction de l'Union européenne et les formes de la mondialisation.</p>	<p>La vie sociale, l'actualité nationale et internationale fournissent, dans le cadre des différents thèmes et notions au programme, de nombreux matériaux permettant d'éclairer les nouveaux défis auxquels l'exercice de la citoyenneté est aujourd'hui confronté de par les transformations du monde contemporain. On sera particulièrement sensible aux incidences de la construction de l'Union européenne et aux différentes formes de la mondialisation (élargissement à « l'universel » des grandes dimensions de la citoyenneté). En ce sens, la question du développement est bien au cœur d'une réflexion et d'un enjeu planétaires.</p>
CYCLE BAC PRO BOEN hors série n° 7, volume VII du 30 août 2001	<p><i>Un programme d'ECJS est en cours d'élaboration applicable sous réserve à la rentrée 2002.</i></p>	
CYCLE CAP		

L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

DANS LES PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE DES CLASSES PRÉPARANT AUX BEP

Le professeur peut organiser son enseignement autour de quelques problématiques et idées directrices.

- La mondialisation, c'est-à-dire le développement croissant des relations entre les économies, les cultures, les États et les espaces où ils s'inscrivent.
- Les capacités grandissantes des sciences et techniques, les actions qu'elles exercent sur la nature et sur les sociétés.
- Les responsabilités individuelles et collectives face aux résultats de la mondialisation et au progrès technique dont la conscience se manifeste à différents niveaux : actions internationales, gouvernementales ou non gouvernementales en faveur de la paix, de l'alphabétisation, du développement, de la protection de la nature...
- La recherche et l'affirmation des identités des nations, des régions. Les communautés ethniques, religieuses intervenant comme corollaires et en contrepoint des évolutions précédentes.

Niveaux	Thèmes relatifs à l'éducation au développement	Commentaires, remarques
Cycle de détermination BOEN n° 31 du 30 juillet 1992	<p>Histoire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les droits de l'Homme bafoués : politique raciale, système concentrationnaire... - Décolonisation et Tiers-Monde de 1945 à nos jours. 	<p>Guerre et droits de l'homme : propagande et mobilisation de l'opinion publique, les crimes de guerre (mémoire et souvenirs). L'univers concentrationnaire, l'extermination des Juifs, des Tsiganes, des malades mentaux au nom d'une idéologie raciale, font l'objet d'une étude particulière.</p> <p>Cette partie est l'occasion d'expliquer et d'approfondir les notions de relations internationales et de coopération par l'étude des données interférant (géopolitiques, économiques, idéologiques, diplomatiques...).</p> <p>On insiste plus particulièrement sur les disparités de répartition et de croissance ainsi que sur les flux migratoires. Les interactions entre les indicateurs (natalité, fécondité, mortalité, espérance de vie, migrations) rendent compte d'un inégal développement.</p> <p>Il s'agit de faire saisir aux élèves les dimensions politiques, économiques et civiques liées à ces questions. À cette occasion, on peut aborder des notions de responsabilités individuelle et collective.</p>
SECONDE PROFES- SIONNELLE	<p>Géographie</p> <p>L'homme occupe sa planète</p> <ul style="list-style-type: none"> - Constat des inégalités dans les répartitions et les évolutions de la population dans le monde. - Les dynamismes de la population mondiale (explosion démographique, croissances inégales, migrations, explosion urbaine). - De l'eau pour la vie. <p>L'environnement planétaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion des ressources (eau et pétrole). - Problème d'environnement. 	
TERMINALE BEP	<p>Histoire</p> <p>Le monde depuis 1945</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mondialisation et interdépendance. - Croissance et développement. - Mutations scientifiques, culturelles et sociales. <p>Géographie</p> <p>Le monde aujourd'hui</p> <ul style="list-style-type: none"> - Géopolitique du monde actuel (rapports de force et enjeux). - Nord-Sud, l'inégal développement. - Les échanges. 	<p>On analyse ce monde contrasté, divisé, mais interdépendant dans lequel aucune société, aucun État ne peut vivre isolé. Cette partie peut être étudiée à partir de cartes. Celles-ci permettent de mettre en évidence les grands ensembles politiques, économiques et culturels, les contrastes majeurs de développement (entre le Nord et le Sud, mais aussi à l'intérieur de chacun de ces ensembles).</p>

L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

DANS LES PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE DES CLASSES PRÉPARANT AUX BACCALURÉATS PROFESSIONNELS

Niveaux	Thèmes relatifs à l'éducation au développement	Commentaires, remarques
Cycle terminal, BOEN n° 11 du 15 juin 1995	Histoire	Cette partie du programme est centrée sur la tolérance et le dialogue interculturel. Elle aborde la place du religieux dans l'identité.
PREMIÈRE PROFES- SIONNELLE	L'évolution des pratiques socioculturelles de 1850 à nos jours - Le fait religieux et l'évolution des rapports entre société et religions.	
	Géographie	
TERMINALE PROFES- SIONNELLE	Le monde aujourd'hui Cartes des grands ensembles du monde actuel - Mondialisation : triade, nord/sud, interdépendance.	Il s'agit de mettre en évidence les grandes unités géopolitiques et culturelles pour établir une typologie. On prend appui sur l'analyse de cartes de répartition et de flux (hommes, produits, capitaux, PNB, IDM...) On prend l'Afrique dans son ensemble ou/et par grands thèmes (problèmes agricoles, explosion urbaine...)
	L'Afrique : diversité des espaces et des cultures - Dépendance, pays moins avancés, transition démographique.	On met en évidence la situation de dépendance par rapport aux pays développés. L'espace africain est abordé comme exemple d'espace dominé et marginalisé.
		Identité culturelle et mondialisation.
CAP	Un programme d'histoire-géographie est en cours d'élaboration applicable sous réserve à la rentrée 2002.	

RÉFÉRENTIELS ET ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DANS LES PROGRAMMES DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Le français, les langues, l'économie, l'histoire géographie et l'éducation socioculturelle (une spécificité l'enseignement agricole) sont les disciplines générales qui par nature peuvent être concernées par l'éducation à l'interculturel.

Les disciplines techniques (agronomie, phytotechnie, zootechnie) sont aussi opérationnelles pour une éducation au développement.

En voici quelques exemples :

Niveaux	Point d'ancrage dans le référentiel	Exemples de ressources pédagogiques
BEPA	MG5 : <i>la répartition actuelle de la population mondiale, types d'aménagements de l'espace par l'homme, connaître la situation de l'emploi, le droit du travail et la protection sociale.</i>	Travail à partir de cartes où les surfaces des pays sont proportionnelles à différents indicateurs (population, richesse, IDH) type cartes de Canters ou de Peters.
BAC PRO	MG5 : <i>acquérir des repères géographiques, historiques et civiques permettant de saisir la complexité du monde actuel</i>	Jeu des chaises, jeu de la banane. Exposition « le travail en question » (Orcades) Animation sur le commerce équitable « un peu de sud dans votre café » proposée par l'association Lafi Bala
	MG6 : <i>hygiène et protection de la santé</i>	Campagnes nationales d'information sur les pandémies (SIDA...)
BTSA	D31 : <i>caractériser le développement observé dans le monde et appréhender la notion de développement durable</i>	

Il existe aussi dans les référentiels des temps pour des modules spécifiques, laissés à l'initiative des équipes pédagogiques.

Ils offrent des opportunités pour préparer des projets de coopération ou d'éducation au développement et doivent être validés soit par la direction de l'établissement soit par la DRAF/SRFD.

Niveaux	Nom	Coordination et Validation	Exemples
BEPA	Projet d'Utilité Sociale (PUS)	Enseignants d'éducation socioculturelle, de français ou d'économie. L'équipe pédagogique valide et accompagne des projets de petits groupes d'élèves.	Organisation de manifestations de solidarité dans l'établissement au cours de campagnes nationales (Alimenterre, SSI...)
	Module d'Initiative Locale (MIL) 90 heures	Doit s'inscrire dans le projet d'établissement et être validé par la DRAF/SRFD.	Exploitation d'études de milieux, ou de stages à l'étranger, étude sociale, économique ou politique d'un pays.
BTSA	Projet initiatives et communication (PIC)	L'équipe pédagogique valide et accompagne des projets de petits groupes d'élèves.	Organisation d'animations sur le commerce équitable et d'un repas « équitable » en restauration collective
	MIL (120 heures pour 1, 2 ou 3 MIL)	À l'initiative de l'établissement et validé par la DRAF/SRFD.	MIL « agriculture et développement durables »

Enfin les activités périscolaires, « clubs UNESCO », « clubs Afrique » basées sur le volontariat des élèves et le militantisme de certains enseignants permettent de monter des projets techniques ou culturels et participent à la solidarité internationale.

Ressources documentaires

Le site internet de RITIMO, réseau national de centres de documentation spécialisé sur les questions de développement et de solidarité internationale, propose des bases de données bibliographiques et d'outils pédagogiques très riches : www.ritimo.org.

Ouvrages généraux

- ADEMAR Guy-Patrick (sous la dir.), *L'État du monde junior : encyclopédie historique et géopolitique*, La Découverte-Syros, 2002, 192 p.
- BEN HAMMOUDA Hakim, *100 mots pour comprendre le développement*, Paris, Maisonneuve et Larose, 224 p., 2003.
- BOURG Dominique, *Quel avenir pour le développement durable ?*, coll. « Les petites pommes du savoir », Paris, Le Pommier, 2002.
- BRET Bernard, *le Tiers-monde, croissance, développement, inégalités*, Ellipses, 2002.
- CARROUÉ Laurent, *Géographie de la mondialisation*, coll. « U », Armand Colin, 2002.
- Collectif, *Défaire le développement. Refaire le monde*, La Ligne d'Horizon, Éd. Parangon, 2003, 410 p.
- Commission Coopération Développement, *Solidarité internationale. Répertoire des acteurs 2004*, Ritimo, 2004, 237 p.
- CORDELLIER Serge (sous la dir.), *L'État du monde en 2003*, Paris, La Découverte-Syros, 2002, 674 p.
- Dictionnaire historique et géopolitique du XX^e siècle*, Paris, La Découverte-Syros, 736 p., 2000.
- GABAS Jean-Jacques, *Nord-Sud l'impossible coopération ?*, Presses de Sciences Po, 2002.
- Le développement durable en débats. Volume 2, Séminaires 2000-2001*, Éd. 4d, 229 p.
- Rapport mondial sur le développement humain 2003. Les objectifs du millénaire pour le développement : un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine*, Paris, Economica, 2003, 367 p.
- SACQUET Anne-Marie, *Atlas mondial du développement durable*, Paris, Autrement, Comité 21, 2002.
- TAMISIER Jean-Claude (sous la dir.), *Dictionnaire des peuples : sociétés d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Océanie*, Paris, Larousse-Bordas, 413 p., 1998.

Documentation pédagogique

- BONNEVILLE, *Aider c'est pas donné !*, Grad, 2000, dossier quatre cahiers de 16 pages.
- CARRETIER Bernard, CODOGNET Alain, *Sorties et voyages scolaires*. Guide pratique pour les collèges et les lycées, CRDP Grenoble, 2002, 170 p.
- CLARY Maryse, GRAILLAT Jean-Michel, *Éducation à l'environnement et au développement 5^e/4^e*, coll. « Enjeux-civiques », CRDP Nice, 2002, un classeur de 108 pages, 1 cd-rom.
- CHASTANG Sandrine (coord.), *Cahiers pédagogiques*, CRAP, n° 405, « L'Éducation au développement durable », juin 2002.
- CNAJEP, *Réinventer l'international. Réflexion sur une démarche d'éducation populaire*, INJEP n° 56, 2002, 287 p.

Éduquer au développement et à la solidarité internationale. Pour une citoyenneté ouverte sur le monde. Guide pour l'action, CRDP d'Alsace, 2000 ;

- FOUNTAIN Susan, *Éducation pour le développement humain. Un outil pour un apprentissage global*, coll. « Pratiques pédagogiques », Paris/Bruxelles, De Boeck université, 1996, 319 p.
- GROSJEAN M.-J., *Une pédagogie de l'eau*, Paris, Charles Léopold Mayer, 1997, récit d'une expérience éducative interculturelle, 164 p.
- La correspondance interscolaire, instrument de l'éducation au développement*, Solidarité laïque, 1997.
- NAVET-ARDUIN Odile, *Pédagogie sans frontières : guide à l'usage des enseignants*, CRDP Nord-Pas-de-Calais, 1998, classeur de 160 pages, livret de 98 pages., disquette.
- Partir à l'étranger*, coll. « Dossiers », ONISEP, mai 2000, 156 p.
- Partir pour être solidaire ? Guide pratique de la solidarité internationale*, Ritimo, mai 2002, 100 p.
- PÉDERSEN Christiane, REBATTET Christiane, ROCA Pierre-Jean, « Les ONG », *Textes et documents pour la classe n° 822*, oct. 2001, CNDP.
- Pour rencontrer le monde : Tiers-monde, Environnement, Développement... à l'école et au collège : des expériences et des outils*, Lyon, Peuples en marche, 1998, 65 p.
- Pour un échange des savoir-faire en faveur des actions d'éducation à la solidarité internationale*, Paris, programme Terre d'avenir, CCFD, Ritimo, recueil d'expériences annuel depuis 1996.
- RAVIGNAN Antoine de, ROCA Pierre-Jean, *Éducation et développement : un droit à réapprendre*, n° 782, oct. 1999.
- Rencontrer pour partager, repères et orientations pour voyager utile*, CCFD, Paris, 1999, carnet de voyage, 48 p.
- RIONDET Bruno, *Éducation au développement : de la citoyenneté aux solidarités*, Paris, CNDP/Hachette, 1996, 208 pages.
- ROCA Pierre-Jean, *Le développement, une idée dépassée ?*, n° 762, oct. 1998.
- Se former à l'interculturel : expériences et propositions*, CDIM, éd. Charles-Léopold Mayer, 2000, dossier pour un débat, 140 p.
- Voyager autrement : monter son projet international*, éd. Les Guides de Causes Communes, Paris, Cimade, 1999.
- Voyages ou le tiers-monde en baskets*, Commission nationale de la jeunesse pour le Développement, Paris, 30 p.

Revue spécialisée

Hebdomadaires

L'Autre Afrique ; Jeune Afrique l'intelligent ; Courrier international.

Mensuelles

Afrique contemporaine ; Alternatives économiques ; Alternatives internationales ; Courrier de la planète ; Dial ; Équité ; France-Amérique latine magazine ; Le Nouvel Afrique-Asie ; Le Monde diplomatique ; Peuples en marche ; Problèmes économiques.

Trimestrielles

Causes communes ; Les Cahiers de la Solidarité ; Monde arabe Maghreb Machrek ; Politique africaine ; Politique internationale ; Problèmes d'Amérique latine ; Revue Tiers-Monde.

Sites Internet utiles

Temps forts annuels

Campagne « De l'éthique sur l'étiquette » : www.ethique-sur-etiquette.org
Campagne « Demain le monde... les migrations pour vivre ensemble » : www.globenet.org/demain-le-monde/
Semaine de la solidarité internationale : www.lasemaine.org
Campagne Alimenterre : cfsi.asso.fr
Journée mondiale du refus de la misère : www.oct17.org/fa/homef.htm

Information sur les pays en développement/éducation au développement et à la solidarité internationale

Association 4 d (Dossiers et Débats pour le Développement Durable) : www.association4d.org/
Culture et développement : www.culture-developpement.asso.fr
ENDA Tiers monde : www.enda.sn
Réseau national des centres de documentation pour le développement et la solidarité internationale : www.ritimmo.org
Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) : www.crid.asso.fr/
Centre européen Nord-Sud : www.coe.int/T/F/Centre_Nord-Sud/
Plate-forme d'éducation au développement et à la solidarité internationale : www.pfeadsi.org/
Fondation Éducation au développement (Suisse) : www.globaleducation.ch
ITECO (éducation permanente et éducation au développement - Belgique) : www.iteco.be
Programme solidarité eau : www.pseau.org
Réseau Polygone international d'éducation pour le développement et l'éducation populaire : www.webpolygone.net/frances/polygone.htm
Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (permet d'accéder à un panorama des actions de coopération décentralisée des collectivités locales françaises) : www.diplomatie.gouv.fr/cncd

Ministères

Affaires étrangères (coopération internationale et développement) : www.diplomatie.gouv.fr/cooperation/dgcid
Haut conseil de la coopération internationale : www.hcci.gouv.fr/
Éducation nationale : www.education.gouv.fr

Institutions internationales

UNESCO : portal.unesco.org/
UNICEF : www.unicef.org/french/
Programme des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : www.fao.org/index_fr.htm
Programme des Nations-Unies pour le développement

(PNUD) : www.undp.org/french/

UN-Habitat (Centre des Nations Unies pour les établissements humains, CNUEH) : www.unchs.org
Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF) : <http://agence.francophonie.org>
Cités et Gouvernements Locaux Unis (organisation mondiale des collectivités locales) : www.cities.localgovernments.org

Sites d'organismes producteurs de supports d'animation et d'outils pédagogiques

www.artisansdumonde.org
www.amnesty.asso.fr
www.ccfid.asso.fr
www.cimade.org
www.orcades.org
www.unicef.org/french/
www.lacase.org
Collectif d'associations pour l'éducation à la citoyenneté mondiale (Récidev) : perso.wanadoo.fr/recidev/

Associations représentatives

Coordination SUD (portail des ONG françaises : regroupe les principaux collectifs et les représentent auprès des pouvoirs publics) : www.coordinationsud.org
Cités Unies France (CUF) fédère, au niveau national, les collectivités territoriales engagées dans la coopération internationale : www.cities-unies-france.org
Association française du conseil des communes et régions d'Europe (AFCCRE) : www.afccre.asso.fr

Dispositifs régionaux

(dispositifs régionaux multi-acteurs de concertation et d'appui à la coopération internationale)
Alsace : IRCOD, www.ircod.org
Auvergne : CERAPCOOP, www.cerapcoop.org
Basse-Normandie : HORIZONS SOLIDAIRES, www.infosolidaires.org
Centre : CENTRAIDER, www.centraider.org
Champagne-Ardenne : RECIPROC, ircod@wanadoo.fr
Franche-Comté : CERCOOP, www.cercoop.org
Nord-Pas-de-Calais : LIANES COOPÉRATION, www.lianescoopération.org
PACA : MEDCOOP, www.medcoop.com
Pays de Loire : ALCID, www.alcid.org
Rhône-Alpes : RESACOOOP, www.resacoop.org